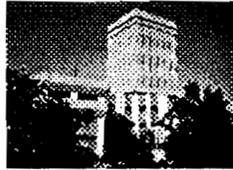


UNIVERSITE GASTON BERGER DE SAINT-LOUIS
U.F.R. LETTRES & SCIENCES HUMAINES
SECTION DE SOCIOLOGIE



**LES INITIATIVES DES JEUNES DANS LA LUTTE
CONTRE LA PAUVRETE URBAINE A DAKAR : LE CAS
DES COMPAGNONS SIGGI DES POINTS DE Dakar-Plateau,
Grand-Yoff, Yeumbeul et Diokoul**

MEMOIRE DE MAÎTRISE

(Sociologie)

Présenté par

Abdoulaye Tombon BIAYE



Sous la direction de

Issiaka Prosper LALÉYÉ
Professeur titulaire
Université Gaston Berger
de Saint-Louis

**Année académique
1998-1999**

THL 2344

UNIVERSITE GASTON BERGER DE SAINT-LOUIS
U.F.R. LETTRES & SCIENCES HUMAINES
SECTION DE SOCIOLOGIE



**LES INITIATIVES DES JEUNES DANS LA LUTTE CONTRE
L'PAUVRETE URBAINE A DAKAR. LE CAS DES
COMPAGNONS SIGGI DES POINTS DE Dakar-Plateau,
Grand-Yoff, Yeumbeul et Diokoul.**

MEMOIRE DE MAÎTRISE

(Sociologie)

présenté par

Abdoulaye Tombon BIAYE

Sous la direction de

Mr Issiaka Prosper LALÈYÈ

Professeur titulaire à l' Université
Gaston Berger de Saint-Louis

Année académique
1998-1999

TABLE DES MATIERES

Dédicace.....	I
Remerciements.....	II
Glossaire.....	III
Introduction.....	1
Première partie. JEUNESSE ET PAUVRETE URBAINE.....	4
Chapitre I. Etat de la question.....	5
1-1 La pauvreté, un mal contemporain	5
1-2 Le problème au Sénégal	6
1-3 La pauvreté urbaine le cas de Dakar.....	7
1-4 Le débat autour des indicateurs	8
Chapitre II. Problématique.....	13
II-1 Le malaise urbain des jeunes.....	13
1-1 La déstabilisation du cadre macro-économique de l'Etat et ses effets sur les conditions de vie des jeunes.....	15
1-2 La faillite des ménages.....	16
1-3-1 La révolte contre la galère	17
1-3-2 L'esprit d'initiative contre la galère	18
1-4 Notre objet: les jeunes "compagnons de "SIGGI".....	19
Chapitre III. Hypothèses et Objectifs.....	21
III-1. Hypothèses.....	21
III-2. Modèle d'analyse.....	22
Deuxième partie. METHODOLOGIE.....	24
1- Le questionnaire.....	25
2-L'échantillon.....	25
3- L'histoire de la collecte.....	25
3-1. La visite de points.....	26
3-2. L'interview de groupe.....	27
3-3. Le recueils de cas.....	27
3-3. Les difficultés rencontrées.....	27

Troisième partie. RESULTATS ET ANALYSE DES DONNEES	
Chapitre IV. SIGGI: Genèse et structure.....	28
Chapitre V. Tableau de la situation sociale des enfants des points de Dakar-Plateau, Grand-Yoff, Yeumbeul et Diokoul.....	38
I- Tableau de la situation sociale des enfants de Dakar-Plateau.....	38
II- Tableau de la situation sociale des enfants de Grand-Yoff	56
III-Tableau de la situation sociale des enfants de Yeumbeul.....	67
IV- Tableau de la situation sociale des enfants de Diokoul	78
Conclusion.....	87
Chapitre VI. La Lutte par le bas ou l'esprit d'initiative contre la galère.....	91
I- L'école d'appui de Raïl	91
II- La lutte contre la petite délinquance de l'association des animateurs de développement de quartier AADQ à Reubeuss	94
III- Association "mère-moins-d'enfants-dans-la-rue"	95
IV- Les jeunes leaders de ANBEP Houdalaye Yeumbeul	99
Conclusion générale.....	104
Bibliographie.....	110
Annexes... ..	114

DEDICACE

A MON REGRETTE PERE : SALIF BIAYE

A notre père qui s'est investi corps et âme pour la réussite de ce travail

A notre père, cet enseignant émérite, l'instituteur de classe exceptionnelle qui a tenu à ce que ses enfants fassent de l'école et du travail intellectuel un sacerdoce.

A toute la famille BIAYE

A ma mère FATOUMATA BIAYE

Ma tante Yaye SADIO, MARIAMA SONKO

A mes frères aînés ISMAILA, MOUHAMADOU LAMINE, IBOU SADIO, à mes jeunes frères MOUSSA et MOUSTAPHA

A mes petites sœurs HAMINATA et DIEYNABA, vos sourires effacent nos peines.

REMERCIEMENTS

Monsieur le professeur Issiaka-Prosper LALEYE a accepté la direction de ce modeste travail. Je lui suis reconnaissant.

Je remercie les enseignants de la section de sociologie qui se battent pour faire de Saint-Louis une véritable école Durkheimienne. J'espère que ce travail sera un outil supplémentaire dans la construction de cette œuvre.

Je tiens également à remercier Lamine DIAWARA, coordonnateur du programme SIGGI de ENDA TIERS-MONDE et tous les compagnons SIGGI, qui ont apporté une aide précieuse à la réalisation de l'enquête.

Mes remerciements à tous les enfants des points SIGGI, que Dieu vous garde et vous assure le maximum de capital social et culturel nécessaire à votre pleine insertion dans la vie sociale.

Merci à madame THIANE, ROUGUI CAMARA, à M. Ousmane THIANE et toute la famille de Saint-Louis.

Merci à mon ami de toujours Amadou SARR avec qui j'ai partagé l'aventure de Sanar.

Mes remerciements également à mes secrétaires Pape SARR et Babacar DIENG dont la tâche fut laborieuse.

Mes remerciements à tous les camarades de Saint-Louis, de Dieuppeul, Front de Terre, particulièrement à Abdou SECK et son petit papa.

Merci à tous ceux qui ont contribué à nos moments de joie et partagé nos peines.

GLOSSAIRE

AJED: association des jeunes pour l'éducation et le développement

AIDSCAP : agence canadienne de coopération et de lutte contre Le sida

AGETIP : agence d'exécution des travaux d'intérêt publics

ANBEP: association nationale pour le bien-être de la population

ASC: association sportive et culturelle

CAEDAS: comité d'assistance des épouses des diplomates accrédités au Sénégal

CARS RAPIDES : véhicules de transport en commun

CEPED: centre français d'Etude sur la Population et le Développement

CONGAD: conseil national des Ong d'appui au développement

CNUEH: centre des Nations Unies pour les Etablissements Humains

DPS: direction de la prévision et de la statistique

Enda-Tiers Monde: environnement - développement - action

Enda - Jeuda : Enda jeunesse action

Enda - Ecopop: Enda équipe économie urbaine populaire

IFAN: Institut Fondamental d'Afrique Noire

MEFP : ministère de l'économie des finances et du plan.

MICOM infos : publication du ministère de la communication

NGALAKH : plat local sénégalais à base pain de singe et de pâte d'arachide

ONG: organisation non gouvernementale

ORSTOM: Institut français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération

PNUD :Programme des Nations-Unies pour le développement

Set-Sétal: slogan qui signifie en wolof, être propre et rendre propre

Siggi: mot wolof, qui signifie relever la tête ou aller de l'avant

Sig - jours: autre appellation des journées aérées

UNICEF : Fonds des Nations-Unies pour l'enfance

UNESCO : Organisation des Nations-Unies pour l'éducation, la science et la culture

WOG : boulettes de mil

INTRODUCTION GENERALE

La question de la jeunesse est une des difficultés pendantes des sociétés africaines ; elle est même au cœur des préoccupations des Etats qui sont sans cesse agités par ce problème. Les interrogations suscitées par l'impact de la crise socio-économique sur les couches vulnérables au Sénégal, n'ont pas laissé en rade le problème des jeunes.

Ce problème est apparu comme le "que - faire" des pouvoirs publics¹. L'on est allé jusqu'à parler de "péril jeune", du fait de l'irruption violente de ces derniers sur la scène politique. Les jeunes urbains ont été les principaux auteurs des révoltes populaires contre la pauvreté au Sénégal, comme le souligne Momar Coumba DIOP en ces termes : " La jeunesse dakaroise a été un acteur privilégié dans la crise majeure vécue par le Sénégal depuis les indépendances. Les jeunes du sous-prolétariat urbain surnommés "les casseurs", constituent les principaux acteurs des émeutes urbaines, particulièrement celles notées depuis 1988 ".²

Aujourd'hui, la rudesse du quotidien est une réalité au niveau des jeunes dakarois. Leurs difficultés ont pour nom, chômage, emploi et insertion sociale. Le chômage quasi-permanent des jeunes diplômés symbolise parfaitement ces difficultés. A côté du problème de l'emploi, se présentent aussi d'autres phénomènes, tels que ceux des enfants travailleurs, des enfants en rupture et des enfants mendiants qui se trouvent très tôt confrontés à la nécessité. Ces différentes indications révèlent, en partie, le profil de la situation sociale des jeunes dans l'environnement dakarois.

Les études portant sur la jeunesse ont souvent été abordées sous un angle socio-démographique. L'accent est surtout mis sur l'importance numérique de cette frange de la population. Leur position dans la structure démographique de nos sociétés mérite que l'on s'interroge sur leur mode de vie en particulier, leur quotidien en milieu urbain.

Au Sénégal, les moins de vingt ans représentent 58% des 8,1 millions de sénégalais et, les moins de trente ans représentent plus de 78%³. Le taux d'accroissement naturel de 2,7% se traduit par une augmentation de 700 habitants par jour ; ceci induit 10.000 enfants scolarisables

¹ Le septennat du Président Abdou DIOUF est placé sous le signe de la jeunesse.

² Momar Coumba DIOP, *La lutte contre la pauvreté à Dakar, vers la définition d'une politique municipale* PGU / Dakar, 1995, p.79.

³ DPS, *Enquêtes sénégalaises auprès des ménages, rapport de synthèse*, Octobre 1997, p.24.

de plus par an et la nécessité de créer 100 emplois/jour rien qu'à Dakar pour satisfaire les personnes qui entrent dans la vie active⁴. L'on note aussi l'arrivée de 100.000 nouveaux demandeurs d'emplois dont 45.000 en zone urbaine chaque année. Cette situation constitue une source de tensions et de conflits dans les secteurs de l'éducation, de la santé, et de l'emploi. Elle est également une sérieuse préoccupation pour l'Etat et les ménages qui souffrent de la lourdeur de cette population à charge.

Le Sénégal n'arrive pas à satisfaire ses exigences en matière de scolarisation. Le taux oscille entre 55,8% en 1991 et 59,7% en 1996 -1997⁵. Les crises cycliques qui affectent l'école sont le reflet de ces difficultés. Le monde du travail, aussi n'est pas épargné par les crises, selon *l'Enquête sur les priorités*, le taux de chômage est de 10,6% en moyenne avec 8,8% chez les hommes et 11,5% chez les femmes⁶. En milieu urbain, le taux est de 23,4% et affecte en particulier les jeunes⁷.

Ce tableau sommaire sur le problème des jeunes, pose des questions assez inquiétantes, si l'on tient compte de leur position sociale de population à charge dans un contexte de crise de l'Etat et de paupérisation des ménages en particulier dans l'agglomération dakaroise⁸. L'on se demande comment ces ménages rudement affectés par la crise socio-économique, assurent la prise en charge des besoins de leurs enfants. Et comment l'Etat fait face à la demande sociale des jeunes en terme d'éducation, de formation et d'insertion sociale.

Cette préoccupation, soulevée par la question de la prise en charge de la demande sociale des jeunes dans un tel contexte, permet d'établir une corrélation entre la question de la jeunesse et la thématique de la pauvreté urbaine à Dakar. Il s'agit ici, de voir comment les jeunes vivent la pauvreté dans l'agglomération dakaroise. Est-ce qu'ils la vivent dans une situation d'oisiveté ou est-ce qu'ils réagissent, en développant des stratégies tendant à les sortir de la précarité ? En d'autres termes, il s'agit d'appréhender les réponses positives ou négatives que les jeunes donnent à leur environnement et de montrer comment ils font face à la pauvreté.

⁴ Micom infos, *Démographie, la politique de population au Sénégal*, 1994, 7p.

⁵ "Le Soleil", n°82999, *Dossier Economie, pour une meilleure prise en compte du social*, "Soleil" du mercredi 28 janvier 1998, pp. 7 - 10.

⁶ DPS. *Enquête sénégalaise auprès des ménages. Rapport de synthèse*, octobre 1997, p.24

⁷ MEFP, *Tableau de bord de la situation sociale au Sénégal*, 1995, p. 78.

⁸ ANTOINE Philippe ; FALL A. Salam et alii, *Les familles dakaroises face à la crise*, IFAN/ORSTOM, CEPED, 1995, 209 p.

Les initiatives développées par les jeunes compagnons Siggis au bénéfice des enfants en situation difficile dans les quartiers de Dakar-plateau, Grand-Yoff, Yeumbeul et Diokoul, servent de cadre d'illustration de cette problématique. Cependant, il nous faudrait préciser qui sont les compagnons Siggis en insistant sur leur identité, leur champ d'activités et sur les raisons qui ont motivé leur engagement dans de telles initiatives. Auparavant, une parenthèse sur la jeunesse et la pauvreté urbaine dans Dakar, permettra de poser les jalons de cette problématique sur la lutte contre la pauvreté au niveau des jeunes et enfants.

Première partie. JEUNESSE ET PAUVRETE URBAINE A DAKAR

Introduction

Cette problématique résulte d'une série d'interrogations sur les difficultés d'insertion des jeunes et les phénomènes de morbidité sociale qui affectent les enfants dans Dakar (enfants de la rue, enfants mendiants, jeunes désœuvrés). Ces différentes questions nous ont amené à nous demander comment la jeunesse qui constitue un groupe social rudement affecté par la crise socio-économique, vit cette situation.

A notre niveau, faire le lien entre la jeunesse et la pauvreté urbaine, nous amène à parler de la vie sociale des jeunes dans l'environnement urbain, des difficultés qu'ils éprouvent et en particulier à insister sur leurs réactions face aux vicissitudes de la vie urbaine dakaroise. Il est nécessaire, au préalable, de faire le point sur la pauvreté, une "notion tragique qui transite entre le culturel, le social et l'économique."⁹ Il nous faut situer cette notion en donnant ses manifestations, et en montrant comment elle s'exprime spécifiquement dans la population jeune, particulièrement dans la couche la plus vulnérable, les enfants.

⁹ Philippe ENGELHARD et alii, in *Pauvreté et Environnement en Afrique, esquisse d'un diagnostic et d'une stratégie*, ENDA, études et recherches, Juillet 1991, p. 2.

Chapitre I. ETAT DE LA QUESTION

1. La pauvreté, un mal contemporain

La problématique de la pauvreté a interpellé beaucoup d'auteurs, la question est devenue une constante dans les différents rapports de la Banque Mondiale, du PNUD, de l'UNICEF et autres organismes spécialisés des Nations-Unies. La Banque Mondiale insiste sur la nécessité de "faire de " l'élimination de la pauvreté, l'objectif fondamental du développement"¹⁰. L'UNESCO a guidé des tentatives de conceptualisation du problème sous la direction de Paul Marc Henry.¹² Par contre, l'une des plus belles illustrations nous est offerte par Serge Latouche dans *La Planète des naufragés*.

Latouche nous promène dans l'univers des exclus du développement, "ceux qui n'ont pas eu de place au banquet de la société de consommation, ce sont les marginaux des villes africaines et des champs, le petit peuple des marges urbaines, les chômeurs sans travail et sans protection sociale."¹³ *La planète des naufragés* édifie sur l'ampleur du mal, la pauvreté n'est plus un phénomène résiduel, c'est une réalité massive qui touche l'ensemble des régions de ce monde. Ce fait est assez bien restitué par Serge Paugam, dans sa description de la vie sociale des "assistés" de la société de consommation. Il nous introduit dans ce que l'on désigne comme la nouvelle pauvreté, un mal social qui affecte l'Occident en particulier du fait des impératifs productivistes et technologiques¹⁴.

La pauvreté est une réalité qui invalide tout triomphalisme progressiste. C'est le "mal contemporain" confesse Paul Marc Henry, "celui de la coexistence d'une économie potentielle d'abondance et de la persistance de l'incapacité d'une masse croissante d'individus à bénéficier de cette production accrue et suffisante pour tous."¹⁵ Le PNUD estime que le nombre de pauvres dans le monde se situe à 1,3 milliards d'individus. Et l'on note que l'Afrique est la seule région où la pauvreté devrait s'aggraver, au cours de la prochaine décennie. Sur les 48 Etats, les moins avancés, les 33 se trouvent en Afrique¹⁶. Parmi ces Etats, le Sénégal figure en bonne place. Au

¹⁰ Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde, la pauvreté*, Washington DC, 1990, p. 25.

¹² Paul Marc Henry, *Pauvreté, progrès et développement*, Paris, Harmattan, UNESCO, 1990, 328 p.

¹³ Serge Latouche, *La planète des naufragés, la découverte*, Paris, 1993, p. 20.

¹⁴ Serge Paugam, *la disqualification sociale, essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris, PUF, 1994, 250 p.

¹⁵ Paul Marc Henry, *Pauvreté, progrès et développement, op cit.* p. 14.

¹⁶ PNUD, *les visages de la pauvreté*, in le Choix, la revue du développement humain, 1996, p 24.

Sénégal, la pauvreté est une réalité totale caractérisée par une insécurité matérielle des classes moyennes et la vulnérabilité de la grande masse.

2. Le problème au Sénégal

Le Sénégal, comme la plupart des Etats africains, n'a pas pu s'inscrire dans la voie du décollage économique malgré trois décennies de développement. Les mesures d'ajustement préconisées depuis le début des années 1980, pour rétablir l'équilibre macro-économique, n'ont rien apporté dans cette quête du développement. Ces mesures ont plutôt contribué à un élargissement des bases de la pauvreté. Le retrait de l'Etat qui était le principal moteur de l'activité économique, a causé des défaillances énormes dans les secteurs sociaux de l'éducation, de la santé, mais aussi dans le monde de l'emploi et dans la gestion de la demande sociale des jeunes.

Tous les indicateurs sociaux attestent de l'ampleur des déficits sociaux (DPS, *ESAM* 1997; Ministère de la ville, *la pauvreté dans les villes, cas de l'agglomération dakaroise*; Banque Mondiale, *SENEGAL évaluation des conditions de vie*, 1995; UNICEF, *Sénégal, analyse de la situation des femmes et des enfants*, 1995). Les mesures d'austérité ont accentué le déséquilibre et entraîné la paralysie de l'économie : "Ce blocage se traduit aujourd'hui par l'absence de toute perspective de mobilité sociale, une exaspération des jeunes du sous-prolétariat urbain, frappés par une misère sans précédent..."¹⁷. La dévaluation du franc CFA de 50% par rapport au franc français et 100% de sa valeur initiale, a réduit le pouvoir d'achat des salariés et accentué le mal vivre des plus démunis. En 1992 déjà, un tiers de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté¹⁸. Ces différentes indications permettent de souligner la justesse des propos de Momar Coumba DIOP qui affirme que : " La pauvreté serait le produit d'une dynamique socio-historique et économique supportée par des options politiques et économiques précises"¹⁹.

Les mesures d'austérité n'ont pas eu le même impact au niveau des populations. Le paysannat a beaucoup souffert des nouvelles politiques agricoles, surtout avec l'arrêt des subventions. Par contre en milieu urbain, les effets furent massifs. L'agglomération dakaroise qui

¹⁷ MOMAR Coumba DIOP (sous la dir. de), *Sénégal, trajectoire d'un Etat*, CODESRIA, 1992, p. 24

¹⁸ Banque mondiale, *Sénégal évaluation des conditions de vie*, Rapport final, T2 - mai 1994, p. 3

¹⁹ MOMAR C. DIOP, *La lutte contre la pauvreté à Dakar, vers la définition d'une politique municipale*, op cit. p. 21

concentre la majorité de la population urbaine du Sénégal a connu une plus grande précarité de sa classe moyenne et a vu les couches vulnérables, réduites à vivre d'expédients.

3. La pauvreté urbaine : cas de Dakar

La région de Dakar qui regroupe plus de la moitié de la population urbaine (55%) subit les contrecoups d'une urbanisation massive. La zone de Pikine-Guédiawaye est le premier ensemble urbain du Sénégal avec une population de 740.000 habitants en 1991, actuellement elle est estimée à 899.000 habitants (ENDA tiers-monde/Gret 1996). Cette première place n'est ni le fruit d'un processus de modernisation réfléchi, ni le résultat d'une planification contrôlée, mais elle est plutôt la conséquence d'une extension irrégulière de Dakar dans sa périphérie, du fait des déguerpissements successifs des populations flottantes de la ville et d'une urbanisation sans précédent. 47,6% de cette population ont une origine rurale (ENDATiers-monde/Gret 1996). Ce qui fait de Pikine-Guédiawaye, une agglomération urbaine dépourvue de toute infrastructure socio-économique viable capable d'offrir un minimum d'animation, de services urbains et d'insertion à sa population. Ainsi, cette zone est une gigantesque cité dortoir de près de 800.000 âmes.

Dans des quartiers comme Yeumbeul, Diamaguène, 80% des ménages ne bénéficient pas d'un réseau d'alimentation moderne en eau potable. L'alimentation est rendue possible par l'installation de bornes fontaines et le fonçage d'eau de puits²⁰. La surpopulation dans le cycle élémentaire, avec un taux de 4,7 élèves par table-banc et 87 élèves par classe ne cache pas moins un fort taux d'abandon scolaire. Le manque d'infrastructure, le faible niveau de revenu et la surpopulation font de ces quartiers névralgiques des poches de nuisances. L'on note le développement à grande échelle des phénomènes de morbidité, tels l'usage de la drogue, l'abus de médicaments psychotropes et la montée de la violence urbaine.²¹

La pauvreté est une réalité vivante dans l'environnement urbain dakarois. Auparavant, le terme de malaise paysan laissait entrevoir que le problème était réduit au monde rural. Aujourd'hui encore, 80% des ménages pauvres vivent dans le monde rural, mais Dakar abrite 12% des ménages pauvres sans compter les mendiants et les sans-abri.

²⁰ ENDA tiers monde/Gret, *Etudes monographiques des villes partenaires, Pikine, Guédiawaye, Rufisque*, Septembre 1996, pp.20-23 .

²¹ Jean François Werner, *Marges, sexes et drogues à Dakar*, Paris, Karthala / ORSTOM, 1993, 292 p.

Il ressort de cette première lecture, que la pauvreté est un phénomène complexe et très relatif, qui interpelle plusieurs paramètres. Serge Paugam souligne le paradoxe du phénomène pauvreté en affirmant : " La pauvreté semble claire à l'opinion publique mais complexe à la recherche"²². C'est ainsi que pour éviter de préjuger sur cette question, nous allons présenter les approches faites sur le concept afin de déduire la formule susceptible d'éclairer au mieux notre problématique.

4. Le débat autour des indicateurs de la pauvreté

Deux approches semblent dominer dans l'analyse de la pauvreté, l'approche économique qui est la dominante et l'approche sociale dont les tenants s'appuient sur des principes humanistes.

4.1. L'approche économique

Dans cette perspective, la pauvreté est définie suivant une distinction établie à partir du revenu, des modes de consommation et de l'accès aux besoins essentiels : " toute personne est considérée comme pauvre si son niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté qui correspond au niveau ou à la consommation liée au niveau minimum acceptable de satisfaction des besoins de nutrition et autres de la vie de tous les jours"²³. L'enquête sénégalaise auprès des ménages définit le seuil de revenu à 2.247 F CFA par personne par mois et à 2.400 calories équivalent adulte en terme de consommation. Le revenu sert de variable de référence, "il reflète la capacité des ménages à accéder à divers biens concourant à leur bien-être ainsi que leur capacité d'investissement et d'achat de service"²⁴.

Cette démarche purement statistique et monétariste est très réductrice. En outre, le contexte sénégalais ne plaide pas en faveur de cette formulation. La forte présence de l'informel dans l'économie, les irrégularités de revenus des ménages, le poids des transferts dans ces revenus ainsi que le manque de transparence invalident pour peu cette approche. Les limites sont d'ailleurs soulignées dans *l'ESAM 1997* qui révèle que : "Ces indices présentent des lacunes graves (...). L'intensité de la pauvreté n'est pas prise en charge. Une autre lacune réside dans leur incapacité à tenir d'un seul coup du caractère multidimensionnel de la pauvreté et des possibilités offertes aux individus d'arbitrer entre plusieurs variables ..."²⁵. La pauvreté nécessite

²² Serge Paugam, *La disqualification sociale, essai sur la nouvelle pauvreté*, PUF, 1994, op cit. p. 18.

²³ Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde, la pauvreté*, Washington DC, 1990, p. 28.

²⁴ DPS, *Enquête sénégalaise auprès des ménages*, Rapport de synthèse, octobre 1997, p. 13.

²⁵ DPS, *Enquête sénégalaise auprès des ménages*, op. cit. p. 64.

donc un instrument synthétique, qui permet de noter tous les aspects. Le PNUD a ouvert une grille assez intéressante avec l'approche composite. Cette approche obéit à des considérations plus sociales qui jugent que la croissance et le revenu national ne sont pas les seuls agrégats du progrès socio-économique. La qualité de vie doit être un indicateur essentiel.

4.2 L'approche composite

L'indicateur de développement humain (IDH)(PNUD 1990) défini par le PNUD, repose sur des paramètres représentant les dimensions les plus élémentaires des manques et déficits affectant la vie humaine, à savoir la faible longévité, le manque d'instruction, l'analphabétisme et l'absence de ressources publiques et privées. L'IDH, associé au nouvel indicateur de pauvreté humaine (IPH)(PNUD 1997) fait ressortir dans de larges proportions, l'état social du Sénégal. La mortalité infanto-juvénile est de 15,67%, la mortalité maternelle est aussi élevée, au niveau des(15-19ans) avec 3,75%(UNICEF/Sénégal Août 1995).

Sur le plan scolaire, on note que 42% des enfants ne fréquentent pas l'école primaire, la grande majorité est envoyée dans les daaras où les conditions de vie ne sont pas des meilleures. Le nombre de talibés mendiants est passé de 6.700 en 1976 à 50.000 puis 100.000 en 1991. La plupart des pensionnaires sont âgés entre 10 et 15 ans et tendent vers une professionnalisation de la mendicité²⁶.

Au niveau des ressources, le salaire minimum garanti théorique est 8.044 F CFA et dans le secteur informel, il est de 5.250 F CFA. Or, le revenu minimum hebdomadaire nécessaire est de 11.612 F CFA pour un célibataire à Dakar. L'on perçoit déjà le calvaire des chefs de ménages avec le nombre de personnes dépendant d'un salaire. Le manque de ressources est aggravé par le chômage. Une personne active sur deux se trouve au chômage soit, un effectif de 315.000 chômeurs²⁷.

Cette projection sur les indicateurs de la pauvreté est une illustration de l'entière relativité du phénomène. Cependant, quelles que soient les variations observées, l'on remarque que la pauvreté correspond à une certaine réalité, à une architecture visible. Henry BARTHOLY livre ici une définition très imagée : " Etre pauvre, c'est ne pas pouvoir s'assurer

²⁶ UNICEF /Sénégal, Analyse de la situation des femmes et des enfants, op cit. p.15.

²⁷ MEFP, *Tableau de bord de la situation sociale au Sénégal*, 1995, p. 78.

par ses moyens propres ou activités propres, la couverture de ses besoins biologiques et de ceux de sa famille (...), c'est vivre dans un état permanent de relégation et d'innocuité vitale qui tend à être héréditaire, avoir faim n'être ni instruit, ni soigné, vivre dans des conditions de logements défectueux, travailler dans des conditions inhumaines »²⁸. Cette définition est un déshabillage total du concept dans toutes ses dimensions. La pauvreté est synonyme de souffrance, d'incapacité, d'exclusion sociale.

L'approche dominante fait de la pauvreté un réceptacle de carence, une déficience qui s'oppose au développement normal de l'individu. C'est ce regard jugé à la limite aliénant que réfute une thèse plus sociale, voire humaniste. Une approche qui considère que le pauvre n'est pas un être déficient du fait de la faiblesse de ses revenus et autres matérialités. L'homme pauvre n'est pas identifié à partir de ce qu'il est mais à partir de ses manques et d'un éventail de choses. La remarque d'Alain Durand Lasserre est très explicite: « Les pauvres sont en quelque sorte ceux qui ne peuvent pas se payer le prix d'un terrain et d'un logement sur le marché... ».²⁹

Les différences qui existent entre le pauvre et le non pauvre ne résident pas seulement sur le revenu, elles concernent aussi les relations sociales, les moyens de productions et d'autres domaines qui valident la participation sociale. La pauvreté est aussi une exclusion des formes efficaces de la participation sociale. Les pauvres sont définis par la place qui leur est assignée dans le processus de production. Le système social souvent inégalitaire, les expose à des manques dans l'accès au logement et à l'emploi (Alain D.LASSERVE 1986; Annick OSMONT 1995; Jacques BUGNICOURT ENDA 1991).

4-3. L'approche sociale

Elle permet d'identifier les mécanismes sociaux de paupérisation que constituent les superstructures économiques et culturelles. Cette approche révèle aussi les filières qui entretiennent la pauvreté. La pauvreté peut trouver son explication dans les inégalités sociales dont certaines sont culturelles : homme libre/esclave. Mais également dans le contrôle inégal des ressources et dans la position occupée dans le marché, planète des naufragés/société de consommation. L'extraversion des Etats peut aussi favoriser une fragilité des populations au niveau de leur pouvoir d'achat, Jean Marc ELA restitue bien cet aspect, en montrant que :

²⁸ Henry BARTHOLI, in *Pauvreté, progrès et développement*, Harmattan, Unesco, 1990, p. 30.

²⁹ Alain Durand LASSERVE, *l'exclusion des pauvres dans les villes du tiers-monde*, Paris, Harmattan, 1986, p. 80.

« L'Afrique noire, illustre le paradoxe d'un ensemble de pays dont l'économie repose sur l'agriculture, mais sont contraints d'importer les denrées de première nécessité. Dans le plat national sénégalais, composé du riz au poisson, rien ne provient du sol national, sauf le poisson pêché dans les eaux territoriales... ».³⁰ La dictature du riz sur les ménages urbains est un facteur concourant à la fragilité du pouvoir d'achat des populations urbaines au Sénégal.

Les tenants de cette approche sociale s'insurgent contre la formule qui consiste à se fonder sur un modèle de consommation standard occidental pour définir de manière unilinéaire la pauvreté. Les seuils de revenus et de consommation exprimés ne reflètent nullement un quelconque progrès, mais plutôt, une concurrence sauvage, une recherche effrénée de bien : « C'est une fuite en avant vers le quantitatif au détriment du respect de l'authenticité de la pensée humaine ».³¹ Ces réactionnaires vont jusqu'à soupçonner la pauvreté d'être : « un faux fuyant linguistique qui sert de bouche trou au concept de développement dont on essaie de moins en moins d'en parler... ».³² C'est pour cette raison que Albert TEVODJERE soutient que : « la pauvreté est un état d'austérité tourné vers l'être beaucoup plus vers l'avoir, et être pauvre dans ce sens c'est quelqu'un qui survit dans des conditions difficiles, un homme dont le destin est de lutter pour s'affirmer... ».³³

L'intérêt d'une étude sur le phénomène, résiderait donc dans la prise en compte du point de vue des groupes dits pauvres, en décryptant les significations qu'ils donnent à leur vécu afin d'identifier le problème à partir de leur milieu. En quelque sorte d'aller au-delà des manques et déficits affectant les individus et exprimer leur socialité. C'est cette démarche que nous tenterons de faire nôtre, dans cette étude sur les initiatives de lutte des jeunes dans la lutte contre la pauvreté urbaine à Dakar. Cette démarche permet de dépasser le débat idéologique mené autour du concept de pauvreté, que la pauvreté soit un faux fuyant linguistique ou qu'il sert de palliatif au paradigme du développement n'est pas le plus important. Le caractère relatif de la pauvreté est évident. La pauvreté d'un individu ou d'un groupe est appréhendée en fonction d'un groupe autre, supposé plus riche. Le pauvre est donc identifié à partir de ce qu'il n'est pas et non ce qu'il est.

³⁰ Jean Marc ELA, *la ville en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1983., p. 36.

³¹ Paul Marc Henry, *pauvreté progrès et développement*, op cit. p.14.

³² PHILIPPE ENGELHARD et alii, in *Pauvreté et environnement en Afrique, esquisse d'un diagnostic et d'une stratégie*, ENDA, série études et recherche, juillet 1991, p.3.

³³ ALBERT TEVODJERE, in *pauvreté, progrès et développement*, op cit. p.253

A notre niveau, nous nous intéressons aux gens dits pauvres, les enfants en situation difficile. Ce sont les occupants des îlots de pauvreté identifiés dans Dakar (ENDA DAKPAU). Ces populations font partie de l'architecture visible de la pauvreté urbaine. Leurs quartiers constituent les laboratoires de recherche de la pauvreté (Cité Bissap, Montagne, Arafat, Baraque, Wakhinane). Notre étude ne cherche pas à épuiser le concept mais plutôt à restituer le vécu de ces gens dans un tel environnement. Le groupe social ciblé est la jeunesse de ces localités, les jeunes et enfants qui y vivent.

Chapitre II. PROBLEMATIQUE

Cette problématique s'articule en deux parties. Dans un premier moment, nous allons montrer comment la pauvreté s'est installée dans la population jeune et comment elle s'y exprime. La première partie vise à déterminer l'environnement dans lequel se situent les jeunes, la situation qui les a menés à la révolte contre la galère. Dans un second moment, nous tâcherons d'insister sur les réponses en montrant comment les jeunes réagissent face à la rareté des offres d'insertions.

Les jeunes n'ont pas été épargnés par les effets de la crise socio-économique des années 1980-1990. La défection de l'Etat dans la prise en charge de la demande sociale a eu des incidences négatives sur leurs conditions de vie. D'autre part, les ménages n'arrivent plus à faire face à leurs charges du fait de la perte de leur pouvoir d'achat. Ils sont presque incapables de garantir le minimum de capital social culturel et économique à leurs enfants. C'est ainsi que nous posons comme postulat, que la déstabilisation du cadre macro-économique de l'Etat et la faillite des ménages ont entraîné l'éclatement du système de couverture sociale des jeunes à Dakar. Cette situation a conduit à ce que nous désignons comme le malaise urbain des jeunes.

1. Le malaise urbain des jeunes à Dakar

Le phénomène du chômage associé au problème des enfants en rupture, des enfants mendiants révèle la situation malaisée des jeunes en milieu urbain. L'oisiveté et la marginalité semblent être de plus en plus le lot quotidien des jeunes. Le chômage des jeunes est devenu un phénomène plus structurel que transitoire. Ceci se reflète par la durée du chômage, au niveau des premiers demandeurs d'emplois. A Dakar l'on note que 67,2% du total des chômeurs n'ont jamais travaillé et sont à la recherche de leur premier emploi.³⁴ Ce chômage est aggravé par le nombre croissant de déscolarisés qui viennent alourdir la masse des désœuvrés. Le pourcentage de déscolarisés est très important dans la tranche d'âge (6-14 ans), 35%. 12 ans est l'âge d'abandon à l'école, ce qui correspond à l'âge d'entrée au collège. Le taux de redoublement est aussi très important, il est de 35% dans le cycle primaire.³⁵

Les familles n'arrivent plus à satisfaire les besoins de leurs enfants, le taux de dépendance démographique qui définit le rapport entre la population à charge c'est à dire (les

³⁴ Philippe ANTOINE; A. Bara DIOP, *la ville à guichets fermés, itinéraires ,réseau et insertion urbains*, IFAN/ORSTOM, 1995, op. cit. p. 143.

³⁵ Abdoulaye SADIO, *le travail des enfants au SENEGAL*, in DPS/CERPAA, PARIS, 1994, pp. 499-520.

jeunes âgés de [0 à 14 ans] et les personnes âgées de 60 ans et plus) sur les populations adultes est estimé à 174%³⁶. Ceci reflète le poids de la population jeune sur l'épaule des ménages. Les enfants sont obligés de travailler pour suppléer à la défection des familles dans la couverture des besoins.

La population occupée parmi les [0-14 ans] est estimée à plus de 50000 individus. La plupart est constituée d'aides familiales, d'apprentis et de domestiques. Parmi ces domestiques 14% sont constituées d'enfants âgés de [6 – 14 ans] (A , Sadio in DPS/CERPAA 1994) . Cette présence puérile dans le marché du travail renseigne sur l'incapacité des familles à assumer leurs fonctions sociales. D'autres éléments vont se greffer au problème du chômage, et du travail des enfants pour achever de donner un contenu problématique au phénomène de la jeunesse.

L'urbanisation, qui favorise un transfert massif de jeunes ruraux vers les grandes villes crée une autre difficulté. Ces jeunes sont à la recherche d'un espace d'épanouissement autre que leurs villages sinistrés. Ceci entraîne une poussée urbaine sans précédent, avec un taux qui oscille entre 39 et 42%, le Sénégal compte près de 69 centres urbains sans compter Dakar.³⁷ Ces centres urbains sont dépourvus d'infrastructures de bases suffisantes pour assurer un minimum de formation, d'emploi et de bien être à leur population à majorité jeune. Ce qui explique l'attrait de Dakar qui concentre 90% des activités industrielles, 70% des salaires. Dakar connaît une augmentation annuelle de 70000 personnes dont 18000 migrants³⁸. La vie à Dakar est similaire à la plupart des villes du tiers-monde qui ont ces caractéristiques communes : « La première d'avoir une population jeune (...) et d'être des lieux où le chômage et le sous-emploi sont particulièrement aigus ». ³⁹

C'est pourquoi il ne serait pas hasardeux d'avancer que le phénomène jeune dans nos sociétés, est avant tout, un problème urbain. C'est en ville qu'il s'exprime le plus. Et Annick OSMONT de révéler à juste titre que : « Ce sont incontestablement, les jeunes urbains qui en Afrique ont commencé à attirer l'attention. Ils sont le produit d'une croissance urbaine débridée et incontrôlée, qui dans les grandes villes les rend à la fois majoritaires sur le plan démographique et les marginalise sur le plan social. Les jeunes ont dans les pays en voie de

³⁶ DPS, *Enquête sénégalaise auprès des ménages (ESAM)*, op.cit. p.24.

³⁷ DPS, *ESAM*, op.cit. p. 22.

³⁸ ORSTOM / *Actualités* n°48, *l'insertion urbaine, les jeunes vivent la crise, les aînés la supportent*, p. 2

³⁹ Boubacar LY, *La socialisation des jeunes dans les villes du tiers monde, le cas de L'Afrique* in *Revue internationale de pédagogie* n°31 UNESCO, 1985, p. 416.

développement, ce trait constitutif d'être produit par la crise, comme groupe social spécifique, c'est la tranche d'âge la plus touchée par la crise. »⁴⁰

Les jeunes constituent les reflets de cette crise du développement, qui s'exprime aussi comme une crise de la modernité et de la citoyenneté. Le chômage systématique des jeunes, traduit la faillite des pouvoirs publics dans la prise en charge de la demande sociale des jeunes, particulièrement dans l'agglomération dakaroise.

1.1. La déstabilisation du cadre macro-économique de l'Etat et ses effets sur les conditions de vie des jeunes à Dakar

La crise économique des années 1980, consacre la déstabilisation du cadre macro-économique de l'Etat. Cette situation va entraîner le déclin de la capacité d'absorption de main d'œuvre de l'Etat au Sénégal. Ainsi le Sénégal va avoir d'énormes difficultés pour assumer ses charges de développement.⁴¹ Les autorités sont obligées de prendre des mesures draconiennes pour juguler la crise. Les mesures d'austérité nées de cette situation ont occasionné plusieurs pertes d'emplois, dont près de 40000 à Dakar.⁴²

L'Etat va opérer un dégraissage de la fonction publique et mettre un terme à l'automatisme de l'emploi des diplômés même au niveau des écoles nationales de formation. Ceci va favoriser une vulnérabilité des jeunes diplômés vis à vis du marché d'emploi. Dans la tranche d'âge des 10 à 24 ans, le chômage sévit de façon endémique, 73000 jeunes soit 41% de ce groupe sont à la recherche d'un emploi. Dans la tranche d'âge de 15 à 29 ans, le taux est de 38,4% entre 1988 et 1991, le chômage a gagné dans ce groupe d'âge 2 points par an soit 7900 chômeurs par an. Au niveau des jeunes filles, 40,8% sont au chômage dans la tranche d'âge de 10 à 24 ans et 36,8% au niveau des [15-29 ans].⁴³ Le chômage touche les jeunes de toutes les catégories, leur vulnérabilité n'est pas indépendante du niveau d'instruction. Il semble même que cette instruction les rend plus vulnérable au marché du travail. Selon BOCQUIER Philippe : « Le passage par une période de chômage est devenu systématique pour les jeunes scolarisés.⁴⁴ ». Le

⁴⁰ Annick Osmont, La ville fabrique les jeunes, les jeunes inventent un nouvel ordre urbain, in *Actes du colloque jeune, ville, emploi, quelle avenir pour la jeunesse africaine?* Ministère français de la coopération, PARIS, 1992, pp.57-62.

⁴¹ MOMAR Coumba DIOP (sous la dir.), *Sénégal, trajectoire d'un Etat*, CODESRIA, 1992, 500P.

⁴² WAL FADJRI n° 1836, *Aspects sociaux de l'économie sénégalaise*, pp.6 et 7.

⁴³ MEFP, *Tableau de bord de la situation sociale au Sénégal*, 1995, p.80.

⁴⁴ BOCQUIER PHILIPPE, Insertion et emploi à Dakar in *la population du Sénégal* DPS/CERPAA, Paris, 1995, p. 530

phénomène des maîtrisards chômeurs est un élément révélateur du malaise des diplômés à Dakar. Ce désœuvrement quasi permanent situe bien l'environnement dans lequel baignent les jeunes. La déstabilisation du cadre macro-économique a abouti à l'invalidation de la demande sociale des jeunes à Dakar. La récession de l'ordre macro-économique n'a pas épargné les ménages qui ont subi terriblement les effets de cette crise

1.1. La faillite des ménages

Les familles dakaroises ont connu une détérioration de leur situation économique. Le dénuement n'épargne aucune couche de la population. Les déflations massives opérées dans le secteur structuré ont réduit les possibilités des classes moyennes. Dakar concentre près de 12% des ménages pauvres du Sénégal.⁴⁵ Dans les quartiers périphériques comme Diamaguène, Arafat, Yeumbeul et Grand-Médine, le niveau de dépense est très bas. Les pères de famille se déchargent de plus en plus sur les grands enfants pour la couverture des dépenses du ménage. Youssou GUISSÉ révèle que : « Au sein des familles, la responsabilité économique du père est redistribuée au sein des enfants. Différents groupes se constituent avec en tête, l'aîné ayant en charge la satisfaction des besoins des plus jeunes de son groupe. Le père s'occupe du logement et des denrées de première nécessité ⁴⁶ ». Les familles sont de plus en plus incapables de satisfaire les besoins individuels de leurs membres en particulier, les plus jeunes. Cette défaillance de la cellule familiale entraîne des effets nocifs, tels que le cas des enfants en rupture et des enfants travailleurs, des enfants qui fuient l'enfer domestique pour s'adonner à la rue.

Le tissu social est fortement altéré par les effets de la crise économique, ce qui est bien décrit par Fabrizio Terenzio qui souligne à cet effet : " les jeunes en rupture, les enfants mendiants symbolisent le niveau de désagrégation culturelle et morale des sociétés. Le phénomène des ruptures familiales est au centre de beaucoup de leur histoire personnelle et rend compte de l'impuissance des mécanismes sociaux traditionnels de survivre à l'accélération du temps et de la crise ».⁴⁷

Ils sont de plus en plus nombreux, les jeunes enfants de tous sexe confondus qui grandissent dans l'environnement urbain sans repère paternel physique et symbolique. Jean

⁴⁵ Ministère de la ville, *La pauvreté dans les villes, le cas de l'agglomération dakaroise*, p.14.

⁴⁶ Youssou. MB. Guissé, les stratégies de sortie de la crise in *la ville à guichets fermés ? Itinéraire, réseaux et insertion urbaine*, op. cit. p.165.

⁴⁷ Fabrizio TEREZIO, *Problématique de l'enfant en situation difficile*, in *Enfant en recherche et en action*, Enda jeuda, 1985, p.26.

François WERNER nous fournit un témoignage assez brûlant sur l'impact de la crise sur le tissu social, et il le dit en ces termes : « En fin de compte ce dont M.. a failli mourir, ce n'est pas tant de la syphilis ou d'abus de médicaments psychotropes, que de la brutale imposition par biais du programme d'ajustement structurel, de l'économie de marché dans une société où l'Etat est bien trop faible pour assurer une redistribution minimum en direction des populations les plus démunies⁴⁸ ». Ce malaise des jeunes dans Dakar, restitue assez nettement l'environnement dans lequel ils évoluent. Les jeunes vivent la pauvreté car les familles ne parviennent plus à assurer le capital social, culturel nécessaire à la participation valable dans la société et d'autre part l'Etat accuse des déficiences énormes dans les offres de services urbains et d'insertion dans la vie économique.

La jeunesse dakaroise n'a pas baissé les bras face à cette situation.. Les jeunes ont initié des réponses pour sortir de la précarité. Les réactions peuvent être décrites en deux ordres : la révolte et l'esprit d'initiative.

1.3.1. La révolte contre la galère

L'irruption des jeunes sur la scène politique est la manifestation de cette révolte. Les jeunes sont malaisés dans leur statut d'exclus. Ils vivent un sentiment d'inutilité dans une société où le système de valeur est axé sur la nécessité de la participation d'une manière ou d'une autre à la vie sociale. Une autre manifestation de cette révolte est le regroupement en bandes à des fins délictueuses. Annick OSMONT révèle que : « Le refus par les jeunes d'une mise en ghetto peut se traduire par une décolonisation pour une vie en réseaux, en bandes dans espace déqualifié à ses différentes échelles(...). C'est une forme d'appropriation de la ville moderne, celle de l'argent et de ses facilités pour des jeunes qui ont perdu historiquement et collectivement leurs marques⁴⁹... » ; le phénomène des agresseurs à Dakar est un exemple de cette forme de refus. Les bandes de jeunes s'approprient momentanément la ville la nuit ou durant la journée pour s'adonner à des activités délictueuses. Cette attitude révèle une volonté d'affirmer leur présence dans la ville, même de manière illicite. Le désarroi a gagné beaucoup de jeunes dans «cet ajustement structurel qui fonctionne comme un vis sans fin ». C'est ainsi que certains s'abandonnent à la drogue et à l'alcool pour noyer leur détresse sociale.

⁴⁸ Jean François WERNER, *Marges, sexes et drogues à Dakar*, op. cit. p. 275.

⁴⁹ ANNICK Osmont, *La ville fabrique les jeunes, les jeunes inventent un nouvel ordre urbain*, op. cit. p. 61.

Cependant des réactions positives sont aussi décelées au niveau des jeunes. La situation des enfants travailleurs révèle le souci de trouver un mieux être malgré les difficultés de la vie urbaine.

1.3.2. L'esprit d'initiative contre la galère

Les jeunes ne sont pas restés inactifs, ils se sont engagés dans la voie de l'amélioration de leur cadre de vie, un événement majeur a singularisé cette volonté d'entreprendre contre la galère Pour Dakar: " Le Set-Sétal." Le "Set-Sétal" est un slogan qui veut dire en Wolof, être propre et rendre propre. Ce slogan a servi de nom de code à une réaction soudaine, « magique » des milliers de jeunes dakarois durant la période hivernale de 1990. Le mouvement répondait à un certain malaise, la saleté de la ville de Dakar. Les jeunes ont décidé spontanément de se défaire de cette nuisance au niveau de leur quartier et au-delà de cette action, exprimer leur aspiration à un mieux être.

Ahmadou DIALLO décrit ce mouvement en ces termes : « Le Set-Sétal est une volonté de s'affirmer en même temps, une revendication basée sur un jeu de mots et de pinceau (...). Les jeunes ont mis leur potentiel de révolte au service du développement... »⁵⁰. Ce mouvement constitue le point d'encrage du refus de la fatalité, il traduit une volonté de vivre autrement. Il a servi à jeter les bases d'une structure urbaine, basée autour des quartiers et le mouvement associatif des jeunes. L'esprit d'entreprise est venu des marges urbaines dans l'environnement des quartiers, c'est la matérialisation du potentiel de révolte à des fins utilitaristes.

Cette dynamique jeune est foncièrement culturelle car elle symbolise la réponse d'un groupe humain, les jeunes dakarois, aux problèmes de leur existence. Et cette réponse est porteuse d'alternatives car elle vise la transformation du milieu de vie qu'est le quartier. La vie de quartier a créé une solidarité de génération qui s'est révélée plus solide que tout autre lien social. Le quartier est l'espace de vie où les mécanismes de l'exclusion sociale secrétés par les villes sont atténués.

Le mouvement " Set Sétal " n'a pas été reproduit, mais il demeure dans son esprit, pour en citer quelques aspects, comme l'éclosion des associations de jeunes au sein des quartiers, et les mutations qui s'opèrent au niveau des clubs, des amicales en association de développement de

⁵⁰ Amadou DIALLO, *l'expérience SET-SETAL in Actes du colloque jeune, ville, emploi*, op. cit. p. 208

quartiers, constituent des exemples assez révélateurs. Le mouvement " Set Sétal " sert ici de symbole d'identification de l'esprit d'initiative des jeunes, le point de départ du refus de l'exclusion sociale. Les jeunes se sont prononcés comme agent de changement social c'est à dire comme disait Guy ROCHER : « des acteurs dont l'action est animée par des buts, des intérêts, des valeurs, des idéologies qui ont un impact sur le devenir d'une société... »⁵¹. Le choix des compagnons SIGGI, obéit à cette logique d'identification d'une dynamique jeune en milieu urbain, d'objectivation d'un mouvement initié par les jeunes à dans la lutte contre la pauvreté à Dakar.

1.4. les jeunes " compagnons Siggì "

SIGGI veut dire relever la tête ou faire face en wolof. Il se définit comme un programme de lutte contre la pauvreté urbaine en milieu jeune et enfant à Dakar. Siggì est avant tout une intervention humanitaire d'une organisation non gouvernementale, ENDA tiers-monde, en direction des « enfants en situation difficile de 9 à 14 ans dans les (points) quartiers de l'agglomération dakaroise ».

Au sortir d'une enquête Dak-pauvreté (Dakar pauvreté), 14 îlots de pauvreté ont été identifiés dans Dakar, Dakar plateau, Médina, Grand-Dakar, Grand-Yoff, Hann-Dalifort, Cambérène, Yoff, Ouakam, Guédiawaye, Pikine, Thiaroye, Yeumbeul, Mbao et Rufisque. Ces quatorze zones ont été désignées comme des points qui réunissent l'ensemble des mouvements de jeunes des quartiers environnants. L'action médiata de Siggì consiste à réunir les enfants considérés en situation difficile sous la forme d'une collectivité éducative durant les grandes vacances, en quelque sorte, des colonies de vacances pour enfants démunis, au niveau des sites aménagés dans les quartiers.

Les enfants sont mobilisés par vagues successifs de 60 enfants chaque semaine (cinq jours). 27924 enfants de 9 à 15 ans ont été touchés entre 1994 et 1996. L'action se déroule en partenariat avec les associations de jeunes et les mouvements de jeunesse des quartiers concernés. l'ONG ENDA tiers-monde définit le cadre conceptuel et apporte les moyens matériels, mais les acteurs à la base sont les compagnons Siggì qui font office de moniteurs dans les points. 844 compagnons ont été mobilisés dans 336 associations de jeunes. Les compagnons servent de relais entre l'ONG ENDA tiers-monde et les associations de jeunes, mais aussi de

⁵¹ Guy Rocher, *le changement social, tome3, HMH , 1968*, p. 146.

moyens d'accès aux cibles : les enfants en situation difficile, dont ils sont chargés du recrutement, de l'imprégnation de l'esprit Sigggi et du suivi dans les quartiers. Ils jouent un rôle fondamental et ils sont aussi le moyen de liaison entre l'ONG et les ménages des enfants ainsi que le moyen de pénétration des quartiers.

La désignation de Sigggi comme programme de lutte contre la pauvreté urbaine en milieu jeune et enfant, s'inscrit en nette corrélation avec notre problématique. Il serait judicieux de souligner que le programme Sigggi en tant que tel nous intéresse en ce qu'il nous permet d'accéder à des jeunes en situation de lutte contre la pauvreté. Ce sont les dynamiques que mettent en œuvre ces jeunes, au niveau de leur quartier, dans leur environnement, que nous voulons appréhender.

Chapitre III. HYPOTHÈSES ET OBJECTIFS

I. Hypothèses

C'est autour de la question de la situation difficile des enfants, dans les points de l'agglomération dakaroise, que s'articule l'essentiel des actions menées dans Siggì. C'est ce prétexte qui a mobilisé l'ONG ENDA tiers-monde et l'a poussée à intervenir dans les quartiers, mais également c'est le prétexte qui a servi de détonateur aux jeunes compagnons Siggì. Il a fourni aux jeunes acteurs un cadre d'action et de mobilisation ; c'est le point de gestation de toutes leurs dynamiques.

C'est ainsi que nous posons comme première hypothèse que :

- les enfants pris en charge par les compagnons SIGGÌ dans les journées aérées vivent dans un environnement exposé à la pauvreté urbaine.

Cette hypothèse vise à saisir l'effectivité de la lutte contre la pauvreté, à montrer le cadre d'opérations des compagnons Siggì et à prouver que nous sommes réellement en un milieu pauvre.

En deuxième hypothèse, nous posons que :

- les initiatives développées par les jeunes compagnons Siggì dans leur quartier, à travers leur mouvement associatif permettent le renforcement des capacités sociales et intellectuelles des enfants et favorisent l'amélioration de la qualité de vie.

Cette seconde hypothèse vise à montrer que les jeunes acteurs de développement parviennent à travers les réseaux sociaux tissés autour de leur quartier à promouvoir des stratégies de mise en valeur des ressources physiques et locales de leur milieu. Elle vise également à montrer qu'ils réussissent à travers ces réponses données à leur environnement à renforcer leur responsabilité en tant qu'acteurs locaux dans l'exercice de leur rôle économique, social et culturel. Enfin, elle vise aussi à montrer, que les stratégies de type coopératif et solidaire favorisent le développement d'une identité positive au niveau des jeunes et l'amélioration de la qualité dans leur environnement.

II. Modèle d'analyse

Notre cadre d'analyse s'appuie sur les concepts de pauvreté et de jeunesse, des concepts assez complexes et difficiles à définir.

- la jeunesse : elle est souvent définie en fonction de l'âge et l'on désigne communément par jeunesse, la tranche d'âge de 15 à 25 ans inclus. Il faut aussi noter que, suivant la tradition, la jeunesse englobe tous ceux qui ont dépassé l'étape de l'initiation et n'ont pas encore fondé une famille. A notre niveau, la jeunesse est définie dans son statut de population à charge, ce terme désigne les individus qui sont contraints à la dépendance du fait de leur âge et de leur position sociale.

- La pauvreté : l'analyse du concept faite plus haut, dans le débat autour des indicateurs, a révélé l'entière relativité du problème. La pauvreté apparaît comme une réalité multidimensionnelle. Cependant deux approches dominent dans l'analyse du problème. Une approche économique qui fait de la pauvreté un état de manque en ressources physiques, économiques, sociales et une autre approche qui juge illogique de considérer les individus à partir d'un éventail de biens ou de choses. Ainsi la pauvreté est définie ici, comme un environnement qui prédispose à des situations d'insécurité affective, matérielle, intellectuelle. C'est un environnement qui fragilise les possibilités de capital social, culturel et économique susceptibles de garantir une participation sociale valable.

La pauvreté urbaine, elle, renvoie à un environnement qui expose les individus à des manques dans l'accès aux besoins de base, aux services urbains (éducation, santé, hygiène, eau, électricité) et qui invalide toute participation efficace à la vie économique et sociale de la cité. L'environnement signifie ici le milieu socioculturel d'appartenance. Il définit l'ensemble des éléments physiques, des facteurs culturels, économiques et sociaux agissant sur les individus. C'est le milieu de vie de ces individus, la structure qui rythme leur quotidien. Le quartier constitue un environnement particulier de même que le ménage, la famille, l'école.

D'autres concepts usités dans ce texte méritent aussi d'être définis : être vulnérable, la participation sociale et le concept de ménage.

Etre vulnérable : c'est vivre dans un milieu qui expose à des risques sociaux tels que :

- l'insuffisance dans la satisfaction des besoins d'alimentation, de santé, d'habillement, de logement et d'éducation,
- résider dans un milieu jugé névralgique, exemple vivre dans une bidonville ou appartenir à une famille dépourvue de ressources
- une absence de recours pour se défendre de la pauvreté.

- La participation sociale : elle définit la possibilité de vivre en société sans risque de subir des manques dans l'accès aux besoins de première nécessité, et dans l'accès à l'emploi, aux revenus et services urbains essentiels.

- Le ménage renvoie à un groupe de personnes apparentées ou non qui vivent habituellement ensemble et mettent en commun tout ou une partie de leurs ressources pour subvenir à leurs besoins essentiels tels que : l'alimentation, le logement, l'éducation, l'habillement, la santé.

Deux concepts essentiels figurent dans la relation que nous avons établie au niveau de l'hypothèse 1, ce sont les concepts d'environnement et de vulnérabilité. Au niveau de l'environnement, nous distinguons comme variable dominante, les conditions de vie, qui permettent de situer la vulnérabilité ou non des enfants. Cette variable a pour dimensions, le milieu familial et le quartier de résidence des enfants. Ces différentes dimensions ont des indicateurs spécifiques que nous présentons ainsi.

A. Le milieu familial

1. Situation sociale

- présence parentale
- taille des ménages
- cadre de vie



2. Situation socio-économique

- type d'occupation des parents
- niveau d'accès aux besoins alimentaires de santé, logement et scolaire.

B. Le quartier

- état social des habitants
- présence d'infrastructures de base
- risques sociaux, insécurité, violence, le cadre de vie

Deuxième partie. METHODOLOGIE

La démarche adoptée dans cette étude s'appuie sur une approche qualitative, combinée au besoin à des méthodes quantitatives. La méthode du questionnaire a été utilisée dans un premier moment pour faire une observation systématique des vulnérabilités qui exposeraient les enfants à des risques sociaux. Cette première approche vise à déterminer les mécanismes qui, au niveau de l'environnement social de l'enfant, le prédisposeraient à une position vulnérable. Les vulnérabilités interpellent des paramètres extérieurs et psychologiques, ayant trait à l'état social de l'enfant. Les enfants sont le reflet de leur milieu social, ils expriment totalement l'état social de leur cadre de vie.

C'est autour de la variable " condition de vie" que s'articule l'essentiel des indicateurs retenus dans cette première approche. Ces indicateurs ont trait à l'environnement familial de l'enfant, à la situation sociale de sa famille mais également ils portent sur l'état social de la résidence, du quartier, les offres de services urbains existant, les risques d'insécurité et de violence. Cette approche individuelle a été complétée par des entretiens avec des leaders au niveau des quartiers concernés, des responsables des points et des membres de l'équipe Siggi.

Nous avons aussi ajouté à cette approche, une analyse socio-anthropologique de l'espace d'activité qu'est le quartier. Une approche micro locale qui repose essentiellement sur une démarche qualitative a permis d'apprécier les dynamiques qui s'exercent dans les quartiers, les relations sociales tissées par les réseaux sociaux (associations de jeunes, voisinage etc..). Mais également, elle a permis de saisir les stratégies mises en œuvre par les acteurs locaux pour résoudre les problèmes de leur milieu.

1. Le questionnaire

Il comprend quatre rubriques.

Une première centrée sur l'identité du sujet, son âge, son sexe et sa zone de résidence.

Une deuxième rubrique qui porte sur l'environnement familial, la présence parentale, la situation matrimoniale des parents, la taille du ménage, la situation socio-professionnelle des parents, l'état du logement, le niveau d'équipement domestique et le cadre de vie.

Une troisième rubrique qui consiste à interpellier le sujet sur sa situation alimentaire, sanitaire, son habillement, son loyer, sa situation scolaire, les manques qui l'affectent et l'état de son quartier. Une quatrième rubrique touche des questions liées aux journées aérées.

2 . L'échantillon

Notre espace de recherche est la zone couverte par le programme Siggì :

Dakar-plateau, Médina, Grand-Dakar, Hann, Dalifort, Grand-yoff, Ouakam, Yoff, Cambérène, Guédiawaye, Pikine, Thiaroye, Yeumbeul, Mbao et Rufisque. Quatorze points qui restituent presque l'ensemble des quartiers de l'agglomération dakaroise. Les enfants sont mobilisés chaque semaine, par vague successive de soixante enfants dans les quatorze points. Ce qui nous fait un effectif de huit cent quarante enfants par semaine, c'est notre base de sondage. Nous avons constitué un échantillon par choix raisonné à raison de 10% de l'effectif, 84 enfants et pour coller à la structure spatiale de Siggì, nous avons choisi 4 strates sur les 14 points pour constituer l'échantillon.

Ainsi à Dakar-plateau, nous avons touché 24 enfants, 20 à Grand-yoff, 20 à Yeumbeul et 20 à Diokhoul. Un tirage aléatoire a été effectué en fonction de l'organigramme des groupes de jeux des points. L'échantillon a été effectivement réalisé dans toute sa proportion.

3. Histoire de la collecte

Les moments de la collecte ont été souvent déterminés par le calendrier du programme Siggì et les aléas de notre cycle universitaire. Le programme Siggì comprend deux phases, une phase intense, les journées aérées qui sont des moments de forte mobilisation où l'on peut toucher les responsables de points et les animateurs. C'est le moment idéal pour accéder aux « enfants en situation difficile ». Cette phase a lieu durant les grandes vacances, de juillet à octobre, avec souvent des prolongations pour quelques points jusqu'en Décembre. La seconde phase est la phase morte, appelée suivi. Elle se déroule dans les quartiers, un moment difficile

pour collecter des informations car c'est durant l'année scolaire, et les personnes sont difficiles à toucher.

Nous avons eu nos premiers contacts avec les jeunes acteurs Siggï et les responsables durant la phase suivie de janvier 1997 à mars 1997. Les premiers contacts consistaient à faire des observations occasionnelles de certains points, à lire quelques documents et articles sur le programme SIGGI. Nous avons assisté à certaines séances du groupe de suivi.

Cependant ce n'est que durant les journées aérées, lors des grandes vacances que nous avons commencé à situer notre problématique autour de cette question. Le questionnaire que nous avons utilisé s'est appuyé sur la fiche d'identification des enfants au niveau des points. Cette fiche fut pour nous, un guide méthodologique assez important. Il nous faut ajouter que pour réussir l'enquête, vu l'étendue de l'échantillon, nous nous sommes appuyé sur les compagnons Siggï au niveau des quartiers touchés. Au préalable, nous avons fait une pré-enquête au niveau de Dakar-plateau et Grand-Yoff lors des deux premières vagues du 21 Juillet au 30 Août 1997.

L'enquête systématique s'est faite lors de la première semaine de la troisième vague (les trois premières semaines de Septembre 1997). Après cette phase d'observation systématique, qu'il fallait achever avant la fin de la phase intense, nous avons fait des descentes au niveau des quartiers, lors de la phase de suivi de Janvier 1998 à Mars 1998. Cette visite des quartiers visait à rompre avec l'enthousiasme qui a prévalu lors de la phase intense mais également à vérifier certaines informations collectées durant cette période. Cette visite a permis de voir ce qui se faisait au niveau des quartiers, d'apprécier la réalité de visu et de compléter le discours recueilli au niveau des enfants et des responsables de points. D'autres techniques ont été utilisées à côté du questionnaire, la visite des points, l'interview de groupe et le recueil de cas.

3.1. La visite de points

Cette technique nous a permis de faire une ethnographie des lieux, nous avons tenu à faire la visite de tous les points avec l'appui des responsables de Siggï. Les points de Guédiawaye, Mbao et Cambérène n'ont pas été visités mais nous avons eu l'occasion de discuter avec les acteurs de ces zones et de voir les enfants, lors des rencontres organisées par Enda à l'écopole.

La visite a permis de voir la physionomie des quartiers, d'apprécier la réalité sociale et cerner les activités dominantes des quartiers.

3.2. L'interview de groupe

Cette technique a été utilisée en direction des compagnons Siggi ; nous avons eu des discussions de groupe avec les moniteurs de Dakar-plateau, Grand-yoff, Grand-Dakar et Yeumbeul. Les discussions ont porté sur la situation sociale des enfants, la pauvreté, l'état des quartiers touchés par les journées aérées, leur situation socio-économique, leurs projets et les réalisations faites dans leur quartier.

3.3. Le recueil de cas

C'est une méthode biographique qui consiste à faire la biographie d'une tranche de vie du sujet. Nous avons cherché à cerner l'itinéraire de quelques compagnons Siggi, en l'occurrence les leaders de points, pour voir leur trajectoire et comment ils ont été impliqués dans Siggi et dans la lutte contre la pauvreté.

3.4. Les difficultés rencontrées

L'une des difficultés constante dans notre travail fut notre support, le programme Siggi. Il a pesé dans les moments de la recherche. Le premier problème qui s'est posé est le calendrier. Le programme Siggi devait faire l'objet d'une double évaluation : une évaluation interne par ENDA tiers-monde, et une évaluation externe par le cabinet BDA. L'évaluation interne devait se faire au mois de mai 1997, et nous devions faire partie de l'équipe d'enquête, pour des raisons financières l'évaluation n'a pas eu lieu.

Ainsi c'est en pleine phase intense que nous avons tenu à organiser notre enquête pour éviter de subir encore les aléas d'un calendrier que nous ne maîtrisons pas. Il faut ajouter que l'étendue de notre espace de recherche a beaucoup gêné notre travail, il nous fallait réduire certaines visites ou abréger des rencontres. En outre, les populations sont très difficiles à aborder sur le problème de la pauvreté. Les enfants éprouaient une certaine gêne à livrer leurs manques. Il avaient l'impression de subir un déshabillage. Les moments de l'enquête ont aussi été un peu ternis par l'enthousiasme qui dominait durant les journées aérées. Cependant, nous nous sommes évertué à coller à notre objectif de recherche.

Troisième partie. RESULTATS ET ANALYSE DES DONNEES

Chapitre IV. Le programme Siggi : genèse et structure

La première partie va porter sur Siggi qui nous a servi de cadre d'illustration de notre problématique. Ce chapitre permettra de préciser la nature exacte de la relation entre notre objet et le programme Siggi.

Le programme Siggi est une opération née au lendemain de la dévaluation du franc CFA en janvier 1994. Il fait suite à une initiative de la Caisse Française de Développement, partenaire privilégié des pays de la zone franc, qui a mis en place un fond d'urgence pour atténuer les effets de la dévaluation sur les populations urbaines les plus démunies. Un fond de quatorze milliards fut mis à la disposition des Etats concernés et ENDA tiers-monde fut choisi comme organisme relais dans l'exécution du projet. L'opération était une intervention d'urgence à but limité, six mois (janvier à juin 1994). Cette action socio-économique fut assez brève pour les populations sinistrées qui ont continué à assaillir ENDA tiers-monde pour bénéficier de crédits remboursables. En complément de l'aspect économique, ENDA tiers-monde a décidé de réagir, non plus par une démarche assistancielle, mais en cherchant à déconstruire la pauvreté.

Une enquête a été réalisée, entre mars et avril 1994, Dakar/pauvreté (Dak-pau), l'enquête a touché quarante cinq familles dans dix huit quartiers de l'agglomération dakaroise. Elle a permis de relever qu'à Dakar il existerait 300.000 personnes qui vivent avec un revenu de moins de 80 F CFA ⁵² par jour et parmi ces personnes, on dénombre 100.000 jeunes de neuf à quatorze ans. Ce constat a motivé l'urgence d'une action en direction des démunis, et particulièrement au niveau des jeunes pour éviter une reproduction sociale dans la précarité. C'est ainsi que Siggi est né comme programme de lutte contre la pauvreté, particulièrement au bénéfice des enfants en situation difficile dans Dakar . Ce programme vise à restaurer la dignité, encourager la créativité et écarter le mépris, le repli sur soi, d'où le slogan Siggi qui veut dire : faire face ou relever la tête en Wolof.

⁵² ENDA tiers-monde, *Que peut apporter ENDA aux aptitudes et aux savoirs des plus pauvres? Contribution au forum du savoir*, SEPTEMBRE 1996, 21p.

Ce programme comprend un volet ludique et éducationnel et aussi un volet socio-économique qui cherche à promouvoir l'insertion des jeunes acteurs dans l'économie urbaine populaire.

1. L'approche Sigg

L'approche Sigg obéit à la démarche interventionniste d'ENDA tiers-monde, qui est bâtie autour d'un triptyque lutter contre la pauvreté, pour l'environnement et la citoyenneté et avec comme objectif la construction d'un modèle alternatif urbain intégrateur⁵³. La stratégie repose sur l'alliance et l'accompagnement, une démarche non assistancielle. C'est ainsi que les organisations sociales de base de quartiers ont été associées dans cette lutte contre la pauvreté.

En 1994, au début du programme, 98 groupes de base ont travaillé avec ENDA tiers-monde. Les groupes de base sont en majorité des associations sportives et culturelles des quartiers et des mouvements de jeunesse, comme la croix rouge, le mouvement des éclaireurs, les CVAV (cœurs vaillants, âmes vaillantes), les pionniers et les scouts. Ces mouvements constituent les véritables opérateurs de l'action Sigg, ils s'occupent du contact des familles, de la mobilisation des enfants, de l'animation des points et de l'envoi des suggestions à ENDA tiers-monde. Ce partenariat entre ENDA et les organisations sociales de base fait de Sigg, un programme participatif ou précisément un programme populaire de lutte contre la pauvreté. C'est une approche par le bas qui responsabilise les acteurs concernés, cette approche permet l'implication des quartiers et des ménages dans la recherche d'un meilleur cadre de vie.

Le mouvement associatif des jeunes est un partenaire privilégié de Sigg, déjà en 1994, 98 associations ont été contactées dont 5 mouvements de jeunesse : la croix rouge, les éclaireurs, les pionniers, les CVAV et les scouts qui sont présents au niveau national. En 1995, le nombre d'associations est de 203 ; en 1996, il est à 231 et de 266 en 1997. Les associations apportent à l'opération, le personnel d'encadrement, les moniteurs mais s'occupent aussi du suivi des activités dans les quartiers.

⁵³ ENDA, Enda un an de plus, activités 1995, p.154.

Les jeunes compagnons Siggis appartiennent à ces associations. L'appellation Siggis obéit à la logique participative de l'intervention. En dehors des associations, nous avons aussi l'espace géographique, les points.

2. Les points

Le programme Siggis touche la région de Dakar dans toute son étendue, de Dakar-plateau à Rufisque. Les points résultent des données de l'enquête (Dak/Pau). Le point est un regroupement de plusieurs quartiers, il est sous la coordination d'un leader qui fait partie des jeunes compagnons. Celui-ci assure la liaison entre ENDA tiers-monde et le point et s'occupe aussi de l'organisation du point autour des associations de quartier.

En 1994, il y avait 12 points ; en 1995, 13 et en 1996, 14 points. Les 14 points constituent l'espace actuel de Siggis. La plupart des quartiers touchés sont des zones naturelles de pauvreté. Ils ont en commun, leur naissance spontanée, l'absence de voirie, d'espace d'évacuation ou d'enlèvement de déchets, nous allons en présenter quelques cas.

2.1. Le point de Dakar-plateau

Il concerne les quartiers accolés au plateau, il va du cap manuel à l'avenue Malick Sy. Il englobe les localités de Reubeuss, Niayes-thioker, la Cité Cap-Verdienne, Kaw-Findu et Rail Khadimou Rassoul. Reubeuss, Niayes-thioker et la Cité Cap-Verdienne sont d'anciens quartiers de Dakar qui connaissent un vieillissement du logis et une taudification continue avec la forte poussée urbaine. Le quartier de Rail Khadimou Rassoul est un bidonville caché dans le Plateau ; c'est un haut lieu de la récupération de matériaux usagés et de réparation de toutes sortes de produits, il est habité en majorité par des migrants et des domestiques. Les sites d'activités sont l'ECOPOLE, un local d'ENDAs tiers-monde qui recèle des ateliers d'artisanats, des salles de séminaire et d'exposition. L'école Malick Sy et l'école Ahmadou M'Backé Ex Kléber font aussi partie des sites d'animation.

2.2. Médina

Ce point regroupe les quartiers de la Médina, de la Gueule tapée, de Fass, et de Colobane. Il regroupe les communes d'arrondissement de la Médina, de Fass, Gueule-tapée et Colobane. Ce sont pour la plupart des quartiers traditionnels. Les enfants proviennent en particulier de Fass-Delorme, un quartier qui se singularise par un mélange ethnique entre Manjak, Peul, Soussou,

Wolof, et une forte présence de débits de boissons alcoolisées. Les sites d'activités sont l'école Manguier vers la Gueule-tapée, l'école Sacoura Badiane vers Colobane et la plage de Soumbédioune. Fass connaît un dynamisme au niveau des associations de jeunes, des associations tournées vers l'animation et le développement de leur quartier, exemple de l'association «mère-moins- d'enfants-dans- les-rues »

2.3. Grand-Dakar

Il regroupe les quartiers situés dans les communes d'arrondissement de Grand-Dakar, des HLM et de Biscuiterie. C'est une zone sensible qui touche des quartiers réputés « chauds » dans Dakar, (exemple de Grand-Dakar et Niarry-Tally), des zones caractérisées par une insécurité dominante et les tentations de la marge. Les quartiers de provenance des enfants sont surtout la cité Bissap, HLM montagne, et Biscuiterie

2.3.1. Cité Bissap.

Ce quartier doit son nom à la forte présence de vendeuses d'oseilles parmi ses habitants. C'est un bidonville en voie de normalisation, qui se situe dans un ancien périmètre constitué de jardins, exemple du quartier le plus proche : usine parc. Une partie de la population a été déguerpie dans les années 86, après un incendie.

2.3.2. HLM Montagne

Ce quartier n'est nullement une cité HLM, mais un quartier flottant, accolé à la Sodida, domaine industriel des HLM qui grignote chaque année du terrain sur cette zone. Les habitations sont faites de baraques et de boîtes de conserves usées. Les habitations sont situées sur d'anciennes dunes de sables d'où le nom de montagne. Il accueille surtout des mendiants et les domestiques de la Sicap et des HLM. Le mardi 28 octobre 1997, 432 familles de ce quartier ont eu le cauchemar de leur vie, ces familles ont été déguerpies manu militari après avoir vu leurs habitations détruites.

2.4. Hann- Dalifort

Ce point concerne les quartiers de Hann pêcheurs, Hann village, la cité des forces armées en face de la Sotiba, et Dalifort vers le croisement Cambéréne. La cité Som, de même que Hann mariste, Hann plage, la cité Elisabeth Diouf et la résidence hacienda font partie de ce périmètre,

mais ne sont pas concernés. Selon les dires du coordonnateur des jeunes compagnons de ce point : « Dans ces quartiers, le niveau de vie n'est pas inférieur à 80F CFA par jour, ils ont des résidences et nous, nous avons des baraques ».

Le coordonnateur poursuit en ces termes : « la plupart de nos parents sont des gardiens dans ces résidences ou dans les sociétés présentes dans la zone, ou sont des pêcheurs. Dans le quartier Lébougui (Hann pêcheurs), les gens sont des pêcheurs de père en fils, ils n'ont pas le temps d'éduquer leurs enfants, et les enfants n'ont pas le temps d'aller à l'école, les familles sont très élastiques. ».

2.3. Rufisque

C'est le dernier point. Il concerne toute la zone de Rufisque, de Diokhoul à Colobane. Les quartiers touchés sont la plupart des zones habitées par des pêcheurs. Les sites d'activités sont l'école de Médina Chérif, le centre socio-éducatif de Diokhoul et le centre de Colobane. Le moment le plus important de ce programme est la phase d'animation, appelée « journées aérées ».

3. Les journées aérées

Les journées aérées constituent les moments forts du programme. C'est le moment de rencontre entre tous les acteurs impliqués dans Sigg. Les journées aérées sont des collectivités éducatives au bénéfice des enfants en situation difficile, des enfants de démunis qui n'ont pas l'occasion de voyages ou séjours touristiques à l'intérieur du pays.

Les collectivités éducatives sont des manifestations socio-éducatives organisées sous l'égide du ministère de la jeunesse et des sports. Ce sont des occasions de vacances et d'animations pour les enfants des agents de sociétés nationales comme la LO.NA.SE, la Poste, le Port Autonome de Dakar, la SENELEC. Ces enfants bénéficient d'un séjour de 21 jours ferme dans une région du pays ou à l'étranger. Ils sont sous l'encadrement technique et pédagogique de moniteurs.

Cette manifestation doit se faire avec l'approbation du ministère de la jeunesse et des sports, et les inspecteurs de la jeunesse assurent le contrôle du séjour en appréciant les moniteurs stagiaires. La colonie a un budget et du matériel destiné à l'animation du séjour des enfants. La LO.NA.SE paie 40 à 45.000 F CFA aux moniteurs. Une colonie organisée à l'extérieure du pays, par exemple au Maroc, peut offrir 60 à 75.000 F CFA. De plus en plus, ces colonies de vacances font école, les mairies d'arrondissement en organisent, ainsi que d'autres organismes

philanthropiques. Les journées aérées sont une collectivité éducative qui fonctionne autrement. Les manifestations ont lieu au niveau local, dans le milieu de résidence des enfants. C'est une manière de rendre populaire la manifestation et de toucher le maximum d'enfants.

3.1. Le calendrier

Le principe est organisé autour de la vague. Une vague est l'équivalent de trois semaines d'animation, donc 21 jours. La vague est subdivisée en trois séances de cinq jours du lundi au vendredi. Et chaque séance réunit soixante enfants dans le point. Lors de la première année, les journées ont fait dix semaines. Cette année-ci, 1997, elle comptabilise 12 semaines dont 9 semaines pour l'ensemble des 14 points et 3 autres semaines pour 4 points. Les cinq jours d'animation constituent la phase d'imprégnation.

3.2 l'imprégnation

Elle s'articule autour de la diffusion de l'esprit Sigg. Les enfants sont mis à l'école «Sigg» qui combine détente et formation. Les activités de loisirs et de formation associent des moments ludiques et des moments consacrés à l'invention, à la réflexion et à la pratique. La philosophie de base se fonde sur les cinq doigts dont chacun signifie une thématique :

L'index : allons de l'avant

Le majeur : soyons créatif

L'annulaire : soyons solidaires et devenons citoyens

L'auriculaire : soyons riche de nos diversités

Le pouce : consommons africain

Ces thèmes s'appuient sur des supports pédagogiques que sont les jeux de rôles, les sketches, les chants, les discussions, l'auto évaluation. La créativité a un support pratique, l'atelier de récupération et de recyclage qui consiste à apprendre à se débrouiller en s'exerçant à la récupération. Les enfants apprennent à faire des sacoches, des poupées à partir de matériaux de récupération. Le consommateur local a son aspect pratique car le menu préparé du lundi au vendredi repose sur le consommateur sénégalais.

	<i>Déjeuner</i>	<i>Goûter</i>
Lundi	<i>Riz au poisson sauce tomate (Thieb Bou djen)</i>	<i>Bouillie de mil</i>
Mardi	<i>riz à la sauce, pâte d'arachide(mafé)</i>	<i>Beignet de mil</i>
Mercredi	<i>Riz au poisson fumé(Thieb Bou Kethiakh)</i>	<i>Bouillie de mil</i>
Jeudi	<i>Riz au poisson sauce blanche</i>	<i>“Wog”</i>
Vendredi	<i>Yassa au poulet</i>	<i>“Ngalakh”</i>

Après le repas, les enfants s’initient à l’utilisation des plantes médicinales. Le Mbal, le Laydour, le Nger et le Ndatukam sont des médicaments traditionnels qui ont prouvé leur efficacité thérapeutique contre la toux et les problèmes gastriques. Les enfants bénéficient aussi d’une sensibilisation à la citoyenneté, et la nécessité de respecter les biens communs. Il y a aussi l’apprentissage de l’autodéfense et le mercredi, des cours de natation.

Les cinq jours sont jugés insuffisants par les enfants, de même que les moniteurs. Certains ont l’impression de vivre un monde artificiel, pendant ces cinq jours. La majorité des enfants interrogés veulent prolonger leur séjour, et à la question de savoir ce qui les intéresse le plus dans les journées aérées ils énoncent les jeux de rôles, l’apprentissage de chants et la découverte du milieu, c’est à dire les excursions. Le manger ne vient qu’après. Au sujet des thèmes, les plus retenus sont «être solidaire », «aller de l’avant ». Pour eux les journées aérées sont des moments de solidarité, de rencontre et d’éveil comme le révèle cet enfant interpellé à Grand-yoff : « je suis venu car mon groupe est là, et ENDA permet d’avoir du savoir et de nous entre aider ». Pour ne pas perdre l’effort dépensé dans les cinq jours d’imprégnation, une phase de suivi est préconisée pour renforcer l’action faite durant les cinq jours d’imprégnation.

3-3 Le suivi

Cette phase a lieu dans les quartiers, et est l’œuvre des associations de quartier. ENDA tiers-monde se retire dès la fin de la phase intense et tient des rencontres périodiques pour voir comment se déroule le suivi. Le principe est d’impliquer au mieux les associations de quartiers, et l’ensemble des acteurs du milieu dans la prise en charge des enfants sur le plan des loisirs mais aussi au niveau du suivi scolaire, éducatif, social et économique. Le calendrier est de deux heures par semaine.

Le suivi est le maillon faible des journées aérées. Il a lieu au moment où les dynamiques se relâchent. Les moniteurs sont engagés dans d'autres activités plus utilitaires et les enfants sont tenus par leur scolarité. Et l'euphorie qui rythme la phase d'imprégnation n'existe plus, car il y a moins de motivation. Selon les propos de R.N., du point de Rufisque : « les gens ne sont pas motivés par le problème des enfants. Ils viennent participer aux journées parce qu'il y a de l'argent et à manger. Certains moniteurs sont présents durant toute la durée des «Sig-jours», même s'ils ne font pas partie de l'équipe d'animation ». Pour J.C, moniteur à Grand-yoff, le problème se situe ailleurs : « les moniteurs ne peuvent pas être tout le temps avec les enfants, ce sont des chômeurs ou des élèves, ils ont besoin d'argent. Ils ne peuvent pas travailler sans être rémunéré. Les associations peuvent prendre difficilement le relais de ENDA, car elles ont déjà des difficultés de regroupement pour les navétanes ».

Cependant le suivi se fait dans les points, certains leaders ont trouvé la parade en déterminant la participation aux journées aérées, à la participation au suivi. L'idée du suivi permanent tend à corriger les limites des cinq jours d'imprégnation. Elle vise aussi à pérenniser l'action des moniteurs en direction des enfants dans le quartier. Cette intervention commence dès la sélection car les enfants sont recrutés par les moniteurs après une petite enquête, menée au niveau des ménages. L'enquête porte sur l'identité de l'enfant, son âge, sa situation scolaire, la situation socio-professionnelle des parents et la présence ou l'absence de biens domestiques. Le suivi permet au-delà des journées aérées, de créer une relation moniteur/enfant dans le quartier, une relation tournée vers la recherche de solutions aux problèmes sociaux de l'enfant. Les moniteurs sont devenus des tontons pour les enfants et les monitrices des tantes. Il se crée donc une relation presque familiale entre les moniteurs et les enfants.

Les journées aérées ont une équipe pédagogique composée d'un directeur, assisté de deux moniteurs diplômés, de trois moniteurs stagiaires ainsi que de trois cuisinières, d'un médecin, d'un maître nageur et d'un photographe. Après chaque vague les cinq moniteurs sont relayés par d'autres résidents dans le point et appartenant aux associations du quartier. Chaque moniteur est accrédité par une association de base. Les moniteurs sont rémunérés, et le contrat est déterminé par la vague. Le directeur a 45.000 F CFA la vague et il fonctionne durant toute la durée du Sig-jours. Il a à la fin 135.000F CFA. Les moniteurs diplômés ont 45.000F CFA par vague et ils sont remplacés par d'autres. Les moniteurs stagiaires ont 30.000 F CFA la vague. La cuisinière principale qui gère un budget de 135.000 f CFA la vague a un traitement plus intéressant par vague et se retrouve à la fin des trois vagues avec 180.000F CFA. Les deux aides cuisinières ont

chacune 30.000f CFA, et sont remplacées après chaque vague. Le médecin a par contre 45.000 F CFA par vague et donc se retrouve avec 135.000 F CFA à la fin. Les enfants passent une visite médicale avant d'être admis dans les sites. Le maître nageur a 30.000F CFA par vague et 90.000 à la fin. Le photographe lui par contre a 9.600F CFA par semaine, ce qui lui fait 28.900 F CFA par vague et se retrouve à la fin avec 86.700F CFA.

Le salaire peut occasionner certains conflits autour du poste de moniteur, du fait du nombre assez élevé dans les points. Chaque année de nouveaux moniteurs sont formés et ont un diplôme de moniteur de collectivité éducative. A.G. du point Dakar-plateau nous rappelle que lors des deux premières années :« Un moniteur peut fonctionner pendant six semaines et toucher un pactole intéressant, maintenant nous sommes une trentaine dans notre point, et choisir six pour trois semaines est souvent difficile ». Certains ont pu trouver la solution en mettant sur place un comité pédagogique qui choisit en toute équité.

En 1997, 422 compagnons ont participé aux journées aérées. Ils ont eu l'apport des Scouts Bissau guinéens et français. Les journées aérées de cette année ont débuté le 21 Juillet et se sont achevées le 19 Septembre pour les 14 points. Les points de Dakar-plateau, Ouakam, Hann, Dalifort et Thiaroye ont eu une 4^e vague, du 22 septembre au 06 octobre. Il faut aussi souligner que des journées d'évaluation des moniteurs ont eu lieu les vendredi et samedi à l'écopole, situé derrière l'école Malick Sy. Les moniteurs font des séances de restitution de leurs activités sous la direction du responsable du programme, un directeur de collectivité éducative.

Les journées aérées sont de véritables moments de rencontre entre tous les acteurs associés dans Siggi, de l'ONG ENDA tiers-monde aux moniteurs. Les enfants ainsi que leurs familles et leur quartier sont totalement au rythme de l'esprit Siggi. Cette présentation de Siggi montre toute l'étendue de ce programme qui peut être approché de différentes façons.

Conclusion

Le programme Siggi est un programme populaire de lutte contre la pauvreté qui associe plusieurs acteurs, l'ONG ENDA tiers-monde, les organisations sociales de base, les enfants, les moniteurs, et les ménages de provenance des enfants. Cette dynamique fait de Siggi, un cadre spatial, géographique et culturel très étendu.

Siggi est d'abord un projet pédagogique qui se propose de déconstruire la pauvreté dans la population jeune plus particulièrement au niveau des enfants. Cette action repose sur une équipe pédagogique tirée du milieu d'origine de ces enfants. Evaluer le programme Siggi, nécessite au préalable, l'appréciation de la relation pédagogique entre les enfants, le groupe cible et les moniteurs. Cette perspective n'est pas à notre portée, vu les exigences pédagogiques et psychologiques nécessaires à cette logique. En outre, le programme Siggi peut faire l'objet d'une étude d'impact, en essayant de voir les retombés socio-économiques sur les moniteurs et les emplois temporaires créés. En somme, le programme peut obéir à une multitude d'approches.

C'est ainsi que nous avons préféré nous écarter légèrement de toute perspective visant à évaluer ce programme, une chose qui nous semble un peu complexe à réaliser vu l'étendue du sujet. Les compagnons Siggi sont les moniteurs qui accompagnent le programme dans la réalisation de ses projets pédagogiques. Ce sont les relais entre l'ONG ENDA tiers-monde et les organisations sociales de base. La stratégie d'ENDAs tiers-monde qui repose sur le partenariat et l'alliance, fournit une certaine liberté d'initiative aux moniteurs Siggi. C'est ainsi que le nom de compagnon est utilisé pour désigner ces moniteurs. Cette appellation traduit fidèlement la relation qui existe entre ces jeunes acteurs et l'ONG ENDA tiers-monde, ces jeunes sont co-acteurs de l'intervention Siggi mais sont aussi des personnalités essentielles dans leur quartier. C'est en fonction de ce statut de compagnon que nous avons jugé pertinent de faire de ces jeunes acteurs, notre objet d'étude. Leurs itinéraires et stratégies, menant à Siggi, s'articulent autour de la question des enfants en situation difficile dans leur quartier. C'est ainsi que nous avons porté notre choix sur les jeunes compagnons Siggi de Dakar-plateau, Grand-yoff, Yeumbeul et Diokhoul à Rufisque.

Les initiatives qu'ils mettent en œuvre ne sont pas totalement limitées dans l'espace Siggi. La période d'activité dans ce cadre est bien circonscrite, et c'est surtout dans la période intense. Nous avons tenu à suivre l'itinéraire de ces jeunes, des journées aérées à la phase morte. En d'autres termes, ce qu'ils font au retour dans leur quartier, au sortir de l'imprégnation dans la lutte contre la pauvreté.

Chapitre V. TABLEAU DE LA SITUATION SOCIALE DES ENFANTS DANS LES POINTS DE Dakar-Plateau, Grand-Yoff, Yeumbeul et Diokhoul

Introduction

Dans cette partie, nous analyserons les informations collectées sur le terrain. Les données quantitatives collectées sont essentiellement bâties autour de l'environnement social des enfants : la présence parentale pour voir qui exerce le tutorat, la situation matrimoniale (polygamie, divorcés, veufs...) des parents et la situation socioprofessionnelle des parents pour avoir un aperçu des capacités économiques du ménage. Il y a aussi des questions ayant trait à la situation individuelle de l'enfant, son alimentation, son habillement, son loger, son état de santé, sa scolarité et sa vie de relation. Toutes ces données s'inscrivent dans la saisie de la détermination des mécanismes de vulnérabilité de l'enfant. Cependant, dans l'analyse de la pauvreté, il est difficile d'épuiser la réalité à partir d'un questionnaire. Ces données quantitatives ont servi de point de départ à une étude plus approfondie sur l'environnement social de l'enfant, sa situation familiale et l'état social de son quartier. Nous avons aussi interrogé ceux qui tentent de se défendre contre la précarité, les jeunes compagnons Siggis. Cette enquête est allée au-delà de la relation jeune compagnon/enfant, pour apprécier l'état social du quartier, la réalité du vécu, les réseaux sociaux tissés et les conséquences objectives de toutes ces dynamiques dans le milieu de vie qu'est le quartier.

V-1.I. Point de Dakar-Plateau : Tableau de la situation sociale

1-1.1. Identification

Age	8 ans	9 ans	10ans	11ans	12ans	13ans	14ans	15ans	Total	Pourcentage
Sexe										
Féminin			1	1	2	5	1		10	50%
Masculin				1	3	4	1	1	10	50%
Total			1	2	5	9	2	1	20	100%

I-1.2. Lieu de résidence.

Quartiers	Rail	Niayes T.	Reubeuss	Gibraltar	Médina	Total
Résidents	4	4	10	1	1	20
Pourcentage	20%	20%	50%	5%	5%	100%

1-1.3. Environnement familial.

I-1.3.1 Présence parentale.

	Père et mère	Mère seule	Père seul	Autres parents	Total
Effectif	14	5	1	-	20
Pourcentage	70%	25%	5%	-	100%

1-1.3.2. Situation matrimoniale des parents

	Mariés	Divorcés	Veufs	Total
Effectif	18	2	-	20
Pourcentage	90%	10%	-	100%

	Polygames	Monogames	Total
Effectif	7	13	20
Pourcentage	35%	65%	100%

1-1.4. Cadre de vie

I-1.4.1 cadre Familial

a-) Statut d'occupation de l'habitat

	Propriétaires	Locataires	Total
Effectif	8	12	20
Pourcentage	40%	60%	100%

b-) Habitat collectif

	OUI	NON	TOTAL
Effectif	13	7	20
Pourcentage	65%	35%	100%

1-1.4.2. Niveau d'équipement domestique

a-) Eau de robinet

	OUI	NON	Total
Effectif	10	10	20
Pourcentage	50%	50%	100%

b-) Electricité

	OUI	NON	Total
Effectif	17	3	20
Pourcentage	85%	15%	100%

1-1.4.3. Le quartier

a-) Présence d'infrastructures sanitaire dans le quartier

	OUI	NON	Total
Effectif	18	2	20
Pourcentage	90%	10%	100%

b-) Liste des infrastructures sanitaires existantes

Dispensaire Sandial au Plateau

Dispensaire Saint Martin à Reubeuss

Dispensaire Al-Falah à Reubeuss

Poste de Santé ENDA à Rail

c-) Insécurité, Risques, Violence

	Existence de risques	Pas de risques	TOTAL
Effectif	11	9	20
Pourcentage	55%	45%	100%

d-) Risques et nuisances invoquées :

rixes, violences, disputes familiales, présence de marginaux, débits de boissons alcoolisées, agressions, nuisances multiples

1-1.5. Situation socio-professionnelle des parents

a-) Le père

	Inactifs			Actifs			Non réponse	Total générale
	Chômeurs	Retraités	Total	Employés	Indépendants	total		
Effectif	5	1	6	2	11	13	1	
Pourcentage	25%	5%	30%	10%	55%	65%	5%	100%

Types d'activités exercées par le père :

brocanteur, journalier, manœuvre, peintre, frigoriste, ouvrier, coxeur
marchands ambulants, étalagistes

b-) La mère

	Inactives			Actives			Total Générale
	Ménagères	Retraitées	Total	Employées	Indépendantes	total	
Effectif	11	-	11	1	8	9	20
Pourcentage	55%	-	55%	5%	40%	45%	100%

Types d'activités exercées par la mère :

lavandière, couturière, marchande vendeuse de bouillie, vendeuse de café Touba, restauratrice,
pileuses de mil

c-) Situation socioprofessionnelle des deux parents

	Père et mère travaillent	Le Père seul travaille	La mère seule travaille	Aucun des deux ne travaille	total
Effectif	9	5	3	3	20
Pourcentage	45%	25%	15%	15%	100%

1-1.6. Situation individuelle de l'enfant

1-1.6.1. Les besoins alimentaires

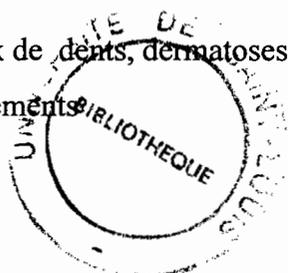
	Satisfaits	Non satisfaits	total
Effectif	18	2	20
Pourcentage	90%	10%	100%

1-1.6.2. Les besoins vestimentaires

	Satisfaits	Non satisfaits	Total
Effectif	13	7	20
Pourcentage	65%	35%	100%

Maladies invoquées : maux de dents, dermatoses

Etats des manques : habillements



1-1.7. Situation scolaire

a)

	Scolarisés	Non scolarisés	Total
Effectif	16	4	20
Pourcentage	80%	20%	100%

b)

Niveau d'étude							Aucune formation	Total
Primaires				Autres formations				
Effectif	CM2	CM1	CE2	CE1	Couture	Alphabétisation	4	20
		8	3	1	2	1		
Pourcentage	40%	15%	5%	10%	5%	5%	20%	100%

Liste des établissements fréquentés

Ibrahima DIOP I (ex Clémenceau)

Malick SY

Ahmadou MBACKE (ex Kléber)

Libération (Place Leclerc)

El Hadji Bibi NDIAYE (ex Faidherbe)

Camp Abdou DIASSE

Ecole Reubeuss

Ecopole : couture, apprentissage à l'artisanat

Formation coin de rue

Ecole d'appui de Rail

V-1.2 Analyse des résultats Dakar-plateau

Au niveau de Dakar-plateau, le premier constat est qu'il y a autant de filles que de garçons, la moyenne tourne autour de la tranche d'âge [12 - 13 ans]. Cette configuration est liée à la catégorisation du programme Sigggi qui cible les 9 à 14 ans des deux sexes. Les quartiers de provenance des enfants sont : Reubeuss, Niayes-thiocker, Rail, Médina, Gibraltar. La majorité vient de la zone Reubeuss / Niayes-thiocker (70%) et du quartier Rail (20%). Cette présence s'explique d'abord par l'appartenance des moniteurs, aux associations sportives et culturelles de ces localités.

Les enfants font partie du quota des ASC SFAX et DIAMONO qui s'activent dans le périmètre se situant entre la grande mosquée, le marché Sandaga, l'avenue Lamine GUEYE et la zone BEL-AIR. La cité Cap-verdienne et le quartier Rail appartiennent à ce périmètre, l'ASC KHANDALOU de Reubeuss, l'ASC Niayes-tiocker, l'association jeunesse environnement de Reubeuss et l'union des jeunes de la rue Armand ANGRAND ont aussi participé au recrutement des enfants .

Reubeuss/Niayes-tiocker est l'un des plus vieux quartiers de Dakar. Cette zone fait partie du noyau primitif de Dakar.⁵⁴ Il est plus vieux que la Médina, le quartier voisin, qui a été construit en 1938. C'est le premier damier de reclassement des populations indigènes après la peste qui a frappé Dakar en 1914. Pour attester de l'ancienneté de Reubeuss, l'on se réfère à *Keur Jean 69 avenue Clémenceau*, la demeure de Jean THIAM qui se trouve présentement sur l'avenue Blaise Diagne (Ex Clémenceau). Jean THIAM était un célèbre maître bijoutier. Son commerce était le lieu de convergence de tous les bijoutiers africains et des gens célèbres. Notre source nous révèle, la tenue d'une rencontre historique chez Jean THIAM entre Blaise Diagne, premier député africain, le vénéré Cheikh Ahmadou Bamba, Cheikh Sidiya Barka de Mauritanie et Cheikh Bu Kounta de Ndiassane vers les années 1922. La famille THIAM est aujourd'hui l'une des plus en vue à Reubeuss particulièrement au niveau de l'ASC KHANDALOU de Reubeuss.

La zone de Reubeuss / Niayes-tiocker n'a pas connu la même évolution que le reste de Dakar. Elle semble souffrir d'une urbanisation désarticulée. Il y a une présence manifeste de maisons en baraque, qui s'entremêlent avec de vieilles bâtisses. Cette zone accuse une taudification continue avec un vieillissement de l'habitat et une exiguïté des locaux. Les petites ruelles sablonneuses se confondent avec les cours de certaines demeures. Le quartier est devenu un îlot dans le Plateau parce qu'il est entouré de toute part. Sur le côté Est, les échoppes des commerçants libano-syriens et les immeubles de l'avenue Blaise Diagne servent de façade . Du côté de la corniche Ouest, la prison centrale et le stade Assane Diouf, servent de cache laideur tandis que le sud est absorbé par l'immense surface de la mosquée inachevée de Seydou Nourou Tall qui empêche de voir les maisons.

⁵⁴ Alain Dubresson, *Dakar et le Cap-Vert in Jeune Afrique*, Atlas Sénégal, 4^{ième} édition, 1994, p. 47.

Reubeuss/Niayes-thiocker constitue aujourd'hui le haut lieu de la récupération, avec ses usines informelles qui se confondent avec les habitations. Reubeuss compte 52 concessions pour 1167 ménages et 7237 habitants alors que Niayes-thiocker compte 86 concessions pour 237 ménages et 1478 habitants.⁵⁵ Le pourcentage de locataires et d'habitats collectifs (60% et 65%) enregistré dans cette strate, résume bien cette surpopulation, de même que le rapport entre le nombre de concessions et les ménages.

Le réseau d'alimentation en eau et en électricité, n'a pas résisté face à cette forte densité. Si l'on se rapporte à la structure du milieu, l'on ferait vite de classer Reubeuss/Niayes-thiocker parmi les quartiers névralgiques, comme le suggère l'enquête du ministère de la ville qui le décrit comme « un îlot de pauvreté accolé au plateau ». En outre, cette zone souffre d'un certain particularisme ; dans l'imaginaire populaire dakaroise, elle est considérée comme un quartier à risque à cause de la forte présence de « bars clando » c'est à dire des débits de boissons clandestins où l'on consomme de la bière de fabrication douteuse et interdite à la vente. Le voisinage de la prison centrale y est aussi pour quelque chose, le quartier est à quelques secondes des détenus. La corniche Ouest qui n'est pas très loin est une des zones à hauts risques dans Dakar. C'est un lieu de retraite des malfaiteurs.

Tous ces indices font de Reubeuss/Niayes-thiocker un semblant de coupe gorge. Cette situation est bien restituée par les enfants qui considèrent qu'il y a des risques à 55%. Ils révèlent les menaces qui pèsent sur la sécurité des lieux, les agressions, les rixes figurent parmi les causes d'insécurité. Lors du mouvement de Set-Sétal, les jeunes ont mené des actions contre les débits de boissons alcoolisées après le meurtre de l'adjoint de l'imam « naim » d'une mosquée de la localité.

Le deuxième quartier de provenance après Reubeuss, Niayes-thiocker, est Rail Khadimou Rassoul. Ce quartier est situé en plein centre ville, et constitué de baraques, d'habitats de toutes sortes et d'ateliers d'artisans. Le quartier est situé derrière la cité cap-verdienne qui se trouve de l'autre côté des allées Pape Gueye Fall, face à la grande mosquée de Dakar. Rail est un périmètre restreint entre la rue Félix Eboué et la rue Tolbiac, une longueur qui fait juste 200 mètres. C'était un ancien jardin des entreprises Petersen, dont le titre foncier est le n° TF4818/DG. Le premier occupant fut le jardinier de l'entreprise, en 1949, le vieux Dia.

⁵⁵ DPS, *Dakar, répertoire des localités*, RGPH 1988, pp. 6 et 7.

Les Toucouleurs sont Les premiers occupants comme le vieux jardinier qui a autorisé la construction des baraquements. Il n'existait que trois puits pour l'arrosage. Le quartier était administrativement rattaché à Kaw findu qui se trouve entre l'avenue Lamine Guéye et l'avenue Faidherbe. Le délégué de quartier M. Mbengue servait de relais entre Rail et les autorités.⁵⁶

Le quartier a connu un afflux massif de populations rurales dans les années 1970. Ces ruraux fuyaient la sécheresse qui avait frappé le Sénégal dans les années 1971 à 1973. Les Wolof sont les premiers venus de cette seconde vague, puis ils sont suivis des Sérères qui sont actuellement majoritaires surtout dans la population féminine. Ces populations ont toujours vécu dans la hantise d'un déguerpissement. Le quartier n'a connu aucune viabilisation jusqu'à l'implantation de ENDA tiers monde. En outre, Rail comporte des sous quartiers qui ont tous la même particularité. C'est une véritable cité perdue avec ses baraques, ses maisons faites de tôles et de boîtes de conserves usées.

Cette cité est une tumeur dans Dakar ville, d'où le souhait permanent des autorités de déloger les populations. C'est grâce à ENDA tiers monde que le quartier a connu un début de régularisation, avec l'installation de bornes fontaines, de latrines, de réverbération, d'une case de santé et d'une poste. ENDA tiers-monde s'est installé en 1994 au début de l'opération Siggil. Actuellement le quartier fait partie du périmètre d'écopole. L'écopole est un grand local d'ENDA tiers-monde qui a été inauguré en avril 1996 par le président Abdou Diouf du SENEGAL et Alpha Oumar Konaré du Mali. ENDA tiers-monde a Bénéficié du titre foncier et a fait une immatriculation des parcelles de 1 à 250. Ainsi 250 permis d'occuper devraient être distribués aux 250 pères de familles ou chefs de ménages de cette localité. Les habitations ne doivent pas être louées. Auparavant une chambrette pouvait coûter 10.000F CFA le mois et servir de gîte à plus de 7 personnes. Rail compte actuellement 1.500 habitants

L'action d'Enda tiers-monde a permis de soustraire ce quartier de la misère ambiante. Selon Amoul Yakar Mbaye, un leader de cette localité : « les gens s'entassaient dans de petites chambres de 6 à 7 personnes, la majorité dormait à la belle étoile. Ce qui favorisait certaines conduites comme la prostitution; la plupart des habitants sont des jeunes employés de maison de 16 à 20 ans et sont exposés à beaucoup de risques. « Amoul Yakar » se définit comme un habitant de bidonville et sur l'histoire de Rail, il pense que : « les premiers habitants

⁵⁶ M.. NDIAYE, *Analyse de la situation des employés de maison des quartiers défavorisés, Rail et Colobane* Rapport de stage, ENDA/ENAES, 1996, p.5.

sont les déguerpis de Terrou Baye Sogui, l'actuel emplacement de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest vers le port. Dans les années 1970, le quartier a connu un afflux de populations rurales. La plupart était des saisonniers qui ont fini, par s'installer définitivement. Il n'y avait ni eau, ni électricité. Pour l'eau on allait dans les quartiers voisins. » L'on doit cette présence de baraques à la faiblesse du revenu des populations, qui sont venues à Dakar, non pour s'installer mais pour avoir de l'argent destiné à nourrir leur terroir natal.

Concernant l'environnement familial du groupe enquêté, l'on remarque que le cercle de parenté est dominant. Les enfants vivent en majorité avec leurs parents et la majorité appartient à des familles monogames (65%). L'on note cependant, une certaine présence de femmes seules (25%). Ceci peut être lié à la forte mobilité des pères de familles qui, vu les difficultés de logement, laissent une femme au village et une autre à Dakar. Ce qui entraîne des déplacements fréquents ou de longs séjours loin des enfants.

La structure socio-professionnelle des parents recèle des informations assez intéressantes. Au niveau de Reubeuss/Niayes-thiocker et Rail cette structure est en parfaite adéquation avec le milieu. Le pourcentage de chômeur est assez faible (5%) de même que les retraités. Ce pourcentage est même à relativiser car les enfants ont souvent du mal à cerner le métier de leur père qui sont des hommes à tout faire. La forte présence des indépendants (84,6%) et des actifs permet de confirmer ce fait. Cette catégorie de travailleurs n'a pas de métier fixes, l'essentiel pour eux est de trouver un boulot qui permet d'assurer la dépense quotidienne. Les activités exercées sont du domaine de l'informel, on y retrouve des journaliers, des brocanteurs, des marchands ambulants, des "coxeurs", des dockers...

Reubeuss/Niayes-thiocker et Rail ont cette particularité, c'est d'être des hauts lieux de la récupération, avec les ateliers qui se confondent aux habitations. Le métier de brocanteur qui consiste à récupérer les objets usagés et à les revendre, connaît une ascension fulgurante depuis la dévaluation. Toutefois l'on relève que ces entreprises informelles datent de 1938 pour Reubeuss⁵⁷. A Reubeuss comme à Rail, il s'est créé une solidarité autour de l'aluminium, du cuivre, du bronze et du fer. Ces différents produits sont tirés des carcasses des réfrigérateurs et de matériels électroménagers usagés. La carcasse est récupérée par les enfants dans les dépotoirs

⁵⁷ WALF FADJRI n°1635, Matériel de récupération, quand le frigo sert de bouilloire, p.5

ou rachetée chez le brocanteur à 100F CFA.. Cette ferraille récupérée servira à la fabrication des marmites, des fourneaux, des casseroles et même une partie de jante ou de moteur de véhicule.

A Rail il était difficile de distinguer les habitations des ateliers. Forges et ateliers de mécanique se succèdent dans un tintamarre assourdissant. Ces métiers dépendent beaucoup des contingences du marché, leur matière première est faite de déchets, ce qui est très aléatoire, ajouté les risques de maladie.

Cependant ce sont les marchands ambulants qui souffrent beaucoup plus des aléas du marché. Leurs difficultés quotidiennes, ce sont les harcèlements des autorités administratives qui luttent contre l'encombrement humain. L'épisode des marchands ambulants du marché HLM a fini de montrer toutes les difficultés de ces marchands à la sauvette. Les marchands ambulants avaient transformé la devanture des maisons en espace commerciale. Ce qui a suscité la colère des résidents qui les ont fait déguerpir après de rudes empoignades. Il y a une précarité manifeste du revenu qui dépend de multiples contingences. Le métier de "coxeurs" traduit la panoplie de métier que renferme cette nébuleuse informelle à Dakar. Les coxeurs sont chargés de l'organisation des départs des cars dans les gares routières, mais aussi ils servent de rabatteurs aux apprentis en allant à la recherche de clients. Les relations sont souvent heurtées entre les coxeurs et les apprentis, les conflits tournent autour du "mandat" du coxeur.

Au niveau des femmes, l'inactivité domine. Le pourcentage est en faveur des ménagères. Ce qui est la caractéristique mère de la majorité des femmes au Sénégal. L'analphabétisme en est pour beaucoup dans cette faible activité des femmes. L'ESAM révèle que 63,4 % des sénégalais ne savent ni lire, ni écrire dans aucune langue même nationale. Et la majorité de ces analphabètes est constituée de femmes⁵⁸. A Dakar ce taux est de 40 %.

Les actives sont pour la plupart des indépendantes comme leurs maris. Ce sont des lavandières, des marchandes ambulantes, des restauratrices, des vendeuses de bouillies ou de "café touba". Les lavandières résident en majorité à Rail, et sont d'anciennes bonnes reconverties dans le lavage du linge. L'on se rend compte que malgré leur situation socio-économique, ces femmes sont devenues incontournables dans l'espace dakarois. Chaque quartier de Dakar a son quota de lavandière soit à la Cité Bissap, à HLM montagne, à Rail. Les vendeuses de bouillies

⁵⁸ DPS, *ESAM*, op. cit. p. 31.

sont, elles, devenues incontournables dans ces localités. Du fait de la rareté des repas, les gens se rabattent sur ce "chawarma à la périphérie", un pot de "fondé" coûte entre 25 et 100F CFA et permet de satisfaire les petits creux de l'estomac.

Les vendeuses de bouillies et de "café touba " ont un marché potentiel au niveau du centre ville. Les ouvriers et manœuvres des entreprises de la place ainsi que les dockers du port constituent leur clientèle privilégiée. Les commerçants du marché Sandaga aiment beaucoup ce café sensé venir de Touba, qui permet de bien débiter la matinée. La chance de ces femmes et hommes qui s'activent dans l'informel, c'est d'être proches du centre ville qui concentre l'essentiel des activités de Dakar avec le marché Sandaga, le port, l'avenue Georges Pompidou. La multitude d'individus qui y passe quotidiennement permet à ces bonnes gens d'avoir quelques revenus.

Cependant la proximité avec le centre ville est aussi à l'origine de bon nombre de difficultés. Pour entretenir une certaine renommée de Dakar, les autorités administratives mènent souvent des battues contre ces étalagistes, ces gargotières qui encombrant les rues de Dakar. L'attrait de l'argent peut aussi entraîner des dérives au niveau des jeunes enfants qui n'ont pas le temps d'aller à l'école. Les lavandières font de leurs filles des aides familiaux et les artisans les prennent comme assistants dans leurs ateliers.

Nous n'avons pas eu une présence d'enfant travailleur dans cette strate. Il semble que la présence aux journées aérées entraîne un manque à gagner pour l'enfant qu'il faut compenser. Cette attitude favorise une reproduction sociale et maintient l'enfant dans le cycle d'activité des parents. Si l'on se rapporte à ces différents indices, on ferait vite de classer Reubeuss/Niayesthiocker et Rail comme un quartier névralgique, une zone qui prédisposerait les enfants à des vulnérabilités. La relation, habitat spontané/emploi, a été utilisée comme critère d'identification des pauvres. Alain Durand Lasserre souligne que: "le logement des pauvres se définit d'abord par son mode de production, l'auto- construction (...). L'évolution des marchés de terrains et de logements ont provoqué un mouvement d'appropriation et d'exclusion, réduisant les marges de manœuvre des pauvres."⁵⁹

⁵⁹ Alain Durand LASSERVE, *l'exclusion des pauvres dans les villes du tiers monde*, Paris, Harmattan, 1986 , op. cit. p. 82.

De plus, leur position dans le marché de l'emploi révèle nettement cette liaison étroite entre le type d'emploi et la forme de l'habitat. La forte dominance des indépendants dans la structure socioprofessionnelle des parents ainsi que le modèle de résidence qui subsiste dans Reubeuss/Niayes-thiocker et Rail, permettent de conforter cette liaison habitat spontanée et emploi. Cette population se caractérise par l'auto-construction et l'auto-emploi dans un cadre peu structuré. Leur mode d'existence dans la société urbaine dakaroise se déroule un peu à la périphérie bien qu'ils y démontrent leur utilité.

Toutefois, cette exclusion sociale apparente qui se prête à nous, vu la position sociale des parents dans leur mode d'insertion économique et sociale ne trouve pas d'écho favorable dans le discours des enfants. La majorité affiche une certaine satisfaction dans leur manière de vivre. Les enfants sont en majorité des élèves (80 %). Ils profitent bien de la couverture scolaire du centre ville (dix écoles sont identifiées dans cette zone). L'on peut lier ce sentiment de satisfaction des enfants par rapport à leurs besoins, à l'ambiance des journées aérées, où ils mangent, jouent, tiennent des jeux de rôles.

Le refus d'étaler leurs manques est une manière de ne pas donner l'impression de vivre un monde artificiel lors des journées aérées. Le fameux « Kersa » ou « Sutura », des vertus bien sénégalaises, peuvent aussi servir d'explication. Les Sénégalais ne veulent pas étaler leur misère dans la rue, sauf, en étant nécessaire. Cette maxime de vie est bien restituée par les enfants.

Par contre il faut souligner quelles que soient les incertitudes autour de leur position vulnérable, M.D, moniteur au niveau du point de Dakar-plateau déclare : « ceux qui doutent de la situation difficile des enfants n'ont rien compris. Moi, depuis 1995, je fais le tour des maisons du quartier pour recruter les enfants dans Niayes (Niayes-thiocker), je connais l'état social de plusieurs familles. » Il annonce même que : « nous mêmes, les moniteurs, sommes en situation difficile, en dehors de la pécule reçue dans ces journées aérées, je me bats tous les jours pour avoir quelques chose. »

Une autre manière de conforter cette thèse est de s'appuyer sur le profil épidémiologique des enfants, fait par le médecin du point. Dans son rapport, il affirme que sur les 520 enfants consultés, l'équivalent des trois vagues, il constaté :

- 30 cas de caries dentaires ; soit 5%
- 14 cas de céphalées ; soit 2,6 %
- 6 cas de parasitoses intestinales ; soit 1,1%
- 7 cas de plaies ; soit 1,3%
- 3 cas de paludisme ; soit 0,5%
- 2 cas de conjonctivite ; soit 0,3%
- 1 cas de diarrhée ; soit 0,1%

Il affirme qu'il n'y a pas de cas d'épidémie et ces maladies peuvent exister aussi dans d'autres milieux.

Cependant A.F médecin du point de Grand-Dakar, qui est un thérapeute expérimenté, ayant exercé à la croix rouge et habitué des colonies de vacances soutient que : « certaines maladies sont liées à un environnement spécifique, les conjonctivites, la diarrhée, les caries dentaires et les parasitoses révèlent l'origine sociale modeste de leurs familles. Ces enfants souffrent de polyparasitoses intestinales, ils ne mangent pas sain et n'ont pas une hygiène buccale, d'où les caries. » Concernant ces enfants, A.F soutient que : « sur les 60 on a 10 qui sont malnutris, deux souffrent de caries dentaires et d'autres de parasitoses. » Ce profil épidémiologique permet de situer les conditions de vie des enfants. La cherté des médicaments et le prix des consultations hospitalières est hors de portée des couches les plus démunies et même des couches moyennes. Certains enfants ont eu une consultation médicale, qu'ils devaient faire depuis belle lurette grâce aux journées aérées.

L'appréciation des résultats obtenus dans les autres strates permettra d'être définitive sur cette question de la vulnérabilité des enfants. Il y a à côté de ce groupe, au niveau de Dakar plateau, quatre autres enfants qui font partie de cette première strate. Ces quatre enfants sont des enfants en rupture qui font partie du quota d'Enda-jeunesse-action, une structure d'ENDA tiers-monde qui s'occupe des enfants en rupture ou des enfants en conflit avec la loi. Ces quatre enfants sont appelés «SDF » sans domicile fixe par les moniteurs, des enfants exposés à la violence urbaine. Nous avons tenu à faire un recueil de cas, une biographie de leur tranche de vie, pour voir ce qui les a menés à la rue, et comment ils vivent dans la marge .

L'un d'eux, Bass.M âgé de 13 ans est né à THIES, ses parents ont divorcé, trois ans après sa naissance en 1987. Le père est un agent de la SENELEC à THIES. La mère est vendeuse au marché de Thiaroye. La mère est revenue à Thiaroye Diaksao après son divorce.

B.M n'a jamais eu le temps d'aller à l'école. Sa mère l'a confié à un chef d'atelier de menuiserie métallique à Thiaroye. C'est de là qu'est née la fugue. Il raconte : « le patron m'a envoyé pour changer le gaz, j'ai perdu les 500 F CFA car j'avais la poche trouée. Au retour, il m'a frappé et arrivé à la maison, ma mère et mes grands frères m'ont bastonné. Ils m'ont enfermé pendant une journée, je n'ai pas mangé, je n'ai pas bu. Quand on m'a libéré, j'ai fui la maison. » B.M est en réalité un habitué. Il en est à sa troisième fugue. Il a une fois rejoint le domicile paternel à Thiès. Mais la dernière fois, il a pris le chemin de la Rue : « j'ai pris le train bleu à la gare de Thiaroye, et je suis allé à Tiléne où se trouvent les gars... »

B.M comme la majorité des enfants en rupture a déserté l'enfer domestique. Le cadre familial n'est plus un espace d'épanouissement. Le manque de chaleur familiale est l'explication première de cette présence puérile dans la marge. BASS partage cette situation avec ses deux autres camarades Cheikh et Bouya. Cheikh D. que ses camarades surnomment «boy Poulo »du fait de ses origines Pulaar, est né à Diaobé. Ses parents sont encore vivants. Ils l'ont inscrit comme talibé au Daara de serigne M. à Pikine S^t Louis tandis que Bouya lui est né à Thiès Kawsara, son père l'a amené chez son homonyme à Niakhate Niassane qui l'a inscrit au Daara de serigne Badji à Touba. Bouya soutient avoir fait 6 ans dans ce Daara. Et sur les raisons de leurs fuites, Cheikh D. dit boy Poulo affirme : « qu'il était fatigué de mendier. ». Quant à Bouya, il raconte que : «le serigne a frappé sa femme, il y a eu une grosse dispute et les talibés ont fui. Je suis retourné à Thiès chez mon père qui a voulu m'inscrire au Daara de Coki, j'ai fui, et je suis venu à Dakar (...). Je suis venu à Dakar pour voir la mer. »

Nous avons révélé plus haut que près de 42% des enfants sénégalais, soit près de 500.000 ne fréquentent pas l'école primaire, la majorité est envoyée dans les daaras.⁶⁰ L'envoi des enfants dans les Daaras est un réflexe systématique chez certains parents, et on ne sait pas si c'est par souci religieux ou économique car l'enfant est devenu une charge sociale pour certaines familles.

Ces trois enfants à eux seuls, résument l'érosion des valeurs sociales qui faisaient la fierté des traditions africaines. Les familles ne semblent plus tenir leurs rôles face à l'acuité de la crise. Le quatrième enfant lui, est un enfant de la rue potentiel. Sa mère est une mendicante sur

⁶⁰ UNICEF/Sénégal, *Analyse de la situation des femmes et des enfants*, Août 1995, op. Cit. p.15.

les allées Pape Guéye Fall. Sa mère vit de la rue et nécessairement l'enfant ne pouvait pas échapper à cette situation.

La quotidienneté de ces enfants permet d'avoir un aperçu de la vie à la marge dans Dakar. En leur demandant comment ils mènent leur vie dans la rue, Bass répond : « je vis de mendicité, on fuit la police, j'ai été raflé une fois et on m'a amené chez Moussa Sow. Là-bas, les grands nous frappent alors, j'ai fui (...). Je me bats avec mes camarades pour de l'argent. » Dans le discours de Bass, deux choses occupent une place fondamentale : l'argent et les brimades. C'est à cause de l'argent perdu qu'il a fui le domicile familial et son atelier de travail. C'est aussi derrière cet argent qu'il court pour se nourrir d'où les risques.

Bouya lui nous apprend que : « grâce à mes séjours aux Daaras, je me débrouille bien dans Dakar. Le matin, je vais mendier près des vendeuses de café, elles nous offrent souvent le petit déjeuner. Je mange chaque jour à midi et je ramasse souvent près de 1.000 F CFA en allant au centre ville. » Il a une méthode très efficace pour récolter de l'argent. « Si tu te couches, tu laisses ton pot, les gens croient que tu es un «crève la faim », au réveil le pot est rempli à moitié. Le vendredi je gagne plus de 1.000 F CFA. »

Malheureusement, ces enfants profitent peu de cet argent. En effet comme le révèle Bouya : « j'ai donné 750 F CFA à un tonton, il me fait courir depuis. ». Ce sont les grands délinquants qui leur privent de leurs gains, et leur journée est faite de violence. Nous avons rencontré Bouya quelques jours après l'enquête, il avait un gros hématome à l'arcade sourcilière droite. Il dit avoir reçu un coup de gourdin d'un grand qui tentait de mettre fin à une de ses bagarres avec un de ses camarades. Son souhait est de retourner chez lui car il révèle vouloir avoir une vie de famille. Son problème, c'est l'accueil de ses parents qu'il trouve très méchants. « J'ai peur de la correction que va m'infliger mon père. Mes grands frères sont très méchants. »

Il est notable que les méthodes de transmission des connaissances au niveau des Daaras, ne sont pas très souples. Ces enfants risquent tout dans la rue, la justice populaire qui prend de l'ampleur, est une menace pour leur survie, du fait qu'ils sont à la recherche d'argent. Bass raconte qu'il a une fois, été brutalisé dans un marché pour un vol qu'il n'a pas commis. Et souvent, ils sont utilisés comme objets sexuels par les grands délinquants ou par des gens peu vertueux.

Cette rencontre avec les enfants en rupture a permis de noter que le marché tiléne et le cinéma Roxy à la Médina, sont les quartiers providentiels des enfants en rupture. Leurs activités se résument à la mendicité, à aller à la plage pour avoir quelques poissons après avoir aidé les pêcheurs à décharger leurs produits, et la nuit, ils cherchent une couchette à la gare routière ou au port. Pour M.D, un moniteur du point de Dakar-plateau : « le malheur est que souvent, tu peux retrouver l'un d'eux gravement malade ou bastonné à mort . Un des gosses a pris la fuite après avoir été heurté par une voiture. C'est grâce à notre diligence qu'il a été sauvé. »

Nous allons voir à présent, les données relatives au point de Grand-yoff.

v-II . Point de Grand-yoff : tableau de la situation sociale

1-3.1 Identification

Age	8ans	9ans	10ans	11ans	12ans	13ans	14ans	15ans	Total	%
Sexe										
Féminin					3	5	1		9	45%
Masculin		1		5	1	2	2		11	55%
Total		1		5	4	7	3		20	100%

1-3.2 Lieu de résidence

Quartier	HLM Gd-yoff	Gd-yoff Missirah	Gd-yoff Cité millionnaire	Gd-yoff KalidouSy	Gd-yoff Ali Diallo	Khar-Yalla Taïba II	Khar-Yalla Gan-Gui	Total
Résidents	2	6	2	2	2	4	2	20
Pourcentage	10%	30%	10%	10%	10%	2%	10%	100%

1-3.3. Environnement familial

a-) Présence parentale.

	Père et mère	Mère seule	Père seul	Autres parents	Total
Effectif	12	6	-	2	20
Pourcentage	60%	30%	-	10%	100%

b-) Situation matrimoniale des parents

	Mariés	Divorcés	Célibataires	Total
Effectif	14	5	1	20
Pourcentage	70%	25%	5%	100%

	Polygames	Monogames	Sans réponse	Total
Effectifs	10	5	5	20
Pourcentage	50%	25%	25%	100%

1-3.4. Cadre de vie

1-3.4.1. Familial

a-) Statut d'occupation

	Propriétaires	Locataires	Total
Effectif	11	9	20
Pourcentage	55%	45%	100%

b-) Habitat collectif

	OUI	NON	TOTAL
Effectifs	11	9	20
Pourcentage	55%	45%	100%

c-) Niveau d'équipements domestiques

1. Eau de robinet

	OUI	NON	Total
Effectif	16	4	20
Pourcentage	80%	20%	100%

2. Electricité

	OUI	NON	TOTAL
Effectif	19	1	20
Pourcentage	95%	5%	100%

1-3.4.2. Quartier

a-) Présence d'infrastructure sanitaire dans le quartier

	OUI	NON	Total
Effectifs	14	6	20
Pourcentage	70%	30%	100%

b-) Liste des infrastructures sanitaires

- Centre de santé municipal Nabil Choucair à la Patte-d'Oie Builders
- Dispensaire Filao à Khar-Yalla
- Cabinet médical à la Cité Millionnaire

c-) Sécurité, violence, marge

	Risques existent	Pas de risques	Total
Effectif	5	15	20
Pourcentage	25%	75%	100%

Risques et nuisances invoqués : violences, rixes, agressions, accidents car. rapides, débits de boissons alcoolisées et nuisances multiples

1-3.5. Situation professionnelle des parents

a-) Le père

	Inactifs			Occupés, travailleurs				Total effectif
	Chômeurs	Retraités	Total	Employés	Indépendants	Autres	Total	
Effectif		4	4	6	6	4	16	20
Pourcentage		20%	20%	30%	30%	20%	80%	100%

Activités exercées par le père

- Employés : douanier, policier municipal, mécanicien forage, journaliste, pompiste, enseignant
- Indépendants : cultivateurs, mécanicien, chauffeur, frigoriste.
- Autres: émigrés.

b-) la mère

	Inactives			Occupées, actives			Total Général
	Ménagères	retraitées	Total	Employées	Indépendantes	Total	
Effectif	12		12	2	6	8	20
Pourcentage	60%		60%	10%	30%	40%	100%

Activités exercées par la mère

- Employées : aide soignante, surveillante préscolaire.
- Indépendantes : couturière, vendeuse de bouillie, teinturière, aide familiale, marchande, étalagiste.

c-) Situation professionnelle des deux parents

	Père et mère travaillent	Père oui, Mère non	Mère oui, Père non	Père non, mère non	Total
Effectif	8	7	1	4	20
Pourcentage	40%	35%	5%	20%	100%

1-3.6. Situation individuelle des enfants

a-) Les besoins alimentaires

	Satisfaits	Peu satisfaits	Total
Effectif	17	3	20
Pourcentage	85%	15%	100%

b-) En habillement

	Satisfaits	Peu satisfaits	Total
Effectif	13	7	20
Pourcentage	65%	35%	100%

c-) En Santé

	Satisfaits	Peu satisfaits	Total
Effectif	14	6	20
Pourcentage	70%	30%	100%

- Maladies invoquées : paludisme, maux de ventre, asthme, fièvre jaune.
- Etat des manques : habillement, matériels scolaires, chaleur familiale

1-3.7. Scolarité

a)

	Scolarisés	Non scolarisés	Total
Effectif	14	6	20
Pourcentage	70%	30%	100%

b) Niveau d'études

	Primaire				Secondaire		Total
	CP ¹	CE ²	CM ¹	CM ^{II}	6 ^e	5 ^e	
Effectif	1	1	4	5	1	2	14
Pourcentage	7%	7%	29%	36%	7%%	14%	100%

Etablissements fréquentés

Ecoles primaires élémentaires

1. Ecole Mor SARR au quartier HLM Patte-d'Oie
2. Ecole Kalidou SY au quartier Gazelle Grand-yoff
3. Ecole baraque à Khar-Yalla
4. Ecole HLM Grand-yoff^I
5. Ecole HLM Grand-yoff^{II}
6. Ecole Derklé^{III}
7. Ecole privée Merveille cité millionnaire

Ecoles moyens secondaires

1. CEM Grand-yoff
2. Ecole privée Aline Siteo Diatta

◆ Autres :

Centre d'animation et de loisirs CAEDAS

Ecole de football "Terrou Khaléyyi "

V-I.4. Analyse des résultats de Grand-yoff

Dans ce point nous avons une légère supériorité des garçons (55%) sur les filles (45%). La moyenne d'âge tourne autour de 11 ans pour les garçons et 13 ans pour les filles. Les lieux de provenance des enfants sont les sous quartiers de Grand-yoff et de Khar-Yalla, HLM Grand-yoff, Cité millionnaire, Missirah, Kalidou Sy, Taïba II, Gan-Gui et Ali Diallo.

Khar-Yalla et Grand-yoff se trouvent dans la banlieue Dakaroise, selon le dernier recensement de la population 1988, Khar-Yalla aurait 1889 concessions pour 4125 ménages et 30.921 habitants alors que Grand-yoff aurait 2901 concessions pour 6.600 ménages et 43750 habitants.⁶¹ Par contre d'autres indications révèlent que Khar-Yalla et Grand-yoff auraient une population plus importante. Emmanuelle Seyni Ndione rapporte que cette banlieue située dans la périphérie dakaroise aurait plus de 100.000 habitants. Khar-Yalla Grand-yoff est une zone qui aurait accueilli les déguerpis des quartiers centraux de la ville de Dakar. Les premiers lotissements datent de 1965. La dénomination des sous quartiers rappelle l'histoire des occupants qui ont été déguerpis des quartiers centraux.⁶²

Khar-Yalla qui signifie en Wolof attendre dieu, traduit l'histoire de ces occupants qui, suite à des déguerpissements successifs se sont installés sur ces lieux en attendant que dieu les préserve d'un déguerpissement éventuel. Les noms Kalidou Sy et Ali Diallo sont aussi révélateurs de cette histoire. Ce sont les noms des premiers occupants qui dans le souci de marquer leurs propriétés ont donné leur nom au quartier. Nous avons aussi d'autres appellations, comme Missirah qui traduit l'empreinte de l'islam et Gan-Gui qui veut dire en wolof l'hôte ou l'invité. Les quartiers, cité millionnaire et Grand-yoff sont les derniers nés du périmètre Khar-Yalla/Grand-yoff. La cité millionnaire date des années 1980 et doit son nom à la construction de maisons à étages et immeubles qui font figure de richesse par rapport aux vieilles demeures et habitations modestes des quartiers voisins. Ce quartier est surtout l'œuvre d'émigrés pular et baol-baol. Leur premier investissement est le bâtiment qui est symbole de réussite sociale.

Le problème principal de Khar-Yalla et de Grand-yoff est le manque de viabilisation. la zone n'a pas bénéficié d'une viabilisation correcte malgré 30 années d'existence dans la vie urbaine dakaroise. Les habitants, vu leur faible revenu ont construit leur maison sur une zone non

⁶¹ DPS, *Dakar, répertoire des localités*, RGPH 1988, op.cit. p. 5.

⁶² Emmanuelle Seyni Ndione, *le don et le recours, les ressorts de l'économie urbaine*, Enda/Graf Sahel, 1992, p.12.

habitable, une zone marécageuse. La saison des pluies est un véritable calvaire. Le quartier est inondé par une mare d'eau et est ainsi exposé à des risques de nuisances et de maladies. Emmanuelle Seyni Ndione souligne que : «Ici, aucun tuyau d'égout n'a jamais été posé. Les conduites principales encerclent le quartier mais ne le pénètrent pas. »⁶³

L'observation de l'environnement familial de la strate, nous révèle une bonne présence parentale (60%) avec 70% de parents mariés et une domination des ménages polygames(50%). Cependant cette bonne assise de la polygamie ne cache pas moins une remarquable proportion de familles monoparentales dirigées par les mères de familles(30%). Le taux de divorce est une explication de cette situation mais aussi l'immigration des époux. Ces émigrés sont la plupart des travailleurs dans la sous région(Gambie, Mauritanie, Côte d'ivoire) sont cités par les enfants. Ces absences du mari peuvent être source de rupture et les enfants sont victimes de cette situation.

Les parents de ces enfants de Grand-yoff sont des propriétaires à 55% de leurs domiciles. Les premiers habitants sont devenus des propriétaires de fait et ils ont eu le flair de faire de l'habitat une source de revenu. C'est ainsi qu'on remarque des maisons à habitat collectif qui regroupent souvent plusieurs familles. Malheureusement le cadre de vie n'est pas souvent pris en compte, les locataires occupent souvent une ou deux chambres qui font office d'appartement. Et certaines familles polygames vivent dans cette situation. Ce qui entraîne des nuitées souvent désagréables. Un des enfants nous confie que la nuit : « quand ma mère est de tour, nous dormons moi et mes sœurs dans la chambre de ma tante et quand celle ci est de tour, nous retournons dans la chambre de ma mère avec les enfants de ma tante ». Les chambres sont souvent spacieuses et possèdent un espace servant de salon d'accueil qui est séparé du lit paternel par un rideau.

Les enfants bénéficient en majorité d'un bon accès à l'eau potable(80%) grâce aux bornes fontaines ou par le système de l'habitat collectif. Le propriétaire de la maison est le seul abonné et les locataires cotisent à la fin de chaque bimestre. La consommation de l'eau est normée et entraîne souvent des conflits entre les femmes voisines dans une même demeure ou avec le propriétaire des lieux.

⁶³ Emmanuelle Seyni NDIONE, *Le don et le recours, les ressorts de l'économie urbaine populaire*, op.cit.p.13.

Une des filles rapporte après les journées aérées : « je vais puiser de l'eau pour ma mère ». Toutefois, concernant cet accès à l'eau potable, Emmanuelle Seyni Ndione nous révèle que : « le quartier compte une soixantaine de bornes fontaines, pour l'ensemble du quartier, soit un pour mille habitants ». ⁶⁴ Les allers et retours entre la maison et les bornes fontaines donnent à Grand-yoff un air de zone rurale.

Les enfants aiment beaucoup leur milieu, malgré tous ces déficits et ils minimisent le pourcentage de risques sociaux liés à l'insécurité. Seuls les nuisances et dommages causés par les véhicules de transport en commun, dénommés “cars rapides”, sont décriés. Ces cars rapides constituent des dangers permanents pour la sécurité des habitants et des enfants. Chaque année, une ou deux familles sont endeuillées par l'imprudence manifeste de ces chauffeurs de cars rapides. Il existe aussi, une certaine contiguïté entre la marge et les cars rapides. Ces voitures et leurs usagers sont devenus les cibles privilégiées des agresseurs. En outre, l'allure douteuse des apprentis ainsi que l'état des véhicules ne plaide pas en faveur d'une bonne appréciation. Cette présence de cars rapides se révèle dans la structure socio-professionnelle des parents où l'on note des chauffeurs et des mécaniciens. La nuit, les longues files de cars rapides stationnées devant les maisons montrent que cette présence de chauffeurs n'est pas fortuite. Ces véhicules ont un garage situé au niveau du marché.

Le chauffeur de car rapide a un métier très délicat. Souvent, le véhicule n'est pas en règle, d'où les verbalisations systématiques des policiers qui emportent souvent une partie du gain. Ce conducteur qui est rarement propriétaire du véhicule, est obligé de verser quotidiennement 15.000 à 16.000F CFA au propriétaire. Ce qui entraîne une course effrénée derrière l'argent, du matin au soir. Et le plus souvent cette course aboutit à des dérives, telles que les accidents mortels dus à leur imprudence. Les accidents causés par les cars rapides entraînent des réactions répressives des populations qui les saccagent ou les brûlent. Le drame est que ce n'est pas seulement le fautif qui est sanctionné. Les autres cars rapides sont souvent détruits. Le chauffeur de cars rapides jouit rarement d'une protection sociale, il doit son revenu à ses assiduités au volant et au respect du mandat demandé.

⁶⁴ Emmanuelle S.Ndione, *Le don et le recours, les ressorts de l'économie urbaine*, op. cit. p.13.

Les émigrés constituent aussi un élément identifié parmi les actifs de cette strate. De nombreuses familles ne vivent que grâce aux transferts de ces émigrés. Il est souvent remarquable de voir une famille qui ne compte aucun travailleur parmi ses membres, les envois de l'émigré sont la source de revenu principal. A côté de ces catégories, une autre profession se signale à notre attention : le marabout. Grand-yoff a cette spécificité d'avoir une forte influence du monde rural. De plus il y a une sorte de regroupement ethnique dans l'occupation des quartiers. Il y a des zones à dominance Sérère, Manjak, Diola et Mandingue. Ces derniers ont la particularité d'être décrits comme des dépositaires de connaissance ésotériques. En cette période de crise, la religion est devenue un juteux fonds de commerce pour ceux qui sont assez psychologues pour exploiter la crédulité ou la faiblesse des gens. La profession de marabout révèle toute la richesse de l'imaginaire sénégalais pour sortir de la crise. Il faut dire que les Sénégalais ont une totale confiance en ces diseurs de bonne aventure. Ils lient souvent leur destin à la bonne parole des marabouts ou guérisseurs. L'ampleur de la crise fait que les gens sont à la recherche de miracle pour trouver une issue à leur détresse. On note aussi une certaine présence de salarié dans cette strate (douanier, enseignant, policier municipal). L'appartenance des enfants à un même groupe de jeu est une explication partielle de cette présence. Il faut aussi souligner que khar-yalla et Grand-yoff ont une bonne proportion de salariés qui avoisine les 50% d'après l'enquête du ministère de la ville.⁶⁵

Cette manifestation des salariés, ne pèse pas lourd dans la structure socio-professionnelle des parents qui est dominée par les indépendants. Emmanuelle Seyni Ndione révèle à ce sujet que : " la majeure partie des personnes adultes travaille de ses mains, peu exerce des activités exigeant un haut niveau d'instruction, 70% des adultes sont analphabètes (...). Ils sont nombreux dans les prestations de service notamment les tailleurs, les brodeurs et les réparateurs".⁶⁶ Cet analphabétisme explique en partie la faible activité des femmes (60% d'inactives). Le statut de ménagère est la fonction la mieux partagée par les femmes en milieu urbain. Cependant cette inactivité peut-être due à la retraite car certaines femmes étaient d'anciennes domestiques ou lavandières. A Grand-yoff il existe une forte associativité en milieu féminin. Les femmes ont toute sorte de réseau : les groupements, les tontines, les dahiras. Les couturières, les teinturières et les marchandes identifiées dans cette strate sont souvent organisées en réseau. C'est à travers ces associations qu'elles apprennent le métier, obtiennent du crédit et créent un marché.

⁶⁵ MINISTÈRE de la ville, *LA pauvreté dans les villes, cas de l'agglomération Dakaroise*, op.cit. p.25.

⁶⁶ EMMANUELLE. S. NDIONE, *ibidem*, op. cit. p.14.

A propos de la situation individuelle des enfants, il existe peu de différence avec la strate de Dakar-plateau. Les enfants affichent toujours cette satisfaction par rapport à leur cadre de vie et à leur environnement familial. Toutefois l'on relève le manque d'habillement qui est souvent invoqué. Le taux de scolarisation est assez important(70%) avec une dominance du primaire élémentaire. Le quartier à une couverture scolaire correcte. Il y a même des écoles privées. La crise qui frappe l'école publique a entraîné une forte estime pour les structures privées qui sont synonymes de meilleure scolarité. Aller dans une structure privée est aussi la manifestation d'une certaine aisance sociale ou un refus de paraître démuné.

Certains scolarisés sont des pensionnaires d'écoles de football. Ceci révèle l'engouement que suscite ce sport populaire dans les quartiers. La professionnalisation du football tente beaucoup de familles qui n'hésitent plus à laisser l'enfant choisir ce sport au détriment de l'école. Le chômage des diplômés et la crise de l'école sont les causes de cette situation.

v-III. Point de Yeumbeul : tableau de la situation sociale

I-5.1. Identification

Age	8 ans	9 ans	10ans	11ans	12ans	13ans	14ans	15ans	Total	Pourcentage
Sexe										
Féminin			4		2	1	1		8	40%
Masculin			3	2		5	2		12	60%
Total			7	2	2	6	3		20	100%

I.5 .2Lieu de résidence

Quartier	Résidents	Pourcentage
Route de boune	2	10%
Mame Gor M'baye	2	10%
Bouna Diop	2	10%
Omar Yade	2	10%
Darou Salam 3 et 6	3	15%
Momar Maréme Diop	4	20%
Quartier Diola	2	10%
Total	17	85%
Thiaroye Kao I	1	5%
Thiaroye Kao II	2	10%
Total	3	15%
Total	20	100%

I-5.3. Environnement familial.

a-) Présence parentale.

	Père et mère	Mère seule	Père seul	Autres parents	Total
Effectif	18	2	-	-	20
Pourcentage	90%	10%	-	-	100%

b) Situation matrimoniale des parents

	Mariés	Divorcés	Veufs	Veuves	Total
Effectif	18	-	-	2	20
Pourcentage	90%	-	-	10%	100%

	Polygames	Monogames	N.S.P.	Total
Effectif	5	13	2	20
Pourcentage	25%	65%	10%	100%

1-5.4. Cadre de vie

1-5.4.1. Familial

a- Statut d'occupation de l'habitat

	Propriétaires	Locataires	Total
Effectif	13	7	20
Pourcentage	65%	35%	100%

b) Habitat collectif

	OUI	NON	Total
Effectif	13	7	20
Pourcentage	65%	35%	100%

c) Niveau d'équipements domestiques

1. Eau de robinet

	OUI	NON	Total
Effectif	11	9	20
Pourcentage	55%	45%	100%

2. Electricité

	OUI	NON	Total
Effectif	14	6	20
Pourcentage	70%	30%	100%

1-5.4.2. Le quartier

a) Présence d'infrastructures sanitaires dans le quartier

	OUI	NON	Total
Effectif	16	4	20
Pourcentage	80%	20%	100%

b) Liste des infrastructures sanitaires existantes

- Centre Médical Elisabeth Diouf à Thiaroye kao
- Keur sœur sur la Route de Boune
- CCTAS*
- Dispensaire Municipal

* CCTAS : Centre communautaire de technologie appropriée en santé.

c) Insécurité, Risques, Violence

	Existence de risques	Pas de risques	TOTAL
Effectif	12	8	20
Pourcentage	60%	40%	100%

Risques et nuisances invoquées

Violences, vols, Agression, obscurité, Marginaux du marché Thiaroye.

1-5.5. Situation socio-professionnelle des parents

(1) Le père

	Inactifs		Actifs		
	Effectif	Pourcentage		Effectif	Pourcentage
Non réponses	2	10%	Employés	3	15%
Chômeurs	2	10%	Indépendants	9	45%
Retraités	4	20%			
Total	8	40%	Total	12	60%

Types d'activités exercées par le père

- Employés : instituteur, électricien, agent municipal
- Indépendants : électricien, boucher, vendeur au marché de Malika, maçon, ouvrier, tailleur, cordonnier, marchand au marché de Thiaroye.

(2) la mère

INACTIVES			Actives		
	Effectif	Pourcentage		Effectif	Pourcentage
Ménagères	15	75%	Employées	2	10%
Retraitées	-	-	Indépendantes	3	15%
Total	15	75%	Total	5	25%
Total général	Effectif	20			
	Pourcentage	100%			

Types d'activités exercées par la mère

- Employées : bénévole au centre de santé Elisabeth DIOUF, bénévole au Dispensaire de Thiaroye Kao.
- Indépendantes : marchande au marché de Tilène à la Médina (Dakar), vendeuse de poissons, marchande ambulante.

(3) Situation professionnelle des deux parents

	Effectif	Pourcentage
Le père et la mère travaillent	4	20%
Le père seul travaille	8	70%
La mère seule travaille	1	5%
Aucun des deux parents ne travaille	7	35%
Total	20	100%

1-5.6. Situation individuelle des enfants

(1) Besoins alimentaires

	Satisfaits	Peu satisfaits	Total général
Effectif	15	5	20
Pourcentage	75%	25%	100%

(2) Habillement

	Satisfaits	Peu satisfaits	Total général
Effectif	12	8	20
Pourcentage	60%	40%	100%

Maladies invoquées : faiblesse cardiaque, fièvre, mauvaise vision, parasitose.

Etats des manques : habillement, alimentation

1-5.7. Scolarité

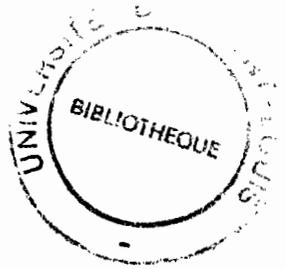
	Scolarisés		Non scolarisés			Total	
Effectif	17		3			20	
Pourcentage	85%		15%			100%	
Niveau d'étude	Primaire					Secondaire	Total
	CI	CE ^I	CE ^{II}	CM ^I	CM ^{II}	6 ^{eme}	
EFFECTIF	1	6	1	2	6	1	17
Pourcentage	5%	30%	5%	10%	30%		

Liste des établissements fréquentés

- Ecoles primaires - élémentaires
- Ecole SAM-SAMIII
- Ecole Mousse Anta DIOP
- Ecole Mamadou Mady DIOP
- Ecole Marième DIOP
- Ecoles secondaires
- CEM Momar Marième DIOP

Autres

- Ecole d'appui d'Anbep,
- Club Siggì,
- Club Basket Chicago pour enfants.



V-1.6. Analyse des résultats de Yeumbeul

Dans ce point, nous observons au niveau de la strate, une supériorité des garçons sur les filles, avec 60% pour les premiers et 40% pour les seconds. La moyenne est de dix ans pour les filles et treize ans au niveau des garçons.

Les lieux de provenance des enfants sont les sous quartiers de Yeumbeul et de Thiaroye Kao. Ces sous quartiers rappellent ceux de Grand-yoff, par leur dénomination. Mame Mor Gaye, Bouna DIOP, Omar Yade, quartier Diola, Route de Boune, Médina Thiaroye Kaw, les appellations témoignent d'une certaine forme d'occupation des quartiers .Yeumbeul a son quartier Lébou qui constitue l'ancien village traditionnel. C'est la zone des «N'Diobéne» (chez les Diop). La commune d'arrondissement de Yeumbeul sud se situe dans cette zone. La partie Nord est le quartier à dominante Hal pulaar. Une autre zone regroupe des populations mixtes avec cependant une forte domination des originaires de la Casamance vers la route de Boune. Bouna Diop, Momar Marième Diop, Omar Yade, témoignent de l'empreinte des Lébous dans ce milieu . Les Lébous sont les premiers occupants, ils ont subi l'afflux de migrants et de populations pauvres qui étaient à la recherche de surfaces habitables. Ces migrations ont favorisé l'extension de Yeumbeul et une poussée anarchique des habitations. Cette situation a fait de Yeumbeul, une des zones les plus sensibles du département de Pikine. C'est une cité dortoir où sévit un dénuement notable.

Yeumbeul est une ancienne forteresse stratégique conçue par le deuxième fils de Dial Ndakaru (grand serigne de Dakar, Moussé Anta Diop, vers la fin du siècle. Il faisait partie des douze Pinthies ou villages traditionnels Lébous).⁶⁷ En 1883 l'avènement du Saint des Layènes, Limamoulaye, transforma radicalement la société en instituant une nouvelle communauté de base, le Dahira.⁶⁸ La présence coloniale dans les années 1930, a aussi contribué à la transformation de la localité avec l'édification d'infrastructure scolaire, sanitaire, etc. Le dispensaire municipal de Yeumbeul situé sur la route de Malika date de 1934. On lie la construction de cette unité sanitaire aux conséquences de la peste qui a sévi dans cette zone en 1933. Il est aussi soutenu que le nom de Yeumbeul, découlerait de cette péripétie. Le petit-fils de Moussé Anta Diop, Momar Khary Diop, a déplacé le village de son emplacement originel pour éviter la contamination et la propagation de la peste. La reconstruction du village fut un acte qualifié de difficile. C'est cet acte courageux qui fut considéré comme difficile, en terme wolof, « YOMBUL », la déformation a donné Yeumbeul.

Yeumbeul dépasse actuellement le cadre restreint du village Lébous. La croissance urbaine a favorisé la prolifération de cités dortoirs qui encerclent le village traditionnel. Les occupations irrégulières ont entraîné l'expansion du quartier vers les bas fonds et les zones dépressionnaires. Le quartier est limité au nord par le périmètre de reboisement de Malika, au sud-est par le périmètre de Mbao et le village de Boune, à l'ouest par Thiaroye KAW et à l'est par le camp de la marine française. Selon le dernier recensement de la population de 1988, Yeumbeul aurait 4113 concessions pour 6537 ménages et 45033 habitants.⁶⁹ Actuellement on parle de 120.000 habitants pour les 18 quartiers que compte la zone.⁷⁰ Toute cette dynamique fait de ce milieu, un ensemble à la fois urbain et rural avec une dominante religieuse et traditionnelle.

Cette dominante se reflète bien dans l'environnement familial des enfants, avec une bonne présence parentale 90%, une situation matrimoniale correcte 90%, dont les 65% sont des familles monogames et les 25% des polygames.

⁶⁷ Groupe développement local et décentralisation, *Etude de la dynamique, "Association nationale pour le bien être de la population" à Yeumbeul*, ANBEP/comité régional Dakar, 1997, op. cit. p. 5.

⁶⁸ M. NDIAYE, *Etude monographique d'un milieu urbain, quartier Houdalaye YEUMBEUL*, rapport de fin de stage, ENDSS, 1994-1995, p.3.

⁶⁹ DPS, *Répertoire des villages, région de Dakar*, op. cit. p. 10.

⁷⁰ M. NDIAYE, *Etude monographique d'un milieu urbain, quartier Houdalaye YEUMBEUL*, rapport de fin de stage, ENDSS, 1994-1995, p.5.

Au niveau de L'accès à la propriété, nous avons 65% de propriétaires contre 35% de locataires avec cependant une prépondérance de l'habitat collectif qui est une des caractéristiques des quartiers populaires où, du fait de la faiblesse des revenus, les gens sont tenus de louer une partie de leur parcelle pour se faire de l'argent. La rareté de l'offre d'habitat oblige certains à se rabattre dans ces situations. La chambre est souvent louée à 6000 F CFA le mois alors que dans les quartiers centraux, le loyer est au-dessus de 20.000F CFA. La spéculation foncière s'est faite tardivement, c'est pourquoi, certains ont pu accéder facilement à la propriété car les terrains étaient distribués gratuitement. "Les dignitaires locaux de l'époque offraient des parcelles aux pères de familles qui voulaient élire domicile dans ce secteur. Ce n'est que dans les années 1970-1975 que commença la vente des parcelles moyennant généralement 15.000 à 25.000F CFA. Actuellement l'occupation de la zone est presque effective. Les terrains restants coûteraient 700.000F CFA au minimum "⁷¹

Yeumbeul souffre d'un manque d'équipement notoire, l'habitat est le reflet d'un milieu urbain défavorisé. Le système d'habitat est anarchique. Le quartier n'a pas connu de lotissement officiel, il y a une absence de plans de construction. Les formes des maisons sont diverses. Les bornes fontaines publiques sont la principale source d'approvisionnement en eau potable avec la bassine qui coûte 15F CFA et le seau 10F CFA. L'absence de lotissement et d'assainissement affectent l'aménagement du quartier. Il n'y a pas de système d'évacuation des eaux usées et des ordures ménagères. Les populations ont des fosses sceptiques à l'intérieur ou en dehors des maisons. Ceci a pour conséquence la prolifération de moustiques, des rats, un noircissement du sable et une augmentation des maladies diarrhéiques aussi bien chez les adultes qu'au niveau des enfants.

La non viabilisation du milieu est aussi imputable aux populations locales car il paraît que les dignitaires Lébus ont refusé le projet du service du cadastre en réaffirmant leur mainmise sur les terres de Yeumbeul. Ce manque d'équipement est la source des principaux risques sociaux auxquels s'exposent les résidents. Les enfants ont restitué ces risques, violences, vols, insalubrité qui sont souvent liés à l'obscurité. Le quartier est mal éclairé. La proximité du marché de Thiaroye qui est un point très fréquenté par les malfaiteurs en particulier les "Faxxmans", constitue une menace. La surpopulation et la prolifération des quartiers ne prêtent pour une bonne couverture sécuritaire des lieux dans tous les domaines.

⁷¹ M.NDIAYE, *Etude monographique d'un milieu urbain, quartier Houdalaye*, op. cit. p.12.

Le quartier dispose d'un dispensaire municipal et d'une maternité construite en 1975. Cette structure comptabilise 80 consultations et 10 accouchements par jours.⁷² Yeumbeul dispose aussi d'un centre de santé très particulier, le centre communautaire de technologie appropriée en santé (CCTAS). C'est une structure sanitaire qui associe les tradi-praticiens et des médecins modernes. Yeumbeul a une police municipale qui compte 6 permanents pour les 100.000 habitants. Dans le sous quartier de HOUDALAYE en zone pular qui totalise près de 1222 habitants, seuls 73 maisons bénéficient d'un branchement SONES, des branchements sociaux acquis dans les années 1990 grâce aux associations locales, 53 maisons sont abonnées à la SENELEC.⁷³

Yeumbeul comme la plupart des quartiers populaires est une zone habitée en majorité par des indépendants, des travailleurs qui s'activent dans le secteur non structuré. Dans cette strate, nous avons 45% d'indépendants contre 15% d'employés et 30% d'inactifs. Nous avons aussi une faible proportion de parents décédés (10%). L'inactivité est lié au chômage qui est aussi le lot de ces travailleurs indépendants qui, souvent, faute de revenus ou par manque d'emplacement se voient obligés de suspendre leurs activités.

Les parents de ces enfants sont des vendeurs dans les marchés de Malika et de Thiaroye. Ils sont vendeurs, marchands ou bouchers. La zone Thiaroye, Yeumbeul est la partie qui abrite le bétail dans Dakar. La proximité du foirail et la forte présence des pulaar expliquent le métier de boucher. Le marché de Thiaroye constitue avec le marché de Colobane des lieux de trafics Intense, ce qui fait que c'est une zone où se rencontrent toutes sortes de vendeurs. Au niveau des femmes, on note une faible activité 25% contre 75% d'inactives. L'inactivité s'explique en partie par la tradition qui oblige la femme pular à rester à la maison. Les femmes qui travaillent sont souvent des bénévoles dans les structures sanitaires, mais en majorité ce sont des vendeuses au marché. Les femmes Lébous se sont singularisées par leurs activités débordantes dans la production et dans la commercialisation des produits halieutiques et souvent même des produits agricoles. Nous avons ici quelques femmes vendeuses ambulantes de poissons et une autre vendeuse au marché Tiléne à la Médina.

L'on remarque qu'au niveau des femmes des quartiers périphériques il y a une certaine division ethnique du travail. La femme Lébou s'occupe de la vente des poissons où elle sert de relais

⁷² M. NDIAYE, *Ibidem*, op.cit. p.20.

⁷³ M.NDIAYE, *IBIDEM*

à son mari. Les femmes Mandingue, Manjak et Diola sont vendeuses d'oseilles ou d'huile de palme et d'autres produits venant de la Casamance. La femme Sérère est pileuse de mil, elle est originaire du centre du pays, la zone du mil. Il y a aussi le fait que les domestiques ou lavandières soient des Séréres, Manjak ou Diola. Les vendeuses d'eau sont la plupart de petites filles Séréres.

Les enfants affichent toujours cette sympathie pour leur environnement familiale. Les manques ne sont pas étalés sauf l'habillement dans des proportions minimales. Le groupe de Yeumbeul est scolarisé à 85% malgré le très bas revenu des parents. Il faut souligner que les conditions de l'habitat ne militent pas pour une bonne ambiance scolaire. Cependant, ces enfants bénéficient de l'appui scolaire des associations de jeunes du quartier. Ce qui permet à certains d'entre eux de poursuivre leur cursus scolaire malgré les inconvénients du milieu. Les parents qui sont la plupart des actifs dans l'informel orientent beaucoup plus leurs enfants vers l'apprentissage. Beaucoup de jeunes apprentis de cars rapides habitent la localité. Il faut aussi souligner l'existence de structures socio-éducatives, comme le club enfants Chicago qui est une école de basket-ball et des orchestres dénommés clubs SIGGI.

v-IV. Point de Diokhoul : tableau de la situation sociale

1-7.1. Identification

Age	8 ans	9 ans	10 ans	11 ans	12 ans	13 ans	14 ans	15 ans	Total
Sexe									
Féminin		1	2	3	3	1			10
Masculin		1	2	3	3	1			10
Pourcentage		10%	20%	30%	30%	10%			100%

1-7.2. Lieu de résidence

Quartier	Diokhoul Kaw, kher, niayene	Médina	Cite Gabon	Keury souf	Darou salam	Total
Résidants	11	5	1	1	2	20
Pourcentage	55%	25%	5%	5%	10%	100%

1.7-3. Environnement familial

(a) Présence parentale

	Père & Mère	Mère seule	Père seul	Autres parents	Total
Effectif	16	3	-	1	20
Pourcentage	80%	15%	-	5%	100%

(b) Situation matrimoniale

	Mariés	Divorcés	Veufs	Veuves	Total
Effectif	18	2	-	-	20
Pourcentage	90%	10%	-	-	100%

	Polygames	Monogames	Non réponse	Total
Effectif	7	11	2	20
Pourcentage	35%	55%	10%	100%

1-7.4. Cadre de vie

1-7.4.1. Familial

(a) Statut d'occupation de l'habitat

	Propriétaires	locataires	Hébergés	Total
Effectif	14	2	4	20
Pourcentage	70%	10%	20%	100%

(b) Habitat collectif

	OUI	NON	Total
Effectif	9	11	20
Pourcentage	45%	55%	100%

(c) Niveau d'équipements domestiques

1. Eau de Robinet

	OUI	NON	TOTAL
Effectif	15	5	20
Pourcentage	75	25%	100%

2. Electricité

	OUI	NON	Total
Effectif	17	3	20
Pourcentage	85	15	100%

1-7.4.2. Le quartier

(a) Présence d'infrastructures sanitaires

	Oui	Non	Total
Effectif	9	11	20
Pourcentage	45%	55%	100%

(b) Liste des infrastructures sanitaires

- Centre de Santé Diokhoul
- Dispensaire HLM Cité Filao.

(c) Sécurité - violence - marges

	Risques existent	Pas de risques	Total
Effectif	6	30%	20
Pourcentage	14	70%	100%

Risques et violences invoquées

- rixes,
- présence de gens belliqueux
- conflits liés aux navétanes

1.7-5 Situation socioprofessionnelle des parents

1. Le père

	Inactifs			Occupés, travailleurs			Total général
	Chômeurs	Retraités	Total	Employés	Indépendants	Total	
Effectif	5	1	6	1	13	14	20
Pourcentage	25%	5%	30%	5%	65%	70%	100%

Types d'activités exercées par le père :

maçon, gardien, pêcheur, mécanicien, guérisseur, photographe.

2. La mère

	Inactives			Actives			Total général
	ménagères	retraitées	Total	employées	Indépendantes	Total	
Effectif	16	-	16	-	4	4	20
Pourcentage	80%	-	80%	-	20%	20%	100%

3. Situation socio-professionnelle des deux parents

	Père et mère travaillent	Père seul travaille	Mère seule Travaille	Aucun des deux parents ne travaillent	Total
Effectif	2	12	2	4	20
Pourcentage	10%	60%	10%	20%	100%

1-7.6. Situations individuelles des enfants

a) Les besoins alimentaires

	Satisfaits	Peu satisfaits	Total
Effectif	17	3	20
Pourcentage	85%	15%	100%

(b) Les besoins en habillement

	Satisfaits	Peu satisfaits	Total
Effectif	14	6	20
Pourcentage	70%	30%	100%

Liste des maladies invoquées : toux, rhume, dorsalgie, plaies, dermatoses.

Etat des manques: habillement, matériels scolaires

1-7.7.Scolarité

a)

	Scolarisés	Non scolarisés	Total
Effectif	20	-	20
Pourcentage	100%	-	100%

b) Classes fréquentées

	CP	CE ^I	CE ^{II}	CM ^I	CM ^{II}	Total
Effectif	2	4	5	7	2	20
Pourcentage	10%	20%	25%	35%	10%	100%

Ecoles fréquentées (primaire élémentaire)

- 1 Ecole Alioune DIA Ex Diokhoul Kher I
 - 2 ECOLE Moussa Diallo Ex Diokhoul Kher II
 - 3 Ecole Ousseynou Diagne à Médina Chérif
 - 4 Ecole Camp Marchand à Fass
 - 5 Ecole Keury souf
- Autre : Centre d'Animation et de Loisirs à Diokhoul

V-1.8. Analyse des résultats du point de Diokhoul.

Diokhoul est le dernier point visité dans cette enquête, il fait partie de la zone de Rufisque. Les moments de l'enquête ont coïncidé avec la tenue des journées aérées dans Diokhoul un des quartiers de Rufisque.

Dans cette strate, nous observons un parfait équilibre entre les garçons et les filles, 50%. L'on constate aussi un parallélisme total au niveau des tranches d'âge. Ceci est dû à la participation des moniteurs à l'enquête du fait de la distance et du temps, leur concours a été précieux. Ils ont choisi les cibles en tenant compte d'un équilibre entre les groupes d'âge et de sexe. Les lieux de provenance des enfants sont les sous quartiers de Diokhoul et environs. Diokhoul, Diokhoul Kao, Diokhoul Kher, Diokhoul Ndiayène, Médina, Cité Gabon, Keury Souf, Darou Salam.

Diokhoul est une localité Lébou située en bordure de mer, elle fait partie de Rufisque qui est une des plus vieilles communes du Sénégal. La ville fut créée par le décret colonial du 12 juin 1880(ENDA tiers-monde/Gret,1996). Elle faisait partie des quatre communes du Sénégal colonial, avec Dakar, Saint-Louis et L'île de Gorée. Rufisque est une commune de 40 km² avec 200.000 habitants répartis dans 83 quartiers. Diokhoul fait partie de ce périmètre, avec les sous quartiers de Diokhoul Kher, Diokhoul Kao etc. Cette zone totalise près de 51.000 habitants⁷⁴. Diokhoul veut dire les nouveaux venus en Lébou. En effet Diokhoul est la quatrième localité construite après Thiawléne, Mérina, Dangou. Ce sont des chasseurs venus de Kounoune, village situé dans la communauté rurale de Sangalcam, qui ont fondé Rufisque(ENDA/Gret1996).

⁷⁴ ENDA, *Enda, un an de plus, activités 1995, Programme d'assainissement de Diokoul et environs* (PADE), op. cit. p.54.

Le site fut défriché par trois groupes familiaux, les Guèye, les Ndoye et les Mbengue. La première implantation est Thiawlene, les habitants ont été relogés à ARAFAT du fait de l'avancée de la mer. Rufisque donne aujourd'hui l'image d'une ville musée, avec son architecture coloniale, ses maisons en tuiles qui tombent en ruine.

Diokhoul comme la plupart des quartiers de Rufisque souffre d'un problème d'assainissement. La ville est construite dans une demi cuvette, formée par deux versants de faible pente qui convergeaient naguère vers un marigot. Ce marigot a été canalisé pour donner le canal de l'ouest qui traverse la ville d'est en ouest. Cette situation géographique, aggravée par l'avancée de la mer pose d'énormes difficultés d'évacuation des eaux pluviales et d'assainissement. Rufisque possède un seul cas de réseau dans les HLM (Cité Filao), dans les autres localités, les populations se contentent de fosses sseptiques. Diokhoul bénéficie d'un programme d'assainissement grâce à l'appui de l'équipe ENDA RUP, qui s'occupe des questions écologiques dans l'environnement périurbain dakarois.

Les dénominations Diokhoul Kao ou Diokhoul Kher renvoient aux formes de l'habitat. Kao signifie la hauteur, elle marque la différence avec les basses maisons faites de baraques; Diokhoul Kher, par contre désigne l'utilisation du calcaire et des pierres dans la construction des maisons, les maisons en dur marquent aussi une certaine distinction avec les baraquements. Keury Souf renvoie aux basses maisons qui sont faites à partir de matériaux de récupération et sont très proches du bas faute d'appui solide. La cité Gabon est un sous quartier construit par d'anciens émigrés qui faisaient partie des groupes de maçons et d'ouvriers qui ont réalisé certaines infrastructures au Gabon.

Dans cette strate nous avons une bonne présence parentale 80%. Les familles monoparentales ne sont pas très importantes 15%. Leur manifestation est due aux divorcés 10%, l'on note cependant une domination des ménages monogames sur les polygames. Concernant l'accès à la propriété, la prépondérance des propriétaires est notoire avec une faiblesse certaine des locataires. Toutefois, il est admis que dans les milieux Lébou en particulier à Diokhoul, le regroupement familial est la norme. Les familles sont réunies du premier ascendant au dernier des petits-fils. Les familles résident dans des concessions où chaque membre ménage une portion du territoire communautaire, pour mener une vie de foyer. Et parfois, l'on assiste à un regroupement dans un même ménage de cousins, d'oncles et d'autres collatéraux qui vivent ensemble avec toute leur famille.

C'est cette forte présence de familles élargies qui explique la prépondérance des propriétaires. L'on trouve aussi des occupants avec un statut très particulier, les hébergés 20%. Ceci traduit l'hospitalité légendaire des Sénégalais, qui ont l'habitude et le sens du partage. Beaucoup d'individus vivent dans cette situation, ils sont à la charge de leurs parents et parfois c'est toute leur famille qui est hébergée. Malgré la vétusté des lieux, les populations bénéficient d'un réseau acceptable d'approvisionnement en eau potable 75%, et en électricité 85%. Rufisque est avant tout une ville, mais le manque d'équipement est une réalité. Les malades de Diokhoul et environs n'ont pas un grand centre de santé à leur disposition, la destination première est les centres hospitaliers de Dakar, distants de plus de 40 km.

Le quartier de Diokhoul semble être un cadre assez calme où il existe peu de nuisances. Les enfants ne sont pas du tout intimidés par les risques sociaux qui s'exposent aux résidents des zones défavorisées. Les rares cas soulignés sont liés aux conséquences des activités de vacances, les Navétanes. Certains ASC sont très belliqueuses. La promiscuité et les familles lourdes favorisent souvent certains conflits, tels les disputes familiales .

La prépondérance des lébous dans la zone fait que l'activité dominante est la pêche. Cependant, dans cette strate, l'inactivité au niveau des pères, est assez remarquable 30% dont 25% de chômeurs et 5% de retraité. L'ancienne ville coloniale qu'est Rufisque a connu une régression économique réelle dans les années 1960. Le port qui jadis polarisait la plupart des activités économiques est tombé en rade. Les industries de transformation des produits de la pêche (conserveries) ont périclité de même que les huileries et savonneries. L'usine Bata qui fabriquait des chaussures a longtemps singularisé cette dynamique. Toutes ces unités ont connu la faillite et ont favorisé le chômage des résidents.

Il faut aussi souligner que les pêcheurs ont leur période morte où ils ne vont pas en mer, il existe des moments de bonne campagne et des moments où la pêche ne marche pas selon leur cosmogonie. Ce qui induit des chômages techniques pour les pêcheurs qui sont tenus d'attendre les moments favorables. Les autres métiers décelés appartiennent au secteur non structuré, la proximité de la zone franche industrielle, vers Mbao a entraîné une certaine mobilité sociale. Des pêcheurs sont devenus maçons, menuisiers, ouvriers etc. La SOCOCIM qui se trouve à Rufisque peut servir d'explication à la présence des maçons.

Au niveau des mères de famille, la proportion de ménagères est plus importante (80%). Les femmes des pêcheurs attendent souvent le retour de leurs hommes de la mer pour pouvoir s'adonner à la vente de poissons. Et durant cette attente, elles se font vendeuses de poissons fumés ou de bouillie. L'inactivité n'est pas une réalité absolue.

Le modèle de vie communautaire qui préside dans ce milieu est en parfaite harmonie avec l'idéal des enfants qui souffrent peu des manques de leur environnement. Leur niveau de satisfaction est de 85%. Les soucis invoqués sont liés à des préoccupations scolaires. Les longs séjours des parents en mer et les longues heures de travail font qu'il y a peu de suivi scolaire dans ces familles. Les besoins scolaires sont souvent ignorés, et l'enfant risque de rejoindre le père dans ses activités.

Le taux de scolarisation est de 100% dans cette strate. Rufisque est une ancienne ville coloniale, elle a nécessairement une tradition scolaire malgré la dominante Lébus au niveau de Diokhoul. Le souci principal des enfants de cette localité est d'acquérir le matériel scolaire. Ce qui témoigne de l'empreinte de l'école dans ce milieu. Les moniteurs jouent un rôle fondamental dans ce domaine. Ce sont eux qui s'occupent en général du suivi scolaire des enfants. Leur préoccupation est de réduire au maximum les effets de la déscolarisation dans ce milieu. Des cours de vacances sont organisés au bénéfice des enfants de la localité.

L'examen de cette strate met fin à l'objectivation des activités des jeunes moniteurs Sigg. Tout au long de cette partie nous avons tenu à traduire l'environnement social des enfants touchés par les journées aérées. Au regard des résultats obtenus on ne peut pas à priori être définitif sur la vulnérabilité des enfants. L'état des manques est rarement exprimé même si le milieu de vie semble proche d'un cadre névralgique. Cependant au regard des informations obtenues, sur la situation sociale du quartier, la situation socio-professionnelle des parents et le cadre de vie, l'on se rend compte qu'il existe une structuration des déficits dans ces milieux. L'histoire de l'occupation du milieu de vie et les péripéties qu'affrontent leurs parents, actifs dans l'informel ne garantissent pas une participation sociale effective dans le monde urbain

Conclusion

L'analyse de la pauvreté a révélé l'entière relativité de la notion. Les paramètres souvent mis en exergue ne permettent pas d'épuiser le problème. Dans ce cas-ci les questions de l'alimentation, de l'habillement, de la santé et de l'éducation ne restituent pas totalement les stigmates d'une pauvreté quelconque. Nous avons une certaine convergence dans l'appréciation des besoins. La majorité affiche une certaine satisfaction. Nous avons tenu à souligner l'ambiance des journées aérées qui peuvent conduire à de tel positionnement. D'autre part, une observation in situ, des ménages de provenance des enfants aurait peut-être livrée une meilleure photocopie de la situation sociale. Il faut aussi souligner que les résidents des banlieues ou habitants des quartiers populaires refusent toujours cette catégorisation de populations pauvres ou défavorisées. Ce refus révèle une certaine révolte contre la mise en quarantaine déguisée, sous ces appellations.

Toutefois l'hypothèse de la vulnérabilité est soutenable si l'on tient compte de certaines considérations essentielles. Ces enfants résident en majorité dans des quartiers comme Rail, Arafat, Reubeuss, Yeumbeul, des quartiers qui ont en particulier de connaître des déficits de services urbains et d'infrastructures notoires. En définissant la pauvreté comme une structure de vulnérabilité qui expose les individus à des manques dans l'accès à certains besoins essentiels, nous tenions à insister sur cette réalité structurelle extérieure aux individus mais qui les détermine. Les quartiers touchés par cette enquête sont des zones défavorisées qui souffrent de certaines carences structurelles. Le manque d'assainissement et la vétusté des habitations entraînent de sérieuses distorsions dans le cadre de vie. Les inondations et autres nuisances qui affectent ces localités rendent compte de ces vulnérabilités. Ces quartiers sont des zones à risque pour les résidents. Ceci résulte en particulier d'une certaine négligence par les services urbains dans la prise en charge des problèmes écologiques de ces localités. Ce problème est d'ailleurs souligné par les experts du ministère de la ville, qui soutiennent : "l'investissement sur le plan sanitaire n'a pas tenu compte du processus d'urbanisation. Une ville comme Pikine qui compte plus d'un million d'habitants, ne dispose pas d'un centre hospitalier, ni d'un réseau d'assainissement. C'est pourquoi, et cela n'est pas surprenant, qu'elle a été le lieu privilégié d'éclosion du choléra durant l'hivernage de 1995."⁷⁵ C'est le manque d'infrastructures et l'absence de politiques sociales en direction des couches démunies qui favorisent les situations de pauvreté.

⁷⁵ Ministère de la ville , *la pauvreté dans les villes, cas de l'agglomération dakaroise*, op.cit.p.33.

D'autres problèmes, comme la malnutrition, la petite délinquance, les déperditions scolaires, les ruptures familiales se greffent aux risques sanitaires. L'environnement aussi ne milite pas pour une saine couverture alimentaire, les propos du médecin A. Fall sont assez révélateurs quand il dit que "ces enfants ne mangent pas sain, d'où les parasitoses...".

En outre, la majeure partie des parents sont des actifs dans le secteur non structuré. L'on ne nie pas le dynamisme de l'informel au Sénégal, et dans Dakar en particulier, mais les métiers de vendeurs ambulants, d'étalagiste, de chauffeurs de car rapide, de brocanteurs sont très exposés. Les tracasseries quotidiennes de la police municipale ou de l'administration peuvent affecter les revenus tirés de ces activités. Il y a une précarité manifeste de l'activité. L'histoire même de ces pères de famille est assez révélatrice de leur état social, la plupart sont d'anciens déguerpis des quartiers centraux, des victimes des politiques économiques qui privilégient beaucoup plus le capital, que la socialité. Leur histoire est une lutte pour la survie dans le cadre urbain. Ils ont lutté pour s'offrir une parcelle souvent dans des conditions difficiles, car réduits à occuper des baraques. Ils luttent encore pour trouver un cadre d'insertion dans la sphère économique dakaroise.

Les enfants risquent à des degrés divers de connaître le sort de leurs parents. Face à la nécessité, ils seront plus orientés vers des activités plus rentables. Comme leurs pères, ils vont travailler beaucoup plus avec leurs mains qu'avec leur tête. Le modèle de vie sociale ne plaide pas pour un développement intellectuel. Les enfants sont en quelques sortes victimes d'une structure qui a fait de leurs parents des survivants dans la ville. Des gens qui ont erré pour avoir un toit, qui errent encore pour trouver un revenu et des gens qui cherchent encore de quoi demain sera fait. Les enfants sont vulnérables non du fait qu'ils ont des manques, mais qu'il y existe des contraintes objectives qui les mettent dans une position vulnérable. Le cadre d'habitat (bidonville ou faible urbanisation) ne favorise pas une totale participation à la vie urbaine. Les filles sont obligées de puiser de l'eau ou d'être à côté de leur mère pour garantir au ménage le maximum de revenus.

Au Sénégal, les produits de première nécessité coûtent chers. La dictature du riz sur les ménages est un élément facilitateur de vulnérabilité. L'extraversion du mode de consommation en général fait que les dépenses alimentaires pèsent lourdement sur le budget des ménages. A Dakar, l'on souligne que le montant moyen de la dépense alimentaire mensuelle par ménage est

de 54.414F CFA contre 27.766F CFA pour l'ensemble du Sénégal.⁷⁶ Avec des familles qui n'atteignent pas cette somme, dans la structure de leurs revenus, il y a une exclusion de fait dans l'accès à certains biens de consommation. Certains aliments nécessaires sont devenus superflus. L'on note que : "57% des ménages ne se nourrissent plus de la même façon en quantité comme en qualité . Le lait, le beurre, le pain, le café, les œufs, la viande sont plus ou moins supprimés, le «Thiof» ou mérrou est un poisson destiné uniquement aux riches."⁷⁷ L'alimentation est devenue un mode de distinction, d'ailleurs pour désigner un riche ou une personne aisée, on dit que c'est un «Thiof.»

La cherté du coût de la vie est une des causes principales de la pauvreté au Sénégal. Les populations démunies sont exclues dans leur accès à certains biens de consommation ou besoins nécessaires. Les frais d'hospitalisation sont excessifs et ne sont pas à la portée des couches moyennes. Le monde urbain dakarois présente l'image d'une société capitaliste sauvage avec une monétarisation des rapports sociaux. De plus en plus, le chapitre des faits divers nous rapporte des cas d'indigents, victimes de non-assistance et souvent à l'entrée des centres de santé. Le capital détermine tout.

Les enfants touchés par les journées aérées sont des sujets vulnérables à la pauvreté urbaine. Une pauvreté urbaine qui s'exprime comme un ordre, un environnement qui entretient la reproduction sociale. Dans une société où les besoins de nécessité sont devenus superflus, manger, se vêtir, se loger, se soigner, les enfants ne peuvent que souffrir de cette situation. Et en particulier des enfants qui vivent dans des milieux défavorisés, dont les parents s'activent dans un cadre précaire et leur quartier soumis à de multiples intempéries.

La situation vulnérable des enfants est maintenant un fait admis, les compagnons Siggis sont en effet en situation de lutte contre la pauvreté. La relation compagnon SIGGI/enfant en situation difficile, instaurée dans les journées aérées, renvoie totalement à une dynamique de lutte contre la pauvreté. L'environnement social des sujets décrit ici, permet de situer le champ d'opération des compagnons SIGGI. Cette relation offre aux jeunes acteurs un outillage conceptuel et des matériaux efficaces pour appréhender les vulnérabilités et les risques qui pèsent sur leur milieu. L'imprégnation dans SIGGI a permis à ces jeunes issus du mouvement associatif de voir que la pauvreté, c'est d'abord la situation difficile des enfants de leurs localités.

⁷⁶ Ministère de la ville, *la pauvreté dans les villes, cas de l'agglomération dakaroise*, op. cit. p. 27.

⁷⁷ Ibidem.

Cette invitation à l'action a permis aux compagnons d'aller au-delà des difficultés qui se posent aux enfants et de s'engager à améliorer l'état de leur cité. Cette envie d'entreprendre contre la galère est symbolisée par les initiatives menées au niveau des quartiers. Nous allons faire la présentation de quelques unes de ces dynamiques développées par les compagnons SIGGI dans les localités Dakar-plateau et Yeumbeul.

Chapitre VI. LA LUTTE PAR LE BAS OU L'ESPRIT D'INITIATIVE CONTRE LE MALAISE URBAIN

Le regard jeté sur la structuration des journées aérées et particulièrement sur la situation sociale des enfants a entièrement révélé l'état social de chaque quartier touché. Le prétexte de la situation difficile des enfants, a permis aux compagnons Siggis de faire une immersion dans les ménages de leur localité, mais aussi d'avoir une large vue sur les risques globaux de la localité. Ainsi chaque équipe de compagnons Siggis a su opérer un diagnostic de son environnement et peser les risques. Cette lecture a produit une mise en confiance à leur niveau et favorisé la floraison d'initiatives, ayant pour seul objectif, la correction des déficits et nuisances du milieu de vie. Les cas que nous avons relevés ont attiré notre attention, par l'originalité de l'action. A Dakar-plateau, nous avons deux exemples assez éloquentes : l'école d'appui de Rail, et la lutte contre la petite délinquance des jeunes compagnons de Reubeuss.

VI-I. L'école d'appui de Rail

Cette école se trouve dans le quartier rail, un bidonville situé entre la rue Félix Eboué et la rue Tolbiac. Rail n'est pas un quartier loti. Il fait partie des résidences invisibles de la ville de Dakar. Le quartier ne figure dans aucune statistique officielle. Rail ne bénéficiait d'aucun service urbain essentiel tel que, eau, électricité, école et sanitaire. C'est grâce à l'installation d'ENDA tiers-monde dans la zone que le quartier a connu un début de régularisation, avec la dotation de bornes fontaines, de toilettes publiques et la construction d'un poste de santé.

L'école d'appui est une initiative traduisant le souci des occupants de Rail, d'affirmer leur existence et leur droit à l'éducation dans le monde urbain dakarais. L'école a été créée en 1995, et était destinée à l'alphabétisation des femmes. Actuellement 40 femmes bénéficient encore de l'encadrement de jeunes moniteurs dont Seydou, c'est ce qui explique souvent l'appellation d'école Seydou par les enfants de la zone. L'augmentation de la population scolaire a conduit à une mutation des activités. L'école dispense des cours appelés, soutien scolaire. 50 à 60 élèves du quartier bénéficient de ce soutien. Les enfants sont des élèves dans les établissements scolaires situés près du quartier (Malick Sy, El Hadji Bibi NDIAYE). Seydou a une classe maternelle qui totalise 65 élèves, ces élèves préparent la classe d'initiation (CI). Ces élèves sont tenus de fournir un bulletin de naissance et une participation de 1500F CFA comme droit d'inscription. La classe maternelle a un double objectif, au-delà de l'initiation, elle permet à ces enfants d'avoir des

papiers d'état civil. Les parents de ces enfants qui sont des artisans, des tapissiers, des lavandières, des bonnes, déclarent rarement leurs enfants à leurs naissances. Leurs mères sont envoyées au village dès les premiers signes de grossesse.

L'inscription à l'école de Seydou permet à l'enfant de bénéficier d'un statut régulier dans le cadre urbain. Certains de leurs aînés ont été exclus de l'école du fait de manque de papier d'état civil. Actuellement, les services scolaires exigent deux bulletins de naissance aux enfants pour passer le certificat d'étude primaire et élémentaire. C'est pour éviter ces ennuis, qui ont déjà eu des effets au niveau de certains enfants de Rail que les responsables de l'école obligent les parents à chercher des papiers d'état civil. L'école Seydou est une construction faite de tiges en bois et de briques récupérées. C'est une sorte d'enclos avec des dalles à l'intérieur plus un tableau noir.

Tout près de la classe de Seydou, nous avons l'école MBaye du célèbre Amoul Yakar MBaye. C'est une école originale car elle se trouve dans la rue, en face du garage des "Ndiaga N'Diaye" dans la rue Tolbiac. L'école Mbaye est une formation coin de rue, une structure éducative Informelle appuyée par ENDA tiers-monde. L'école date de 1991. Le but selon son initiateur : "Est de sauver les enfants, les gosses n'ayant pas tous les papiers ou les moyens nécessaires pour fréquenter l'école publique. Leurs parents se contentent de les envoyer pour une formation." L'objectif est de leur fournir un minimum de savoir pour qu'ils puissent bien vivre dans le monde urbain. Les autorités ont royalement oublié cette école. Notre interlocuteur se plaint du manque d'appui des autorités politiques. Les enfants cotisent 100F CFA le mois.

Actuellement l'école a un local et les moniteurs sont rémunérés par ENDA à la fin de chaque mois. Parmi les enseignants de la formation-coin-de-rue, figure une des compagnons Sigg, B.S, dont nous avons tenu à faire le portrait. L'engagement dans de telles activités mérite qu'on s'interroge sur les motivations de ces acteurs. Qu'est ce qui a poussé ces jeunes à participer à de telles opérations ? Le profil de l'acteur peut fournir un début d'explication.

B.S est une jeune fille qui donne des cours d'appui à la formation coin de rue de MBaye à Rail. Elle a 25 ans, elle est pulaar, de religion musulmane et est originaire de Thiès Elle réside actuellement à Pikine Icotaf cité II. Ses études se sont arrêtées à la classe de troisième secondaire, suite à son échec au BFEM. Elle a suivi un stage de moniteur de collectivité éducative en juillet 1997 et une formation de coin de rue la même année. Elle fut également

bénévole à l'hôpital régional de Thiès en 1994/1995. Concernant les motivations qui l'ont guidées à la formation coin de rue, elle révèle que :« l'argent n'est pas une question primordiale. Je cherche l'expérience dans la prise en charge des enfants en situation difficile. Je veux amener le projet chez moi à Médina Fall, un vrai quartier défavorisé qui se trouve à Thiès ».

C'est donc l'appartenance à un milieu défavorisé qui a déterminé l'engagement de cette jeune compagne Siggì. L'expérience du vécu a servi de motivation suffisante pour participer à la lutte par le bas. La présence de B.S dans cette formation-coin-de-rue et le rôle joué par Seydou au niveau de sa classe d'appui sont les signes de cette révolte des populations démunies contre le malaise urbain. Le refus de l'appauvrissement intellectuel a amené ces jeunes à s'investir dans des actions qui permettent aux enfants de leur quartier d'acquérir le capital social et culturel nécessaire à leur participation à la vie urbaine. De telles initiatives sont aussi relevées dans une autre localité de Dakar-plateau, plus exactement à Reubeuss.

VI-II. La lutte contre la petite délinquance de l'association des animateurs de développement de quartier à Reubeuss. A.A.D.Q

Le problème de Reubeuss, c'est la marge. Les tentations de la marge sont réelles pour les enfants de cette localité. C'est pour extirper ce mal que les jeunes réunis autour de A.A.D.Q, ont décidé de lutter contre la petite délinquance, ces jeunes travaillent pour la réinsertion sociale des enfants en rupture. La réinsertion sociale signifie ici le retour à la vie familiale pour les enfants. L'A.A.D.Q associe l'AJR, association des jeunes animateurs de Reubeuss, qui a été créée le 30 septembre 1990 suite à l'effet Set Sétal. Une autre association fait partie de ce mouvement, l'union des jeunes de la rue Armand ANGRAND située dans Niayes-thiocker en 1993. Cette structure s'occupe du suivi scolaire des enfants et de l'animation socioculturelle des quartiers.

L'idée de lutter contre la petite délinquance découle d'un constat, la fréquentation assidue du milieu de résidence par les jeunes en rupture. Ceci a poussé L'AADQ à réagir. Ces enfants de la rue entraînaient dans leur vagabondage, les gosses du quartier. C'est ainsi que par l'intermédiaire des enfants, il s'est créé un réseau d'approche des enfants en rupture. ENDA jeunesse action(*) a été mise à contribution et souvent des manifestations sportives sont organisées au bénéfice de ces jeunes exposés à la violence urbaine.

L'ambiance quasi fraternelle qui existe entre les jeunes compagnons et ces enfants en difficulté a permis de créer un projet de réinsertion sociale. Ainsi un camp d'orientation pour les jeunes en rupture, a été organisé sous la tutelle d'ENDA jeunesse action avec la participation de certains jeunes compagnons. Ce camp a eu lieu entre le 12 et le 26 septembre 1997 à Sébi-Ponty, un site du ministère de la justice situé à Sébikotane. 25 enfants en rupture ont bénéficié d'un camp d'orientation qui avait pour objectif : « d'éloigner les jeunes en rupture de leurs milieux pour favoriser la rupture avec la drogue et stimuler le désir latent de retour en famille ». Deux des enfants en rupture que nous avons interrogés à Dakar-plateau, Bouya et Cheikh dit boy poulo, font partie de ce groupe.

Douze enfants ont été reconduits dans leurs familles dont cinq à Dakar avec deux enfants à Yeumbeul, un à Guédiawaye, un autre à Yoff village et un autre à Pikine. Les sept autres sont retournés chez eux à Ziguichor, Kolda, Mbour, Tamba, Kaolack et deux à Thiès.

(*) ENDA jeunesse action s'occupe des jeunes en difficulté et des enfants en rupture.

Ces enfants ont été extraits de la marge grâce à l'action des jeunes compagnons. Certains enfants avaient déjà connu la prison, d'autres avaient touché à la drogue. Le drame dans tout ça, est que leurs familles se manifestent peu pour les retrouver. Ce qui rend stériles certaines actions des jeunes de A.A.D.Q. M.DIOP, un des compagnons qui a pris part à ce camp révèle que : « j'ai ramené un gosse à Diaobé et un autre ici à Dakar dans les HLM, mais je doute fort qu'ils restent longtemps chez eux. Ils reviennent toujours vers Tiléne et environs ». Dans ce camp d'orientation les jeunes en rupture ont eu à faire des travaux manuels et se sont exercés à l'agriculture

Un autre mouvement voisin de l'AADQ par le mode d'action se trouve à Fass au niveau du point de médina.

VI-III. Mère : «mère – moins-d'enfants- dans-la-rue »

Cette structure a été créée en novembre 1996. Elle a une certaine ressemblance avec L'AADQ , car elle lutte contre les tentations de la marge. Le problème ici c'est la prostitution des jeunes filles. Le champ d'action se trouve à Fass Delorme. L'amicale regroupe des membres de l'ASC Mboti Pom de la Gueule-tapée, l'ASC Fann, la jeunesse amicale Colobane, Domu Africa, en somme la plupart des animateurs du point de la Médina.

L'idée de lutter contre la prostitution des jeunes filles est née d'une rencontre fortuite avec des jeunes filles de 13-14 ans qui avaient déjà participé aux journées aérées. Ces jeunes filles se livraient au plus vieux métier du monde. Les jeunes compagnons ont décidé de faire un geste en créant cette structure pour sensibiliser le quartier. B.T la dirigeante du mouvement avoue que les débuts ont été difficiles : « certains parents ne voulaient pas nous écouter. Ils sont au chômage et ont totalement démissionné dans la prise en charge de leurs familles. Les filles ne vivent que de ça, et c'est très difficile de les sortir de là. La première fois nous avons réussi à faire uniquement de la sensibilisation. »

Le problème est que cette zone est un bidonville où règne un dénuement total, les bars clandestins qui assurent la vente d'alcool de qualité douteuse constituent la seule activité, en plus des rares ateliers de mécanique. La rue qui mène au quartier est dénommée, la rue sans loi. La police a organisé des descentes régulières et les mairies des communes d'arrondissement de la Médina et de Fass, Gueule-tapée, Colobane ont été mises à contribution par l'association. Notre

jeune leader nous apprend que : « nous avons eu le concours d'assistantes sociales et nous avons formé 25 jeunes comme relais communautaires contre le sida. Nous avons récupéré 12 filles de 12 à 15 ans. Elles ont eu une formation au centre technique féminin de la rue 41x26 à la médina ». Ce centre est une structure de formation en enseignement ménager. Les filles bénéficient des cours de couture, de cuisine et de théâtre qui leur permettent d'échapper à la prostitution. Cependant, le problème demeure car le mal est à la racine. L'environnement familial délétère ne facilite pas une protection de ces jeunes filles. La nuit, certaines ruelles sont transformées en de véritables lieux de passe. Malgré tout, B.T garde espoir et compte sur les nombreux hommes politiques de la localité pour réussir son projet

B.T. a un profil remarquable, elle a une longue expérience des difficultés de la vie urbaine. C'est une habituée des collectivités éducatives. Elle a participé au projet Yakar 1989, 1990, 1991, un projet qui s'occupait de la réinsertion sociale des enfants de la rue. Elle est monitrice diplômée et animatrice culturelle dans la troupe théâtrale de Domu Africa. Cette association organise des marchés hebdomadaires chaque année. Ce marché sert de foire aux jeunes artisans et petits opérateurs économiques. Les revenus tirés permettent d'assurer les frais d'organisation des activités. B.T. fait partie des premiers jeunes qui ont collaborés avec ENDA tiers-monde dans l'environnement urbain dakarois. Elle appartenait au mouvement des Coeurs Vaillants/Ames vaillantes (CVAV). Elle dit : « notre association travaille avec ENDA depuis 1985. »

La grande expérience tirée de ces différents mouvements de jeunesse l'a amené à s'occuper des jeunes filles de sa localité. Cette expérience lui a permis de solliciter les ressources locales que sont les mairies d'arrondissement, la gendarmerie de médina, le centre de formation des jeunes filles et d'autres bonnes volontés. Elle a acquis une bonne culture dans la confection de projets d'utilité publique. Sa lutte par le bas est une expérience à populariser dans la solution de certains problèmes sociaux.

Ces réactions positives de B.T, de B.S et de L'AADQ de Reubeuss constituent une symbolique des dynamiques urbaines qui s'opèrent au niveau des jeunes dans l'environnement dakarois. Dans ce monde urbain hostile à l'insertion des jeunes, ces derniers réussissent à créer des interstices de sorties de crise par le biais de leur tissu associatif.

Ces actions menées dans des cadres communautaires portent en partie les traits culturels de la société africaine traditionnelle. Le regroupement fréquent des jeunes en association dans les quartiers populaires de Dakar n'est pas un phénomène propre à la ville. Il relève d'un héritage culturel ancien qui persiste aujourd'hui encore malgré que la ville moderne se présente comme un « haut lieu de forte consommation de coutumes et de traditions »⁷⁸.

Nos sociétés africaines modernes gardent encore le sens de la vie communautaire dont le fondement aura été une conception élevée du devoir de solidarité collective, de chaleur, de fraternité humaine. L'engagement des jeunes compagnons dans des actions d'utilité publique et sociale telles, la réinsertion sociale des enfants en rupture, l'appui scolaire ou la lutte contre la prostitution des jeunes filles, est une réactualisation de ces valeurs traditionnelles de devoir de solidarité. Les transformations sociales introduites par le modernisme, le mimétisme culturel de l'occident n'ont pas tué cette culture de solidarité.

Il est vrai que la jeunesse africaine a été considérablement affectée par ses transformations sociales comme le souligne Fabrizio Terenzio : « la jeunesse africaine récemment urbanisée a connu en l'espace d'une génération deux événements d'une portée considérable, la place quantitative prépondérante qu'elle a prise dans la société (...), et la perte de sa fonction sociale fort bien définie dans la société traditionnelle et qui n'a pas trouvé son substitut dans la société moderne où même les jeunes médecins deviennent chômeurs »⁷⁹. La situation des jeunes dans la société africaine est bien décrite par la structure sociale avec les classes d'âge, qui au-delà du système de parenté, constituent l'élément le plus significatif pour cerner le rôle des jeunes dans la société.⁸⁰ La classe d'âge est une institution sociale qui correspond à des cycles de vie individuelle. Elle a pour effet de déterminer les périodes d'âge où les individus peuvent se marier, procréer, travailler.

⁷⁸ Simon THIAW, *Vie associative des jeunes à Hann et à Fass*, ENDA JEUDA 25, 1985, p. 37.

⁷⁹ Fabrizio TERNIZIO, Problématique des enfants en situation difficile, in *Enfants en recherche et en action*, ENDA Tiers Monde, Dakar, 1995, op. cit. p.22.

⁸⁰ Boubacar LY, *La situation sociale de l'enfant Africain*, in Educafrica N° spécial, 1979, pp. 9 à 27.

Ce qui fait dire à Marc Abelès que : « Dans toute l'Afrique (...), l'âge répartit les individus et les groupes en un système qui constitue l'armature globale de la société et qui contribue à leur permettre de se représenter dans sa totalité. »⁸¹

La classe d'âge est non seulement cellule d'accueil mais aussi cellule éducative. Elle est la cellule de base du système de formation qui va faire de l'enfant, un homme accompli ou une femme conforme à l'idéal traditionnel. C'est à la sortie de la classe d'âge qu'il va franchir les étapes de l'enfance, de l'adolescence et entrer dans une vie communautaire. La couverture sociale du jeune était totale. Il tirait de cette forme d'éducation, une expérience sociale riche en capital social et culturel. Tout ce qui touche à la vie professionnelle était familier à l'enfant, dès son plus jeune âge.

Le travail avait un caractère social. La soudaine entrée dans la modernité et le mimétisme délibéré du mode de vie occidental vont créer une rupture profonde dans ce monde communautaire. B.Ly soutient que « L'importation de l'école en même temps qu'elle a déresponsabilisé l'enfant a créé une situation typique d'acculturation (...). Le voisinage de l'institution scolaire et de la famille baignant l'une et l'autre dans un milieu culturel différent aboutit à la « production » d'un enfant puis d'un homme séparé, aliéné c'est à dire ne ressortissant finalement d'aucune des deux cultures qui l'ont imprégné... ».⁸²

Cette assertion rappelle les propos pathétiques de la grande Royale dans *l'aventure Ambiguë*: « L'école où je pousse nos enfants tuera en eux ce qu'aujourd'hui nous aimons et conservons avec soin à juste titre. ».⁸³ Ce n'est pas l'institution scolaire en tant que tel, qui a profondément modifié le cadre d'évolution des jeunes dans la société. Les autres supports de la modernité, introduits par le choc colonial, ont aussi contribué aux transformations des structures sociales africaines. L'école et les instruments de la modernité ont créé d'autres cadres de formation et de promotion sociale de l'individu. La modernisation a entraîné une plus grande distanciation entre l'enfant africain produit de l'école occidentale et sa communauté. L'école en « déresponsabilisant » l'enfant, l'a éloignée des corps de métiers définis au sein du groupe de parenté et a réduit de fait son champ de promotion sociale. Le jeune est plongé dans une nouvelle

⁸¹ Marc ABELES, *Age, pouvoir et société en Afrique noire*, Karthala, 1985, p.14.

⁸² Boubacar LY, *La situation sociale de l'enfant africain*, Educafrica N° spécial, 1979, pp. 20-21.

⁸³ Cheikh Hamidou Kane, *l'aventure ambiguë*, Julliard, Paris, 1961, op. cit. p.57.

socialité où prime la compétition, la réussite individuelle. Et la sélection laisse sur le carreau beaucoup de candidats. Les jeunes sont exposés aux dures réalités de la quotidienneté urbaine. Une quotidienneté rythmée par la recherche effrénée de l'argent, où il faut un minimum de capital social et culturel pour pouvoir participer.

La lutte de ces jeunes dans leur quartier est une tentative d'insertion dans la ville. Le quartier est le meilleur support pour réussir cette lutte. C'est l'espace de vie le mieux maîtrisé où les jeunes se sentent maître et possesseur de la nature. Les conflits qui opposent souvent les riverains ou les résidents d'un quartier aux autorités, sont le fait des jeunes qui veulent signifier aux autorités politiques, qu'ils sont les responsables de leur localité. Ce que la ville moderne leur refuse, l'emploi, le revenu, une identité, ils l'obtiennent dans leur quartier. S'occuper de l'animation du quartier ou du cadre de vie des habitants est aux yeux des populations, une activité utile. Au-delà du rôle social, ils ont aussi le statut d'agent de développement. La mobilisation des énergies locales que sont: les détenteurs du pouvoir temporel, les bailleurs de fond, qui interviennent dans les quartiers grâce au concours des jeunes compagnons, est une marque de réussite de leurs actions.

Un autre mouvement a aussi attiré notre attention dans cette lutte contre la pauvreté, par le bas, c'est l'association nationale pour le bien être des populations (ANBEP) à Houdalaye, Yeumbeul du fait du rôle prépondérant que jouent ces jeunes membres dans le point de Yeumbeul. Il faut préciser que l'ANBEP est une structure qui a existé bien avant les journées aérées SIGGI. Elle est citée ici en fonction du rôle joué par ses jeunes membres dans le point de Yeumbeul.

VI-IV. Les jeunes leaders de ANBEP HOUDALAYE YEUMBEUL

L'ANBEP est une association qui a été créée le 27 janvier 1991 sur l'initiative de 19 notables du quartier HOUDALAYE. L'objectif de départ est de: « Satisfaire les populations dans l'approvisionnement en eau potable des quartiers de Yeumbeul ». Les jeunes constituent la force physique de l'association. Ils constituent l'encadrement, et l'équipe technique. Le problème de ce quartier Houdalaye est le même pour l'ensemble des quartiers de Yeumbeul. Ce sont: « la faible planification familiale, la faible scolarisation, les revenus familiaux insuffisants,

la mortalité infantile, l'abandon des enfants, la drogue, la prostitution, la mendicité, le vol, le chômage, l'insalubrité » (Gret/Anbep, 1997)

Les jeunes réunis autour de cette amicale, en partenariat avec les anciens ont pris à bras le corps les difficultés de leur milieu. La première chose à faire est l'amélioration du cadre de vie, Yeumbeul malgré son existence quasi séculaire souffre de carence réelle en service urbain essentiel. L'eau est une denrée rare. L'amicale s'est rapproché de la SONNES de Pikine, et a négocié l'installation de branchements sociaux. 98% de la population de Houdalaye ont bénéficié de cette action en 1987-1988. Des bornes fontaines sont installées et les vieux assurent la distribution à raison de 15 F CFA la bassine et 10 F CFA le seau d'eau.

Cette première action va pousser l'amicale à aller de l'avant. Le quartier étant victime de l'habitat non structuré, le manque d'infrastructures hygiéniques et sanitaires encourage une détérioration du cadre de vie. Un programme dénommé Eau/Assainissement fut lancé. Ce programme avait pour but de réaliser des latrines industrielles, des puisards domestiques et l'achat de charrettes pour la collecte des ordures ménagères. Le quartier était très éloigné du point de ramassage des ordures ménagères de la CAMCUD. Le système le plus répandu est l'enfouissement, et quand la pluie tombe, les risques de péril fécal sont réels avec l'émergence des déchets. L'ANBEP a pu attirer des bailleurs de fond et activer les ressources locales pour réaliser le programme. Le CAMCUD, collectif des associations de la communauté urbaine de Dakar, qui s'occupe de la collecte des ordures après la disparition de la SIAS a participé à l'exécution de ce programme ainsi que le programme life du PNUD qui s'occupe de l'environnement, l'AGETIP, le service d'hygiène, ENDA Ecopop et l'ONG AJED ont été aussi mis à contribution.

250 relais hygiène ont été formés dans le quartier pour une meilleure connaissance des problèmes environnementaux. Ces relais ont bénéficié d'une formation sur le recyclage des ordures ménagères (plastiques, papiers...), sur la collecte des ordures et la construction de puisards et latrines. Ainsi les 65 puisards qui ont été réalisés en 1996 à Houdalaye, Keur Massar, AFIA, et Thiaroye Kao ont été construits par les jeunes du quartier réunis, autour de l'union des frères de Yeumbeul (UFY), de l'ANBEP et de l'association des jeunes de Yeumbeul pour la promotion et la réinsertion sociale (AJYPROS). Les puisards permettent de régler le problème des eaux usées car les flaques d'eaux constituent des nids de pathologie pour les enfants. L'on précise que les 50 puisards ont été financés grâce à l'appui du programme life Unesco, Pnud,

et ENDA Ecopop, mais les onze restant l'ont été sous financement propre, par le biais des tontines.

Les jeunes de l'ANBEP se sont mobilisés avec leurs anciens pour apporter une solution aux difficultés du cadre d'habitat. Cette dynamique née de la gestion de l'environnement a permis la floraison d'autres initiatives.

Une école a été ouverte au niveau du siège social de ANBEP à Houdalaye. L'école est un centre communautaire d'éducation et de formation. Elle a un volet alphabétisation qui s'occupe des déscolarisés qui sont au nombre de 40. Ces élèves bénéficient d'un cours d'alphabétisation fonctionnelle en atelier théâtral et en menuiserie. 35 jeunes filles suivent des cours de couture. L'inscription est de 500F CFA l'année. 92 autres élèves suivent des cours d'appui scolaire. Ces écoliers sont la plupart dans des classes à double flux et n'ont pas d'aides scolaires chez eux. L'école des "jeunes compagnons" d'ANBEP fournit le soutien nécessaire à leur longévité dans le cadre scolaire.

Une autre initiative qui porte l'empreinte de cette volonté de se défaire de cette structure de vulnérabilité, qu'est la pauvreté, est le projet du GIE BENO. L'une des membres de ce groupement est sociétaire de l'ANBEP. Ce groupe de jeunes a initié et développé un projet de lutte contre la malnutrition. Le groupe a ouvert un « PNC », un centre de nutrition communautaire. Le PNC est le programme de nutrition communautaire qui est sous la tutelle de l'AGETIP. C'est une proposition de la Banque Mondiale comme instrument de lutte contre la pauvreté. Et Yeumbeul est un quartier pilote dans ce domaine. Le groupe BENO l'a compris et s'est engagé dans cette voie pour atténuer la dénutrition des enfants de la localité.

Les membres de ce groupement ont bénéficié d'une formation d'un mois en avril 1994. Ils ont eu un certificat d'études en promotion industrielle et commerciale. Après ils ont signé un contrat avec l'AGETIP et le contrat doit arriver à terme en 1999. Ils ont déposé aussi comme garantie 50.000F CFA et le GIE obtient 240.000F CFA le mois. Le travail consiste à servir de conseil nutritionnel aux femmes enceintes et aux femmes allaitantes. Le programme a trois volets : l'IEC, la pesée et le stockage.

l'IEC signifie : l'information, la communication et l'éducation.

Les femmes bénéficient de séances de causeries sur la santé maternelle, l'alimentation de l'enfant. La pesée permet le contrôle du poids de l'enfant. Le stock est le volet essentiel. Il

consiste à la distribution de céréales visant à renforcer la physiologie des femmes et des enfants. Les femmes achètent un ticket à 25F CFA. Ce ticket est renouvelé chaque semaine. 533 femmes ont été touchées ainsi que leurs enfants qui sont au même nombre en 1997. Dans la même année le centre a enregistré 172 enfants malnutris de 0 à 3 ans, et 60 enfants bien portants ont été relevés.

158 femmes mères d'enfants malnutris ont bénéficié de leurs conseils. Le programme a permis aux jeunes mères de familles de prendre conscience de l'éducation infantine. Les vaccinations sont bien suivies grâce au concours du poste de santé de Yeumbeul. Cette initiative de BENO permet de renforcer les capacités physiologiques des enfants mais favorise aussi l'éveil des femmes sur les problèmes de la santé de la reproduction. L'initiative du groupe BENO se joint aux autres alternatives développées par les jeunes dans le monde urbain dakarais. Face à la rareté des offres d'insertion, ils ont su, par le bas, à l'échelle locale, réinventer des processus de promotion sociale utiles pour eux et pour l'ensemble de leur milieu.

Cette dynamique jeune au niveau local est bien restituée par Annick OSMONT qui révèle que : « La conquête d'un processus d'intégration dans un cadre dont les règles du jeu sont fixées par les jeunes et qui pour être opératoire, se fondent sur une conquête de la société urbaine par l'urbain local (...). Le local, c'est aussi des relations de voisinage, par classe d'âge, c'est aussi la possibilité d'une vie associative. Les fameuses associations sportives et culturelles dakaraises, c'est la création du lien social qui débouche parfois sur des initiatives de gestion de services urbains de proximité telle que l'organisation du ramassage des ordures à l'échelle micro-locale ou plus rarement, sur une dynamique de création d'activités économiques... »⁸⁴

Cette pluralité d'expériences à une échelle micro-locale est une preuve suffisante de cette nouvelle culture urbaine qui préside au niveau des jeunes. Face à la rareté des offres d'insertion et des perspectives d'avenir, les jeunes ont pu à travers le réseau associatif et du voisinage, refuser l'aliénation. Ils sont devenus les nouveaux investisseurs qui se font rare dans le ciel africain. Leur investissement est pratique, il est concret et il est en adéquation avec les besoins locaux. L'école informelle de Seydou, la lutte contre la petite délinquance des jeunes de Reubeuss, ainsi que les pratiques quotidiennes des jeunes sociétaires de l'ANBEP constituent le symbole de ce refus de la galère, mais également le renoncement à l'oisiveté et la lutte contre l'instrumentation politique

⁸⁴ Annick OSMONT, *La ville fabrique les jeunes, les jeunes inventent un nouvel ordre urbain*, op. cit. p. 61.

des jeunes par des politiciens sans projets durables pour eux. Les différentes initiatives présentées ici montrent toute l'ingéniosité des jeunes et des populations démunies en générale face aux effets de la crise. Les initiatives menées au niveau local ont permis le développement d'une culture entrepreneuriale, même si elle s'exprime dans la périphérie.

La mobilisation des bailleurs de fond comme le PNUD/LIFE, l'UNESCO, ENDA/ Ecopop, ENDA/Siggi, l'AGETIP, est une victoire sur le modèle urbain Dakarois. Les puisards et latrines construites ne constituent qu'une correction des méfaits des politiques urbaines, qui emprisonnent les quartiers défavorisés dans leurs nuisances.



CONCLUSION GENERALE

»

La ville de Dakar, comme la plupart des villes africaines est constituée d'une bonne part de populations jeunes, des jeunes qui y font l'expérience de la vie urbaine dans des endroits divers. L'écart entre la périphérie urbaine et les quartiers centraux est une marque de ce paysage hétérogène. La ville de Dakar n'est pas arrivée à terme dans la construction de la modernité. Ceci est révélé par la présence des îlots d'habitats spontanés dans toute l'agglomération. Ces îlots se singularisent par l'entassement des constructions, la juxtaposition des concessions entre des ruelles inondées faute d'un bon réseau d'évacuation des eaux usées. A cette faible urbanité, s'ajoute un chômage des jeunes et des moins jeunes. Le chômage des jeunes diplômés est entretenu par la rareté des offres d'emplois et l'inadaptation du système éducatif aux réalités actuelles.

La ville devient de fait un espace de tensions et de conflits où les petites gens ne peuvent s'offrir un titre foncier ou un habitat convenable et les exclus de l'emploi sont obligés de se mettre à la débrouille quotidienne pour échapper à la galère. Cet ensemble désarticulé est une fabrique de chômeurs et d'exclus, et est loin d'être un cadre d'épanouissement ou d'insertion sociale.

C'est dans ce climat de tensions et de contraintes que tente de s'occuper la majorité des dakarois et parfois dans des conditions insoutenables. La situation des « Boudiouman » est une parfaite illustration de cette lutte pour la survie qui rythme le quotidien de beaucoup de jeunes dans Dakar. Les « Boudiouman » sont des jeunes de 10 à 18 ans qui explorent les poubelles pour s'inventer des moyens de survie ».⁸⁵ Le terme « Boudiouman » vient du diminutif « Boudiou », qui veut dire en Wolof plonger dans la mer pour pêcher des « Bardji » ou huîtres. La fouille des poubelles est assimilée à cette pêche aux huîtres où le plongeur s'engouffre dans les fonds marins.⁸⁶ Aujourd'hui la fouille des poubelles est un moyen de gagner de l'argent. Cette activité s'effectue dans un dénuement total, la récupération est une activité à risque, elle expose à des maladies telles que la fièvre typhoïde, le péril fécal. Ce phénomène résume tout le drame humain qui se déroule dans l'agglomération dakaroise. L'atmosphère délétère induite par la pauvreté a poussé les gens à faire face en développant diverses stratégies de résistance.

⁸⁵ UNICEF/Sénégal, *analyse de la situation des femmes et des enfants au Sénégal*, août, 1995, op. cit.. p. 155.

⁸⁶ UNICEF/Sénégal, *IBIDEM*

Cette lutte pour la survie fait de Dakar, un foyer de dynamisme et de changement. Les populations rivalisent d'ingéniosité et d'innovation pour sortir de la crise. Tout est en train de s'y faire, la panoplie de métiers, identifiés dans la structure socio-professionnelle des parents des enfants, est une symbolique de ces changements. Les jeunes ne sont pas en reste dans cette dynamique de changement et d'innovation. Ils sont touchés par cette mentalité axée sur la volonté de survivre et le désir de réussir avec tout ce que cela comporte comme créativité et initiative. L'école Seydou qui s'active à renforcer les capacités intellectuelles et sociales des enfants de Rail est une de ces dynamiques. La lutte contre la petite délinquance menée par L'AADQ de Reubeuss à côté de «mère-moins-d'enfants-dans-la-rue » à la Médina, s'inscrit dans cette volonté de se défaire des situations aliénantes. Les jeunes ont senti la nécessité de s'investir dans leur quartier, de prendre part à la transformation de leur cité.

Ces situations sont positives à multiples égards, elles ont montré au premier abord, que malgré la rareté des offres d'insertion, il existe des possibilités de tuer l'oisiveté au niveau de la jeunesse. Les parcelles d'activités conquises par les jeunes dans ce marché urbain opaque sont la preuve de leur capacité à faire face. En outre, les jeunes ont su à travers leur mouvement associatif, créer un lien social dans le quartier.

Le mouvement associatif sert de trait d'union entre les résidents des quartiers, c'est le lieu de discussion et de gestion des problèmes du terroir. L'exemple de l'association nationale pour le bien-être de la population à Yeumbeul Houdalaye, est assez explicite. Cette association s'occupe de l'amélioration du cadre de vie par la réalisation des puisards et de latrines individuelles. En plus de ces réalisations, elle s'occupe d'une école d'alphabétisation fonctionnelle pour les femmes et les enfants déscolarisés de la localité. Il faut ajouter que dans cette amicale, des groupements de femmes ainsi que des cercles de sages sont associés aux jeunes. C'est grâce à cette amicale, que la zone de Yeumbeul Pular, précisément le quartier Houdalaye a eu à bénéficier de certains services urbains essentiels.

Les habitants ont pratiqué une expertise efficiente des difficultés de la localité. Le chômage des jeunes, l'abandon des enfants, la forte fécondité des femmes et leur faible couverture sanitaire, ainsi que l'insalubrité ont été désignés comme les problèmes à résoudre⁸⁷.

⁸⁷ ANBEP, *Propreté et gestion du cadre de vie, la réponse des femmes de Ambepe*, Ministère de la femme, de l'enfant et de la famille, Grand prix du chef de l'Etat, 9^e édition.,1997,12 p.

Sur les 1.222 habitants de Houdalaye, on relève un pourcentage de 56,45% constitués de jeunes de moins de vingt ans⁸⁸. Le taux de scolarité est de 25,08 % au niveau élémentaire. Ce qui est très faible. En outre, 73 maisons bénéficient de branchements SONES donnés grâce à l'ANBEP et 53 maisons sont abonnées à la SENELEC. Le diagnostic du milieu de vie, l'ANBEP a su le réussir grâce à l'intervention de certains partenaires stratégiques, tels que le PNUD/Life qui est un programme qui s'occupe de l'amélioration de l'environnement local en milieu urbain. Il a financé la grande partie de la réalisation des puisards. Ce programme a été associé à d'autres interventions, telles que le PADEC, projet d'appui aux dynamiques de quartier et d'amélioration du cadre de vie. Ce projet est sous la coordination de ENDA-Ecopop. Le programme UNESCO/CNNUEH est aussi intervenu dans l'amélioration du cadre de vie à Yeumbeul. Ce programme relève de la conférence des Nations-unies pour les établissements humains habitats. Il a un volet renforcement des capacités locales des organisations de base intervenant en milieu urbain.

D'autres organisations non gouvernementales ont travaillé avec les jeunes de l'ANBEP, ENDA-SANTE et AIDSCAP, une ONG canadienne qui s'occupe de la lutte contre le sida. 72 relais ont été formés sur la lutte contre le Sida. Ils se chargent de la sensibilisation du quartier. La présence de cette multitude de partenaires traduit la capacité de ces mouvements à mobiliser des ressources locales et extérieures pour réaliser leur projet. Les intervenants ont apporté l'information nécessaire au renforcement des capacités locales. L'esprit Siggì est une de ces informations nécessaires, qui ont permis aux jeunes compagnons de pouvoir lire leur milieu, de cerner les difficultés et d'apporter les solutions idoines.

Siggì a permis à ces jeunes de relever la tête, de chercher des occupations utiles. Les jeunes compagnons de Reubeuss, Médina et Yeumbeul, ont fait corps avec cette maxime en association avec les énergies locales pour faire face à la précarité de leur environnement. Ils se sont appropriés le projet Siggì en le transformant en initiatives endogènes. La relation médiante qui s'est tracée entre le jeune moniteur et l'enfant en situation difficile a aboutit à une grande œuvre de solidarité autour de tous les problèmes des quartiers. L'itinéraire de l'un des jeunes leaders de l'ANBEP sert d'illustration à cette forte solidarité.

⁸⁸ *Ibidem.*

Mass a la trentaine confirmée, c'est un ancien étudiant. Il affirme que : « J'ai fait le Mouvement CVAV «Cœurs vaillants, âmes vaillantes ». J'ai eu le certificat de moniteur des collectivités éducatives en 1992. En 1985, j'avais participé à un camp de la croix rouge sénégalaise. Et j'ai toujours milité dans notre Asc de quartier, l'A.S.C FARBA à Yeumbeul .En plus de cette forte expérience dans le mouvement associatif, notre interlocuteur est un agent de développement très actif au niveau local, que nous avons d'ailleurs vu à l 'œuvre. Il nous apprend:« Je m'occupe de la classe d'alphabétisation au niveau du centre social de L'ANBEP, j'ai une classe pour femme adulte et une classe pour enfants. En 1994, au début de Sigg, j'ai été mandaté par l'ANBEP pour être auxiliaire. Notre collaboration avec ENDA a commencé par le don de 1,2 tonnes de lait à l'ANBEP. » Aujourd'hui, le don est à ranger dans le registre des souvenirs et les siens ont rompu avec la logique assistancielle. Les cours d'alphabétisation fonctionnelle au bénéfice des femmes et enfants, les puisards et latrines réalisés montrent qu'ils se sont engagés à accroître par eux même, leurs possibilités d'insertion.

L'initiative par le bas, singularise cette volonté de faire des jeunes, malgré les menaces de l'oisiveté. Les jeunes des différents mouvements nommés dans cette analyse, ont démontré qu'il existe des possibilités de faire et d'avoir des situations de revenus dans ce marché urbain difficile qui fonctionne comme une arène. La crise économique qui frappe le Sénégal depuis plus d'une décennie a un impact lourd au niveau des couches vulnérables de la population. Les jeunes, vu leur position dépendante, sont au devant de la scène. Le chômage et les phénomènes de morbidité comme la drogue, la violence urbaine, l'oisiveté sont les mots qui se prêtent le mieux à leur situation.

Le problème de la jeunesse ne pouvait rester indifférent à notre première tentative heuristique. La relation faite entre la question de la jeunesse face à la pauvreté urbaine dans Dakar, a permis de poser l'étendue du phénomène pauvreté. Cette liaison a également permis de relever l'ingéniosité des jeunes et des populations démunies. Malgré l'acuité de la crise Dakar est un laboratoire d'initiatives et d'innovations. La pluralité des activités identifiées dans Dakar-plateau, Reubeuss, Niayes-thiocker, Rail, Yeumbeul comfirme nettement ce phénomène. C'est cette synergie d'actions autour des problèmes liés à la pauvreté qui nous a poussé à cheminer dans un champ pluriel.

L'on ne voulait pas s'enfermer dans une dynamique isolée ou dans un quartier esseulé malgré la lourdeur méthodologique d'une telle démarche. Notre péripiétie à travers Reubeuss, Niayes-thiocker, Rail, Fass et Houdalaye, s'inscrit dans cette recherche d'objectivation du capital d'initiative des jeunes au niveau local. Nous avons tenu à restituer les mots et discours de ces jeunes, pour être fidèle à cette volonté de faire des jeunes. Les gestes et vocabulaires actualisés par ces jeunes font corps avec cette logique de changement et d'innovation. L'utilisation de certaines expressions populaires dans ce texte renvoie à ce souci de coller à ce mouvement dans Dakar.

Ce milieu urbain où l'accès au premier emploi demeure le problème principal de l'insertion urbaine. Le secteur moderne a cessé d'être un débouché pour les jeunes alors qu'en même temps, le secteur non enregistré n'a pas les capacités pour accueillir tous les chômeurs. Et le SENEGAL n'a pas non plus des opportunités de reconversion dans l'agriculture, d'où la profondeur de la crise urbaine. Les jeunes urbains sont particulièrement victimes de cette situation en ce sens qu'ils voient leur demande sociale et leurs possibilités d'insertion réduites à des chimères. A cette situation, s'ajoute l'érosion de la capacité des chefs de ménage à assurer le maximum de capital social ou culturel nécessaire du fait de la faiblesse des ressources. L'absence de recours les expose aux dures réalités de la vie urbaine qui est complexe et impitoyable.

Ce manque de perspective les oblige à tenter diverses stratégies pour se libérer des vulnérabilités. Ils cherchent à tuer l'oisiveté et se défaire de la précarité par tous les moyens. C'est là que se perçoit le rôle majeur des associations urbaines informelles des jeunes. Ces associations mettent en œuvre diverses pratiques pour contourner la pauvreté, volontariat, les travaux d'intérêt public, la sensibilisation sur les dangers tels le sida, le choléra...

Les mouvements de jeunesse ne se limitent plus à l'animation socioculturelle du quartier dont ils ont le monopole, ils tendent de plus en plus vers des actions de développement. Leur dynamisme est facilité par cette singularité qu'ils partagent avec les organisations non gouvernementales, la flexibilité dans l'organisation, la dimension restreinte et leur implication au niveau local et micro-local. Ces associations de jeunes sont pour la plupart des cercles de fraternité, de voisinage, en somme des cercles de convergence autour des réalités du milieu de vie. Elles résultent souvent d'une vision commune, la volonté de faire quelque chose pour la

collectivité d'appartenance. Ces associations révèlent la propension des jeunes à s'organiser, à l'exemple des 336 associations identifiées dans SIGGI

Ces mouvements ont l'assise populaire suffisante pour mener à bien toute action de développement ou une intervention tendant à renforcer les capacités des populations au niveau local. Les jeunes compagnons ont trouvé à travers leurs regroupements de quartiers, de solides réseaux de solidarité qui font du développement à l'échelle du quartier, dans des territoires moins étendus et parfaitement maîtrisés.

Combattre la pauvreté, c'est d'abord renforcer les éléments sécuritaires. Ce n'est pas des dons de vivres et de lait qui vont éliminer la pauvreté, mais une mise en confiance des individus victimes de la pauvreté. C'est s'attaquer aux contraintes objectives qui entretiennent la vulnérabilité des populations. L'exemple de la relation Siggi /Jeunes-compagnons a montré que l'information est un de ces éléments nécessaires. L'information est la somme des connaissances suffisantes, susceptibles de garantir une expertise et des interventions efficaces. Le programme Siggi en ciblant la pauvreté et en s'attaquant à la situation difficile des enfants a fourni une manière de voir et de diagnostiquer, aux mouvements jeunes. Cette lecture a été déterminante dans la lutte contre la pauvreté. Elle a montré que la pauvreté n'est pas essentiellement économique, les déficits identifiés au niveau de ces enfants renvoient beaucoup plus à des aspects humains. En ce sens, les cibles focales des jeunes de ces quartiers sont sociales, l'analphabétisme, l'abandon scolaire, la réinsertion des jeunes en rupture, la lutte contre la prostitution des jeunes filles et la petite délinquance et aussi l'amélioration de l'environnement. La recherche du FCFA n'est pas la mère des priorités

La lutte contre la pauvreté repose entièrement sur une socialisation des populations. Il faudrait que les SENEGALAIS sachent d'abord qu'est-ce qui fait leur pauvreté ? En quoi ils sont pauvres? C'est la résolution de cette équation qui donnera plus de succès à nos entreprises de développement et non une recherche effrénée d'aide publique au développement

BIBLIOGRAPHIE

• ŒUVRES SPECIALISEES

1. Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde, la pauvreté*. Washington DC, 1990, 287 p.
2. Banque mondiale, *La lutte contre la pauvreté; directives opérationnelles*, Washington DC, 1992, 26 p.
3. Banque mondiale, *Sénégal, évaluation des conditions de vie*, Région Afrique, 1994, 52 p.
4. Banque mondiale, *Sénégal, évaluation des conditions de vie*, contribution d'Alice Nicole Sinzingre, département Sahel, Washington, janvier 1994, 30 p.
5. CONGAD/Sénégal FALL A.Salam (sous la direction de), *La pauvreté rurale au Sénégal, diagnostic et stratégie de lutte*, groupe de recherche stratégique, rapport final, juillet 1997, 163 p.
6. DPS, *Enquête sénégalaise auprès des ménages (ESAM 1997)*, rapport de synthèse, octobre 1997, Dakar, 110 p.
7. DPS, *Région de Dakar, répertoire des localités*, Bureau national de recensement, RGPH 1988, 14 p.
8. Enda tiers-monde/Gret, *Etudes monographiques des villes partenaires, Pikine, Guédiawaye, Rufisque*, programme crise urbaine, exclusion sociale et coopération Nord/sud, Enda, septembre 1996, 302 p.
9. Enda tiers-monde, *Enda un an de plus, activités 1995*, Enda, 1997, 180 p.
10. Enda tiers-monde, *Enfant en recherche et en action, une alternative africaine d'animation urbaine*, Enda jeuda, 1995, 252 p.
11. Enda tiers-monde, *Rapport d'activités du programme Siggì, résultats et perspectives d'un programme d'appui V d'évaluation aux populations dakaroises*, Enda Siggì, 1994, 82 p.
12. Ministère de l'économie, des finances et du plan, *Tableau de bord de la situation sociale au Sénégal*, DPR 4, Dakar édition, 1995, 220 p.
13. Ministère de la ville, *La pauvreté dans les villes, cas de l'agglomération dakaraise*, Dakar, 1996, 82p.
14. PNUD, 1995, *Rapport sur le développement humain*, Paris, Economica, 204p.
15. PNUD, 1997, *Rapport sur le développement humain*, Paris, Economica, 252p.

16. PNUD, *Les visages de la pauvreté*, in le choix, la revue du développement humain. octobre 1996, 26 p.
17. UNICEF/Sénégal, *Analyse de la situation des femmes et des enfants au Sénégal*, Dakar, août 1995, 190 p.

• OUVRAGES GENERAUX

18. ANNICK Osmont, La ville fabrique les jeunes, les jeunes inventent un nouvel, ordre urbain, in Actes du colloque, *Jeunes - Villes – Emploi, quel avenir pour la jeunesse africaine ?* Paris, Ministère français de la coopération et du développement, 26 - 19 octobre 1992, 310 p.
19. ANTOINE Philippe, DIOP A. Bara et alii, *La ville à guichets fermés, itinéraires, réseau et insertion urbaine*, Dakar, IFAN/ORSTOM / CEPED, 1995, 360 p.
20. ANTOINE Philippe, FALL A. Salam, *Les familles dakaroises face à la crise*, Dakar, IFAN/ORSTOM/ CEPED, 1995, 209 p.
21. ABELES Marc, *Age, pouvoir et société en Afrique noire*, Paris, Karthala 1985, 330 p.
22. BOINVILLIER J, *Etude d'une synthèse d'évaluation de l'action des ONG, étude de cas*, Paris, GRET/Secrétariat d'état à la coopération, N° 34, octobre 1997, 98 p.
23. BOURDIEU Pierre, *La misère du monde*, Paris, édition Seuil, 1993, 350 p.
24. DIOP Momar Coumba (sous la direction de), *Sénégal, trajectoire d'un Etat*, Dakar, CODESRIA, 1992, 500 p.
25. DIOP Momar Coumba, *La lutte contre la pauvreté à Dakar, vers la définition d'une politique municipale*, Dakar, PGU, 1996, 195 p.
26. ELA Jean Marc, *La ville en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1983, 220 p.
27. ELA Jean Marc, *Afrique, l'irruption des pauvres, société contre ingérence ; pouvoir et argent*, Paris, Harmattan, 1994, 266 p.
28. FRAGNIERE Jean PIERRE, *Comment réussir un mémoire?* Paris, Bordas, 1986, 142 p.
29. FRAISE Paul et Jean PIAGET, *Traité de psychologie expérimentale, histoire et méthode*, Paris, PUF, 1963, 172 p.
30. HENRY Paul Marc et alii, *Pauvreté, progrès et développement*, Paris, Harmattan/UNESCO, 1990, 328 p.
31. LACHAUD Jean-Pierre, *Pauvreté et marché du travail urbain en Afrique sub-saharienne, analyse comparative*, IIES, Genève, 1994, 240 p.

32. LASSERVE Alain Durand, *L'exclusion des pauvres dans les villes du tiers-monde*, Collection villes et entreprises, Paris, Harmattan, 1986, 198 p.
33. LATOUCHE Serge, *La planète de naufragés, essai sur l'après développement*, Paris, la découverte, 1993, 235 p.
34. LY Boubacar, Les stratégies pour s'occuper et s'employer, Le contexte africain in *Actes du séminaire sur le chômage des jeunes*, Paris, UNESCO, septembre 1985, pp. 169 à 210.
35. LY Boubacar, La socialisation des jeunes dans les villes du tiers monde, le cas de l'Afrique, in revue internationale de pédagogie, Paris, UNESCO, Vol 20 Numéro 1, 1985, pp. 413 - 428.
36. MONCEF Khoudi, *Sénégal, vers un développement humain durable, stratégies nationales de lutte contre la pauvreté*, Rapport final, Dakar, PNUD, 1994, 44 p.
37. NDIONE Emmanuelle Seyni, *Le don et le recours, les ressorts de L'économie urbaine*, Enda GRAF SAHEL, 1992, 210 p.
38. NDIONE Emmanuelle Seyni, *Réinventer le présent, quelques jalons pour l'action*, Enda GRAF Sahel, 1994, 168 p.
39. PAUGAM Serge, *La disqualification sociale, essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris, PUF, 1994, 250 p.
40. ROCHER Guy, *Introduction à la sociologie générale, Tome 3, le changement social*, Edition HMH, 1968, 318 p
41. SCHALACTER Didier, *De l'analyse à la prévision*, Paris, édition Ellipse, 1986, 303 p.
42. WERNER Jean François, *Marges, sexes et drogues à Dakar, enquêtes ethnographiques*, Paris, Karthala/ Orstom, 1992, 292 p.

• PERIODIQUES

43. Enda JEUDA, *Enfants et jeunes dans la conquête de leurs droits*, octobre 1996, 43 p.
44. Enda JEUDA n° 96, *Deux regards sur l'enfant travailleur africain*, Michel BORNEL et Christine DENOT, Février 1996, 43 p.
45. Enda JEUDA n° 93, *L'évaluation, programme africain de formation des animateurs urbains*, février 1996, 40 p.
46. Enda JEUDA n° 95, *Les associations de développement de quartier, (1985-1995) 10 ans de relation entre les ADQS et Enda tiers monde à Dakar*, février 1996, 40 p.
47. Enda JEUDA, *Vie associative des jeunes à Hann et Fass*, par Simon THIAW, février 1985, 42 p.

48. Jacques BUGNICOURT, *Femme face à la pauvreté dans l'environnement urbain*, ENDA, série étude et recherche, juillet 1991, 8 p.
49. Philippe ENGELHARD, *Pauvreté et environnement en Afrique, esquisse d'un diagnostic et d'une stratégie*, ENDA, série étude et recherche, 1992 21 p.
50. Lettre de la rue N°9, Enda Tiers monde, novembre 1992, 23 p.
51. ORSTOM ACTUALITES N°48, *L'insertion urbaine à Dakar, les jeunes vivent la crise, les aînés la supportent*, ORSTOM 1995, 10 p.
52. Le Courrier ACP/CEE N°151, *Le développement social*, pp. 45-72, Mai - juin 1995
53. Le Soleil n° 82.999.
54. Sud Quotidien n° 1509.
55. Wal Fadjri n° 1636.
56. Dakar Soir n° 01, *Les Chômeurs en rade*.

ANNEXES

ANNEXES

1. Questionnaire
2. Enquêtes Enda DAKPAU
3. Les guides d'entretien
4. Carte Siggi
5. Extrait du rapport du Coordonnateur
6. Liste de Mouvements et Associations de Jeunesse
7. Brochures Siggi

ABDOULAYE T. BIAYE

MEMOIRE DE MAITRISE SOCIOLOGIE

PROGRAMME SIGGID'ENDA. T. M. DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

THEME : Approche socio-ethnologique des initiatives des jeunes de lutte contre la pauvreté urbaine à Dakar.

QUESTIONNAIRE : Analyse de genre de vie des enfants des journées aérées

I) IDENTIFICATION

- 1 - Sexe
- 2 - Age
- 3 - Lieu de naissance
- 4 - Lieu de résidence
- 5 - Ethnie

II) ENVIRONNEMENT FAMILIAL

A)

1 - Avec qui vivez-vous ?

- a) père et mère b) père seul c) mère seule d) autres parents

2 - Situation matrimoniale

- a) parents mariés b) parents divorcés
- c) veuf ou veuve d) remariés

3 - Votre père est-il polygame? oui
non

a- nombre d'épouses

4 - nombre de frères et soeurs

- a) de même mère b) de père différent

B) SITUATION SOCIO - PROFESSIONNELLE DES PARENTS

1 - Père : votre père travail t-il ?

oui non

a) quelle profession exerce-t-il ?

b où exerce t-il cette profession ?

2 - Mère : votre mère travaille t-elle ?

oui non

a quelle profession exerce t-elle ?

b où exerce t-elle cette profession ?

c depuis quand exerce t-elle cette profession ?

C) CADRE DE VIE

1 - vos parents sont-ils locataires ou propriétaires ?

oui non

2 - est-ce que vous vivez avec d'autres familles dans votre maison ?

oui non

3 - combien de chambres sont occupées par votre famille ?

4 - dormez-vous seul ?

oui non

5 - avec qui partagez-vous votre coucher ?

6 - avez-vous de l'eau du robinet ?

oui non

7 - avez-vous des toilettes chez vous ?

oui non

8 - avez-vous de l'électricité chez vous ?

oui non

III) ALIMENTATION

1 - combien de repas prenez-vous par jour ?

un deux trois

2 - comment prenez-vous vos repas ?

a seul **b** autour d'un grand bol **c** à table

3 - y a t-il d'autres personnes qui viennent manger chez vous ?

oui non

4 - qu'est ce que vous prenez en général ?

a au petit déjeuner

b au déjeuner

c au diner

IV) HABILLEMENT

1 - quand est ce que vous changez de vêtement ?

a une fois dans la journée

b chaque deux jours

c une fois par semaine

2 - vos parents vous achètent - ils des vêtements ?

a fréquemment

b lors des fêtes (Tabaski, Korité ou rentrée des classes)

c très rarement

3 - avez vous suffisamment de vêtements ?

oui non

4 - est ce que vous portez souvent les habits de vos frères ou soeurs ?

oui non

V) SANTE , EDUCATION ET LOISIRS

A) SANTE

1 - avez- vous un centre médical dans votre quartier?

oui non

a est-il loin de chez - vous ? oui non

b êtes-vous une fois allé là bas ? oui non

c pour quelle raison ?

2 - êtes-vous souvent malade ? oui non

a de quels maux souffrez-vous ?

3 - où vous faites vous soigner quand vous êtes souffrant ?

au dispensaire chez le guérisseur auto-médicamentation

B) EDUCATION

1 - allez-vous à l'école ? oui non

2 - classe fréquentée

3 - dans quelle quartier se trouve votre école ?

4 - votre école est-elle loin de chez vous ? oui non

5 - avez-vous du matériel scolaire (bic, cahier, livres etc ...) ? oui non

6 - avez-vous quelqu'un qui s'occupe de vous à la maison ? oui non

7 - est ce que vous êtes régulier à l'école ? oui non

a quelles sont les raisons de votre absence ?

8 - aimez-vous aller à l'école ? oui non

9 - que représente l'école pour vous ?

10 - qu'est ce que vous aimeriez faire dans l'avenir ?

1 - avez-vous une fois déserté le domicile familial ? oui non

2 - est ce que vous vous battez souvent dans votre famille ? dans votre quartier

oui non

3 - y'a t-il trop de violence dans votre quartier ? oui non

4 - qu'est ce qui vous manque le plus ?

a alimentaion

b habillement

c chaleur familiale

C) LOISIRS

- 1 - quels sont vos endroits de jeux préférés ?
- 2 - sortez-vous la nuit ? oui non
- 3 - avez-vous une télévision chez-vous ? oui non
- 4 - quelles sont vos émissions préférées ?
- 5 - est-ce que vous jouez loin de chez-vous ?

JOURNEES AEREES

- 1 - le nombre de participation aux journées aérées
- 2 - qui vous a amené aux journées aérées ?
- 3 - vos parents sont-ils informés de votre présence aux journées aérées ?
- 4 - avez-vous une fois participé à des colonies de vacance ou centre aéré ?
- 5 - qu'est ce qui vous intéresse dans les journées aérées ?
 - a le manger
 - b les jeux
 - c causeries, sketches, chants
- 6 - quelle signification donnez-vous aux cinq thèmes de J. A. ?
- 7 - quels apports peuvent-ils avoir pour vous et vos camarades ?
- 8 - souhaitez-vous rester encore plus longtemps ?
- 9 - serez-vous présent lors des phases de suivi ?
- 10 - qu'allez-vous faire au retour dans votre quartier ?
- 11 - quelle distance parcourez-vous pour aller aux sites des J. A. ?

GUIDE D'ENTRETIEN DESTINE AUX MONITEURS SIGGI

OBJET : Fiche d'identification du moniteur SIGGI

- 1 - AGE
- 2 - LIEU DE RESIDENCE
- 3 - SITUATION SOCIOPROFESSIONNELLE
- 4 - NIVEAU D'ETUDE
- 5 - FORMATION RECUE
- 6 - MOUVEMENT OU ASC AFFILIE (e)
- 7 - QUEL EST VOTRE ROLE DANS LES JOURNEES AEREES ?
- 8 - ETES-VOUS MONITEUR DIPLOME OU STAGIAIRE ?
- 9 - ETES-VOUS SOUVENT EN CONTACT AVEC LES ENFANTS ?
- 10 - QUE FAITES-VOUS APRES LES JOURNEES AEREES ?
- 11 - AVEZ-VOUS D'AUTRES RAPPORTS AVEC ENDA ?
- 12 - ETES-VOUS REMUNERES ?
- 13 - AVEZ-VOUS D'AUTRES SOURCES DE REVENUS EN DEHORS DES JOURNEES AEREES ?
- 14 - QUE PENSEZ-VOUS DES JOURNEES AEREES ?

GUIDE D'ENTRETIEN DESTINE AUX PERSONNES RESSOURCES DES POINTS SIGGI

Objectifs : localiser le point et saisir des informations portant sur la situation géographique, l'organisation, les activités développées et sur la situation sociale.

1. Point de.....
2. Quels sont les ASC et les mouvements de Jeunesse affiliés au point ?
3. Où se situent vos sites d'activités ?
4. Quelle est la zone couverte par le point ?
5. Quels sont les quartiers de provenance des enfants ?
6. Quel est le nombre d'enfants mobilisé ?
7. Comment s'effectue la mobilisation des enfants ?
8. Quelle est la zone la plus concernée ?
9. Quelle est la situation sociale de ces quartiers ?
10. Que signifie pour vous un enfant en situation difficile ?
11. Quels sont les critères d'un ménage pauvre ?
12. Quelle est l'appréciation faite par les parents des enfants concernant vos activités ?

ENDA DAKPAU 1994/Liste des quartiers

1 Rebeuss -	2 familles
2 Rail -	2 familles
3 Hann Pêcheurs-	2 familles
4 Baraque-	2 familles
5 Arafat-	3 familles
6 Grand Médine-	3 familles
7 Thiaroye sur mer	3 familles
8 Pikine Ben Baraque	2 familles
9. Pikine Guinaw Rail	2 familles
10 Guediawaye	3 familles
11 Rufisque Diokoul	2 familles
12 Yoff	2 familles
13 Fass	2 familles
14 Médina	4 familles
15 Dieuppeul	2 familles
16 HLM:	2 familles
17 Grand Dakar:	4 familles
18 Dalifort :	3 familles

Soit 18 quartiers 45 familles pour 9 binômes visiteurs
5 familles par binomes

Famille A ("pauvre"):

Nombre de personnes (à nourrir): 8

Un "actif": une handicapée qui mendie

Gain mensuel: 45 à 60 000 FCFA avant dévaluation; 20 000 après dévaluation.

1 pièce (12 000 FCFA loyer) sans eau, ni électricité, ni assainissement.

Famille B ("Moyenne")

Nombre de personnes (à nourrir): 14

2 actifs

Revenu: 80 à 100 000 FCFA

2 petites pièces (loyer 15 000 FCFA), eau, électricité.

Famille C ("aisée")

nombre de personnes: 12

3 actifs

revenu: 140-150 000 FCFA

3 pièces (35 000 FCFA), eau, électricité, TV

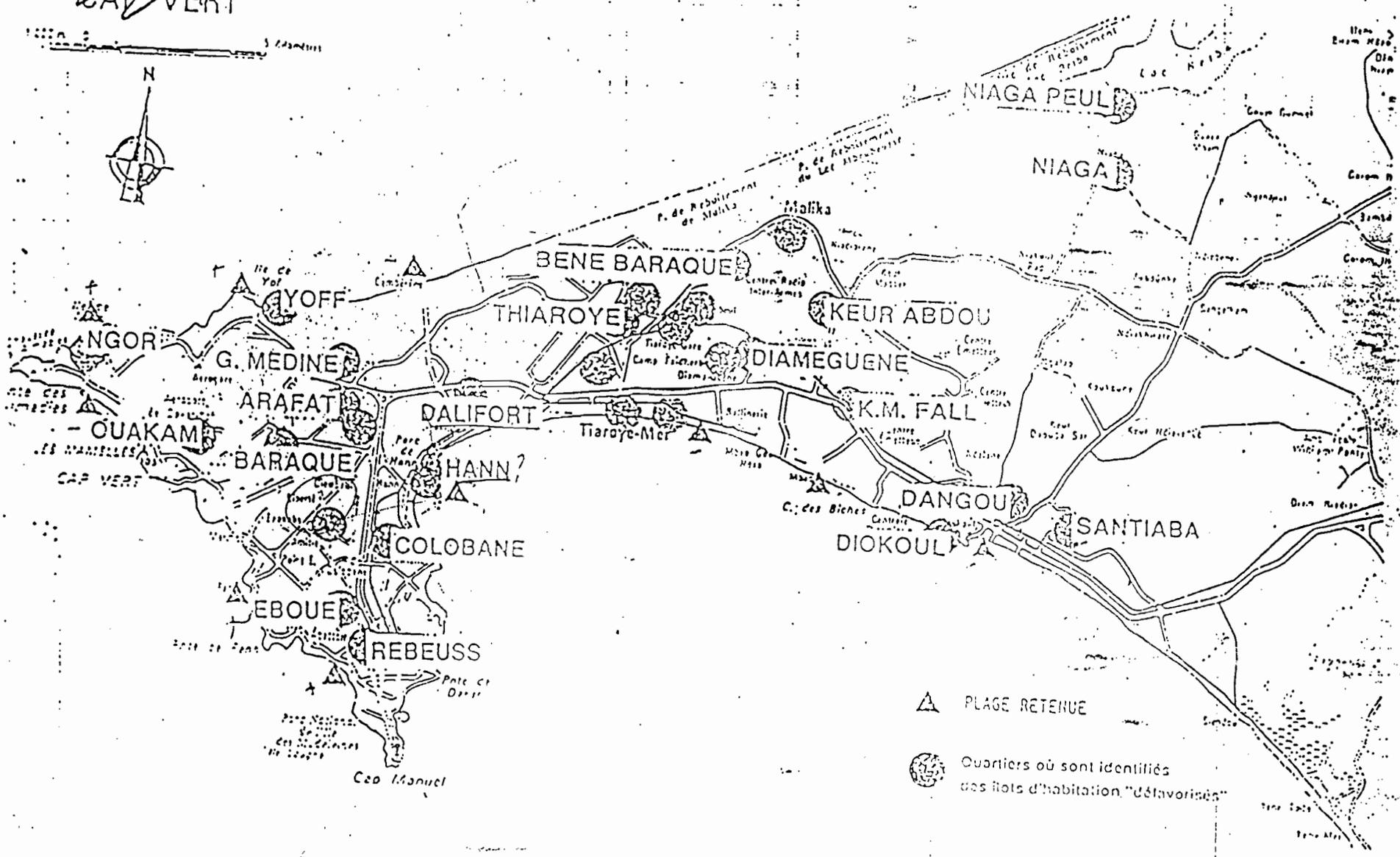
2- Quelques observations significatives après dévaluation:

- Energie:

- Factures d'électricité ont augmenté de 2000 à 5000 FCFA.
Ceux qui ont la TV réduisent les heures d'écoute, parfois aux week ends.

CAP VERT

3 Kilomètres



10

▲ PLAGE RETENUE

● Quartiers où sont identifiés des foyers d'habitation "défavorisés"

de l'encadrement, formé, lui-même, dans cet esprit. 130 moniteurs et instructeurs ont participé, chacun, à l'équivalent d'une semaine de "formation".

Aussi bien, ont-ils joué un rôle irremplaçable dans la conjonction d'efforts qui a fait la réussite. Le fait majeur, cependant, reste que 96 groupes de base aient pu travailler ensemble, pendant ces deux mois, et pour la préparation de la fête finale. Ces ASC, cinq mouvements de jeunesse, le scoutisme et ENDA sont ainsi parvenus à contacter des familles -parmi lesquelles, dans un tiers des cas, ni le père, ni la mère, n'ont un travail continu- à réunir les enfants dans douze points de formation, à animer les jeux et la pédagogie et, enfin, à les rassembler pour la réunion ultime.

L'opération -dans ce contexte de post-dévaluation- a été, pour l'essentiel, assurée grâce à la contribution volontaire de nombreux cadres -associatifs ou autres- ainsi qu'à un appui consistant des Autorités (Jeunesse et sports, Education nationale, Intérieur, Mairie, etc.). Des financements partiels ont été apportés par la France, les Pays-Bas et la Suisse.

Ce qui a été dépensé en monnaie l'a été en "infusant" du pouvoir d'achat, directement pour rémunérer des prestations ou des achats à des marchands et à des petits producteurs de l'économie populaire. 50 % des dépenses des "journées aérées" proprement dites sont allées à la nourriture des enfants, 30 % à l'encadrement éducatif et sportif, 10 % à la formation des moniteurs -qui reste un acquis pour les années qui viennent- et le reste à des coûts divers, dont 6,6 % pour les assurances.

Les enfants eux-mêmes, qui ont été les co-animateurs de ces journées, le mouvement associatif dakarois à la base, et des organisations internationales comme le scoutisme ou comme ENDA Tiers-Monde ont œuvré la main dans la main. Ils ont voulu, lors de la fête du Stadium Marius Ndiaye, trois heures durant, offrir comme un bouquet de théâtre, de chants, de jeux et de mimes, pour marquer cette première étape, et les promesses d'une continuité.

Résultats limités, et peut-être précaires. Tous ceux qui ont, de près ou de loin, vécu cette aventure, en ont retiré une solide confiance dans le dynamisme de cette jeunesse dakaroise qui ne demande qu'à s'exprimer, qu'à apprendre, qu'à vivre. Et, sans illusion sur les années difficiles qui l'attendent, est prête, pourtant, à faire face : SIGGI.

Lamine Diawara
Coordinateur des "journées aérées"

ENDA TIERS-MONDE
 JOURNÉES AÉRIÉES SIGGI SIG-JOU
 TÉL. : 21.07.57/23.56.63

DAKAR

JOURNÉES AÉRIÉES : LISTE DES ASC

GW	PI	YB	HD	CB	OU	MB	RQ	GD	YO	YV	MN	MD	TH
Njareem	Guinaw Rail	A.N.B.E.P	Kadd - gi	Dioubo	Gouney Taglou	Diouloum Kell	JAD	Disso	Grand-Yoff	Ndeungagne	A.J.E.R.	Fass Delorme	Lambaye
Jamono 2	Jamono	Farba	Montagne 6	Ngaly	Diakarfo	Diappo 1	Idéni	Diankalar	Millionnaire	Ndenatte	U.F.A.A.	HLM Fass	ETL
G.L.S.	Jokko	Ajcose	Dalifort	Diant-bi	Dioubo	Diappo 2	Bokk Diom	Niary Tally	A.J.C.F.M.S	Mbenguène	Khandalou	Fann Hock	Oryx
Jaxaay	Ndam	Wexlé	A.J.C.F.A	Ndingala	Mérina	Fass	Dewoo	JAON	Yaakar	Ngaparou	Sfax	Khandalou	Nguéssou
Yakar	Manko	Bok xalate	Nexlé	Diamono	Deggo	Garga Mbossé	Castors	Amitié 2	Doledji	Jaaker	A.J.E.A.	Pencum Tilène	Darou
Jamono 2	Jant bi	Jambou	Walli Daan	Bock Dieuf	Dialoré	Boône	Takka Liguèye	Ouagou Niayes	Gaal-gui	Standard		Diappo	Castel
Hamo 2	Carrefour	Yeumbeul layène	Diala wali	Kawsara	Soump-gui	Montagne	Diamaguène	Grand-Dakar	Lat Dior	Ndiaré		Domu Africa	Ndotimbélane
Koce	Gouney-Zing	W.J.A.	Jappo	Deggo	Diappo	Sicap Mbaou	Teemu Gouye	Mom sa rew	Grand-Médine	Warar		Pencum G.Tapée	Manko
AJEB	Bokk Jâf	Deego	Mbaxal	Mag Dan	Léona	Yeumbeul	Dialoré	Ngelaw	HLM Gd-Yoff	Ndijéré			Kaafi-gui
Disso	Jappo 93	Domou Africa	Hann 3	Dara dji	Thielly		Manko	Bisciterie	Arafat	Nételi			AJCT
Juboo	AMCEP	M.N.P.S.		Ndiobé	Yakaar		Gouye-gui	Baobab	Gang-gui	Bock War			Téranga
Joboot Gui	Ndam	Xandalu		Diandé	Gouy sor		Iac	Zoné A	Mama-Nguedj				JAD
Bokk Jom	Acaf	Santhiane		Rakadiou	Boulga		Ndeefan	Diappeul	Lat Dior				Jant-bi
Gouney tey	Ndoumbélane	Ndoxmi		Yakar	Gouye-gui		Ndiaye Samb	Lem-gui	Liberté 6				Ramidan
Jaxaay	Jokko 1	Fan's club chicago		Dental	Mermoz		Gouye Salane	Bodo					Mengo
Mankoo	AJC 3	Diambar		Cayor			Guedj-gui	HLM 5					Gaali-gui
Wally Daan	AJN 2	Soukhat baraque		A.S.P.A			Jappo Sam	HLM 4					Tendem's
Jappo Sham	Téranga	Aïnoumady		Tool-bi			Notaire	Montagne					Yeggo
Gounass	Natangué	AJY Pros		Case-bi			Gunas	Dekheulé					Sant Yalla
Notaire	Kadd gui	And Liguèye		Doolé			Wally Dan	Cité Bissap					Gouye-gui
Guedj-gui	Yoon Wi			Jander			Yakar	Gibraltar					R.S.C.D.
Jappo	E.E.D.S	C.R.I.		Golf Nord			Gouney Gounas	Takou					Dioko
	Gunass	Jooko		Thiossane			Meengo	Mbofo					A.F.A
	Thiossane	Juubo		l'Espoire			Doer Fopp						JAD
	Japp Saah	M.D.Q		Gd Méd.			Khër						Doxmi

JOURNEES AEREES : LISTE DES ASC (suite)

GW	FI	YB	HD	CB	OU	MB	RQ	GD	YO	YV	MN	MD	TH
	Japp Saam	M.D.Q					Kbër						A.J.K.G
	Dagou Dane	M.J.C.					Médine						Diacsao I
	Jambas	And Jubo					Léona Valda						Café
	Dagou Dane	M.N.P.S					Dallas						Sabé
	Jambas	Syndicate Posse					Arabat I						Waar
		Chicago Bulls					Lébou-gui						Gëstu
		N.J.H					Ndiayène Alose						Dioubo
		Diami Rew					Barada						Ngalâm
		Dounya					Fass						Notaire
		M.J.C.					Kani-gui						Walli daane
		And Jubo					Niazatt						Penc
		M.N.P.S					Kakalam						Cité Sotrac
		Syndicate Posse					Médine						Messère
							Léona Valda						Ndoro
							Dallas						
							Arabat I						

MOUVEMENTS DE JEUNESSE :

- Croix-Rouge
- C.V.A.V. — Eclaireurs
- Scouts et Guides Musulmans
- Centre Verbo Tonal
- Caserne Sapeurs Pompiers : Guédiawaye
- GIE le Défi : Pikine
- CDEPS : Guédiawaye
- Tribune des enfants : Pikine

AUTRES :

JOURNÉES AÉRÉES-SIGGI

I. Pourquoi ?

- affirmer l'espoir dans le respect des langues, des cultures et de la religion
- réagir devant la dévaluation
- encourager le "consommer sénégalais"
- relever la tête et lutter contre la pauvreté et le mépris
- former au bien commun
- démocratiser les loisirs éducatifs : activité ludique et éducative
- assurer le suivi des enfants et des jeunes
- aider à faire face moralement à la vie quotidienne (travail + production = avenir)

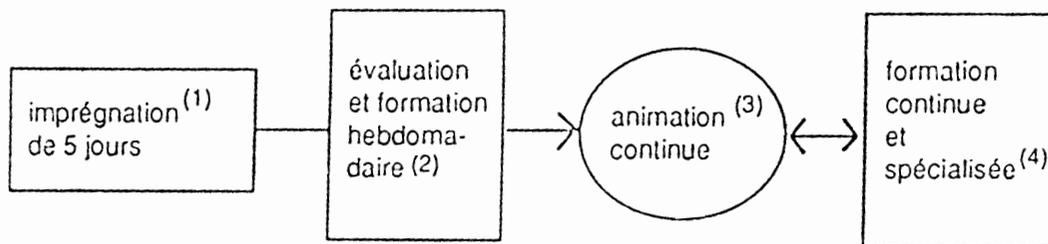
II. Pour qui ?

- X • des filles et garçons de 9 à 14 ans (période de risque, potentiel : âge tournant de la vie)
- Y • les couches populaires les plus touchées à travers les effets économiques induits : emplois précaires - ils sont des bénéficiaires directs et indirects de SIG-JOU.

III. Avec qui ?

- Y • les associations sportives et culturelles (ASC)
- X • les mouvements de jeunesse (MDJ)
- les organisations sociales de base (OSB)
- les médias
- les appuis intérieurs et extérieurs.

IV. Comment ?



V. Où ?

- dans les quartiers défavorisés de Dakar

VI. Quel contenu ?

- vivre ensemble, autrement, en chantant
- protéger et valoriser les environnements
- améliorer l'hygiène et la santé
- produire et consommer local
- auto-défense
- des arbres qui survivent
- respect des différences
- devenir des citoyens
- co-éducation
- économie populaire urbaine

VII. Quelle durée ?

- expérimentation (initiation, confirmation, transition) en trois ans avant la pérennisation et l'expansion.

(1) 5 800 en 94 ; 10 000 en 95

(2) 145 "compagnons" en 94 ; environ 220 en 95

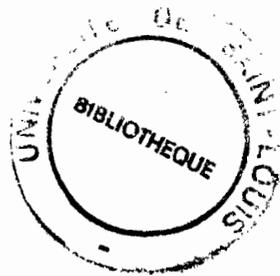
(3) avec les ASC de quartier

(4) à divers niveaux

SIGGI, c'est relever la tête et reconnaître que les autres aussi ont le droit de la relever.

SIGGI, c'est relever la tête pour :

- lutter contre les conséquences de la dévaluation et faire reculer la pauvreté ;
- valoriser la diversité culturelle ;
- encourager la créativité ;
- écarter le mépris ;
- reconstruire la dignité.



SIGGI est une approche, une manière de voir les choses, de vivre ensemble autrement, de se comporter :

- face à soi-même ;
- avec les autres.

SIGGI, c'est une action inter-équipes en partenariat avec les

Organisations Sociales de base pour :

- 1 - aider les jeunes à apprendre, à s'exprimer et à agir ;
- 2 - contribuer au développement de l'économie populaire urbaine.

VI. SITUATION PROFESSIONNELLE

VI.1 Avez-vous un emploi ?

VI.2 Si oui quel est-il ?

VARIABLE PAUVRETE ET EMIGRATION

I. MONOGRAPHIE DE LA FAMILLE

I.1 Combien de bâtiments votre ménage compte-t-il ?

I.2 Quel type de construction habitez-vous ?

En Dure En Argile

I.3 Combien de chambres compte chaque bâtiment ?

I.4 Avez-vous un robinet à domicile ?

Oui Non

I.5 Si non comment vous procurez vous l'eau ?

I.6 Avez-vous une installation électrique ?

II. SOURCE DE REVENU

II.A. Activités agricole

II.A.1 Menez-vous des activités agricoles ?

Oui Non

II.A.2 Si oui quel type d'agriculture pratiquez-vous ?

II.A.3 Possédez-vous des terres qui vous sont propres ?

Oui Non

II.A.4 Si non à qui appartiennent les terres que vous cultivez ?

II.A.5 Comment procédez-vous avec le propriétaire ?

II.A.6 Quelle a été votre production cette année ?

II.A.7 Etes-vous satisfait de cette production ?

Oui Non

II.B Elevage et revenu

II.B.1 Pratiquez-vous l'élevage dans le ménage ?

II.B.2 Si oui quel type d'élevage pratiquez-vous ?

II.B.3 Quel type de cheptel élevez-vous ?

Bovins Ovins Caprins Autres (précisez)

II.B.4 A quoi est destiné ce cheptel ?

Vente Consommation Autres besoins (précisez)

II.B.5 Quel apport présente-t-il pour le revenu du ménage ?

II.B.6 Cet apport vous satisfait-il ?

Oui Non

II.C Emigration et revenu

II.C.1 Y a-t-il un ou des émigré(s) dans le ménage ?

Oui Non

II.C.2 Si oui combien sont-ils ?

II.C.3 Ou sont-ils ?

II.C.4 Avez-vous une correspondance stable avec lui (ou avec eux) ?

Oui Non

II.C.5 Vous envoie-t-il un mandat ?

Oui Non

II.C.6 Si oui combien envoie-t-il chaque mois ?

II.C.7 Est-il régulier dans l'envoi ? Dans la somme ?

II.C.8 Cette somme à elle seule peut-elle satisfaire les besoins du ménage ?

Oui Non

II.C.9 Si non quelles autres sources de revenu vous permettent de combler le manque ?

II.C.10 Combien de repas prenez-vous par jour ?

II.C.11 Quelle est la part du mandat réservée à l'éducation des enfants ?

II.C.12 Quelle est la part allouée à la santé des membres du ménage ?

II.C.13 Quelles sont les réalisations de l'émigré dans le ménage ? Dans la famille ?

II.C.14 Quelles sont ses réalisations dans le quartier ? Dans le village ?

II.C.15 A t-il été d'un apport quelconque à quelqu'un ?

Oui Non

II.C.16 Si oui qui est-il ? Qu'est ce qui les lie ?

II.C.17 Quels investissements a-t-il fait pour son propre compte ?



ANNEXE II

GUIDES D'ENTRETIEN

Guide d'entretien avec le maire

Thème 1 : L'émigration en général

Thème 2 : Les activités économiques locales (agriculture, élevage, commerce etc...)

Thème 3 : La pauvreté de la commune

Guide d'entretien avec les cinq (5) délégués de quartier et cinq (5) conseillers municipaux

Thème1 : Rôle de l'émigration dans la commune

Thème 2 : Rôle de l'émigration dans les quartiers

Thème 3 : Les activités économiques locales

Thème 4 : Point de vue sur l'émigration

Guide d'entretien avec le directeur de l'école

Thème1 : Education et émigration

Thème2 : Emigration et développement local

Guide d'entretien avec l'infirmier et avec la matrone

Thème1 : Emigration et santé

ANNEXE III

FOCUS-GROUP

Premier focus-group :

Thème : Pauvreté et émigration

Avec huit (8) hommes âgés de trente huit (38) à soixante (60) ans

Deuxième focus-group :

Thème : Emigration et conditions de vie des ménages

Avec neuf (9) femmes âgées de vingt et cinq (25) à trente et cinq (35) ans

Troisième focus-group ou « hiirde »

Ce terme signifie une assemblée de nuit, un regroupement d'individus d'âge divers qui débattent de plusieurs sujets à la fois.

ANNEXE IV

Récits de vie de cinq (5) émigrés

DESTINATION	FRANCE	GABON	ITALIE	U.S.A
Effectif	02	01	01	01